



ÉTATS-UNIS – DROITS ANTIDUMPING ET COMPENSATEURS VISANT LES OLIVES MÛRES EN PROVENANCE D'ESPAGNE

RAPPORT INTÉRIMAIRE DU GROUPE SPÉCIAL

Addendum

Le présent addendum contient les annexes A à C du rapport du Groupe spécial qui se trouve dans le document WT/DS577/R.

LISTE DES ANNEXES**ANNEXE A****DOCUMENTS DU GROUPE SPÉCIAL**

Table des matières		Page
Annexe A-1	Procédures de travail du Groupe spécial	4
Annexe A-2	Procédures de travail additionnelles du Groupe spécial concernant les renseignements commerciaux confidentiels	11
Annexe A-3	Communication du Groupe spécial aux Parties du 18 septembre 2020 concernant certaines questions de procédure	14
Annexe A-4	Procédures de travail additionnelles du Groupe spécial concernant la tenue d'une réunion de fond via Cisco WebEx – Adoptées le 9 octobre 2020	16
Annexe A-5	Procédures de travail additionnelles du Groupe spécial concernant la tenue d'une réunion de fond via Cisco WebEx – Adoptées le 30 novembre 2020	21
Annexe A-6	Procédures de travail additionnelles du Groupe spécial: Ouverture des réunions au public (diffusion différée en ligne)	25
Annexe A-7	Réexamen intérimaire	26

ANNEXE B**ARGUMENTS DES PARTIES**

Table des matières		Page
Annexe B-1	Résumé analytique intégré des arguments de l'Union européenne	54
Annexe B-2	Résumé analytique intégré des arguments des États-Unis	68

ANNEXE C**ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES**

Table des matières		Page
Annexe C-1	Résumé analytique intégré des arguments du Brésil	89
Annexe C-2	Résumé analytique intégré des arguments du Canada	92
Annexe C-3	Résumé analytique intégré des arguments du Japon	96
Annexe C-4	Résumé analytique intégré des arguments du Mexique	100
Annexe C-5	Résumé analytique intégré des arguments de la Turquie	104

ANNEXE A**DOCUMENTS DU GROUPE SPÉCIAL**

Table des matières		Page
Annexe A-1	Procédures de travail du Groupe spécial	4
Annexe A-2	Procédures de travail additionnelles du Groupe spécial concernant les renseignements commerciaux confidentiels	11
Annexe A-3	Communication du Groupe spécial aux Parties du 18 septembre 2020 concernant certaines questions de procédure	14
Annexe A-4	Procédures de travail additionnelles du Groupe spécial concernant la tenue d'une réunion de fond via Cisco WebEx – Adoptées le 9 octobre 2020	16
Annexe A-5	Procédures de travail additionnelles du Groupe spécial concernant la tenue d'une réunion de fond via Cisco WebEx – Adoptées le 30 novembre 2020	21
Annexe A-6	Procédures de travail additionnelles du Groupe spécial: Ouverture des réunions au public (diffusion différée en ligne)	25
Annexe A-7	Réexamen intérimaire	26

ANNEXE A-1

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL

Adoptées le 6 janvier 2020

Généralités

1. 1) Dans la présente procédure, le Groupe spécial suivra les dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord"). En outre, les procédures de travail ci-après sont d'application.
- 2) Le Groupe spécial se réserve le droit de modifier les présentes procédures, ainsi que toutes procédures de travail additionnelles, si nécessaire, après avoir consulté les parties.

Confidentialité

2. 1) Les délibérations du Groupe spécial et les documents qui lui auront été soumis resteront confidentiels. Les Membres traiteront comme confidentiels les renseignements qui auront été communiqués au Groupe spécial et qui auront été désignés comme confidentiels par le Membre qui les aura communiqués.
- 2) Conformément au Mémorandum d'accord, aucune disposition des présentes procédures de travail n'empêchera une partie ou une tierce partie de communiquer au public ses propres positions.
- 3) Si une partie présente au Groupe spécial une version confidentielle de ses communications écrites, elle fournira aussi, si un Membre le demande, un résumé non confidentiel des renseignements contenus dans ses communications qui peuvent être communiqués au public. Une partie devrait s'efforcer de fournir dans les moindres délais un résumé non confidentiel à tout Membre en faisant la demande, si possible dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande.
- 4) Sur demande, le Groupe spécial pourra adopter des procédures additionnelles appropriées pour le traitement et la gestion des renseignements confidentiels après avoir consulté les parties.

Communications

3. 1) Avant la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, chaque partie présentera une communication écrite dans laquelle elle exposera les faits de la cause et ses arguments, conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial.
- 2) Chaque partie présentera également au Groupe spécial, avant sa deuxième réunion de fond, une réfutation écrite, conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial.
- 3) Chaque tierce partie qui choisira de présenter une communication écrite avant la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties la présentera conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial.
- 4) Le Groupe spécial pourra inviter les parties ou tierces parties à présenter des communications additionnelles pendant la procédure, y compris en ce qui concerne les demandes de décisions préliminaires conformément au paragraphe 4 ci-après.

Décisions préliminaires

4. 1) Si les États-Unis considèrent que le Groupe spécial devrait, avant la remise du rapport, rendre une décision selon laquelle certaines mesures ou allégations figurant dans la demande

d'établissement d'un groupe spécial ou la première communication écrite du plaignant ne sont pas soumises à bon droit au Groupe spécial, la procédure suivante s'appliquera. Des exceptions à la présente procédure seront autorisées sur exposé de raisons valables.

- a. Les États-Unis présenteront toute demande de décision préliminaire de ce type le plus tôt possible et en tout état de cause au plus tard dans leur première communication écrite au Groupe spécial. L'Union européenne présentera sa réponse à la demande avant la première réunion de fond du Groupe spécial, à un moment qui sera déterminé par le Groupe spécial compte tenu de la demande.
 - b. Le Groupe spécial pourra rendre une décision préliminaire sur les questions soulevées dans une telle demande de décision préliminaire avant, pendant ou après la première réunion de fond ou il pourra différer une décision sur les questions soulevées par une demande de décision préliminaire jusqu'à ce qu'il remette son rapport aux parties.
 - c. Si le Groupe spécial juge approprié de rendre une décision préliminaire avant de remettre son rapport, il pourra exposer les raisons de cette décision au moment où il la rendra ou ultérieurement dans son rapport.
 - d. Toute demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis avant la première réunion et toutes communications ultérieures y relatives présentées par les parties avant la première réunion seront signifiées à toutes les tierces parties. Le Groupe spécial pourra ménager à toutes les tierces parties la possibilité de présenter des observations sur une telle demande, soit dans leurs communications prévues dans le calendrier, soit séparément. Toute décision préliminaire rendue par le Groupe spécial avant la première réunion de fond sur la question de savoir si certaines mesures ou allégations lui sont soumises à bon droit sera partagée avec toutes les tierces parties.
- 2) La présente procédure est sans préjudice du droit des parties de demander d'autres types de décisions préliminaires ou procédurales pendant la procédure et des procédures que le Groupe spécial pourra suivre en ce qui concerne de telles demandes.

Éléments de preuve

5.
 - 1) Chaque partie présentera tous les éléments de preuve au Groupe spécial au plus tard pendant la première réunion de fond, sauf les éléments de preuve nécessaires aux fins de la réfutation ou les éléments de preuve nécessaires pour les réponses aux questions ou les observations concernant les réponses données par l'autre partie. Des exceptions additionnelles pourront être autorisées sur exposé de raisons valables.
 - 2) Si de quelconques éléments de preuve nouveaux ont été admis sur exposé de raisons valables, le Groupe spécial accordera à l'autre partie un délai approprié pour formuler des observations sur les éléments de preuve nouveaux présentés.
6.
 - 1) Si la langue originale d'une pièce, ou d'une partie de celle-ci, n'est pas une langue de travail de l'OMC, la partie ou tierce partie qui la présente produira simultanément une traduction de cette pièce ou de sa partie pertinente dans la langue de travail de l'OMC dans laquelle elle aura rédigé la communication. Le Groupe spécial pourra accorder des prorogations de délai raisonnables pour la traduction de pièces sur exposé de raisons valables.
 - 2) Toute objection concernant l'exactitude d'une traduction devrait être présentée par écrit dans les moindres délais, de préférence au plus tard à la date de la communication ou de la réunion (la première de ces dates étant retenue) suivant la présentation de la communication qui contient la traduction en question. Toute objection sera accompagnée d'une explication des motifs qui la justifient et d'une autre traduction.
7.
 - 1) Afin de faciliter la tenue du dossier du différend et d'assurer la plus grande clarté possible des communications, chaque partie ou tierce partie numérotera ses pièces par ordre chronologique tout au long du différend, en indiquant sur la page de couverture de chaque pièce le nom du Membre qui la présente et le numéro de la pièce. Les pièces présentées par l'Union européenne devraient être numérotées comme suit: EU-1, EU-2, etc. Les pièces

présentées par les États-Unis devraient être numérotées comme suit: USA-1, USA-2, etc. Si la dernière pièce se rapportant à la première communication était la pièce EU-5, la première pièce se rapportant à la communication suivante serait donc la pièce EU-6. Si une partie retire une pièce ou laisse intentionnellement une ou plusieurs pièces en blanc, elle devrait l'indiquer sur la page de couverture qui porte le numéro de la pièce en blanc.

2) Chaque partie fournira une liste actualisée des pièces (en format Word ou Excel) avec chacune de ses communications, déclarations orales et réponses aux questions.

3) Si une partie présente un document qui a déjà été communiqué en tant que pièce par l'autre partie, elle devrait expliquer pourquoi elle le présente à nouveau.

4) Si une partie inclut un hyperlien vers le contenu d'un site Web dans une communication et souhaite que le contenu cité fasse partie du dossier officiel, le contenu cité du site Web sera fourni sous la forme d'une pièce et la date à laquelle il a été consulté sera indiquée.

Guide de rédaction

8. Afin de faciliter les travaux du Groupe spécial, chaque partie ou tierce partie est invitée à présenter ses communications conformément à l'Editorial Guide for Panel Submissions de l'OMC (copie électronique fournie).

Questions

9. 1) Le Groupe spécial pourra poser des questions aux parties et aux tierces parties à tout moment.

2) Avant toute réunion, le Groupe spécial pourra adresser des questions écrites ou une liste des sujets qu'il entend aborder dans le cadre des questions orales pendant la réunion. Il pourra poser des questions différentes ou additionnelles à la réunion;

3) Le Groupe spécial pourra poser des questions aux parties et tierces parties oralement pendant une réunion et par écrit après la réunion, conformément aux paragraphes 15 et 21 ci-après.

Réunions de fond

10. À la demande des parties, le Groupe spécial pourra ouvrir ses réunions avec les parties au public, en totalité ou en partie, à la condition qu'il adopte des procédures appropriées pour protéger les renseignements confidentiels après avoir consulté les parties. Sinon, il se réunira en séance privée.

11. Les parties n'assisteront aux réunions que lorsque le Groupe spécial les y invitera.

12. 1) Chaque partie a le droit de déterminer la composition de sa propre délégation pour la réunion avec le Groupe spécial.

2) Chaque partie sera responsable de tous les membres de sa délégation et s'assurera que chaque membre de sa délégation agit conformément au Mémoire d'accord et aux présentes procédures de travail, en particulier en ce qui concerne la confidentialité de la procédure et des communications des parties et tierces parties.

13. Chaque partie fournira au Groupe spécial une liste des membres de sa délégation au plus tard à 17 heures (heure de Genève) trois jours ouvrables avant le premier jour de chaque réunion avec le Groupe spécial.

14. Toute partie devrait présenter une demande de services d'interprétation au Groupe spécial le plus tôt possible, de préférence lors de la phase d'organisation, afin qu'il ait suffisamment de temps pour faire en sorte que des interprètes soient disponibles.

15. La première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties se déroulera de la manière suivante:

- a. Le Groupe spécial invitera l'Union européenne à faire une déclaration liminaire pour présenter son argumentation en premier. Puis il invitera les États-Unis à présenter leur point de vue. Avant de prendre la parole, chaque partie fournira au Groupe spécial et aux autres participants à la réunion une version écrite provisoire de sa déclaration. Si des services d'interprétation sont nécessaires, chaque partie en fournira des copies additionnelles pour les interprètes avant de prendre la parole.
- b. Chaque partie devrait éviter de répéter longuement les arguments figurant dans ses communications. Chaque partie est invitée à limiter la durée de sa déclaration liminaire à 75 minutes. Si l'une ou l'autre partie estime qu'elle a besoin de plus de temps pour faire sa déclaration liminaire, elle devrait en informer le Groupe spécial et l'autre partie au moins 10 jours avant la réunion, en donnant une estimation de la durée prévue de sa déclaration. Le Groupe spécial accordera le même laps de temps à l'autre partie.
- c. À l'issue des déclarations liminaires, le Groupe spécial ménagera à chaque partie la possibilité de faire des observations ou de poser des questions à l'autre partie.
- d. Le Groupe spécial pourra ensuite poser des questions aux parties.
- e. À l'issue des questions, le Groupe spécial ménagera à chaque partie la possibilité de faire une brève déclaration finale, l'Union européenne faisant la sienne en premier. Avant de prendre la parole, chaque partie fournira au Groupe spécial et aux autres participants à la réunion une version écrite provisoire de sa déclaration finale, si elle est disponible.
- f. Après la réunion:
 - i. Chaque partie communiquera la version écrite finale de sa déclaration liminaire au plus tard à 17 heures (heure de Genève) le premier jour ouvrable suivant la réunion. En même temps, chaque partie devrait aussi communiquer la version écrite finale de toute déclaration finale préparée qu'elle aura faite à la réunion.
 - ii. Chaque partie adressera par écrit à l'autre partie, dans le délai fixé par le Groupe spécial avant la fin de la réunion, toutes questions auxquelles elle souhaite qu'il soit répondu par écrit.
 - iii. Le Groupe spécial adressera par écrit aux parties, dans le délai qu'il aura fixé avant la fin de la réunion, toutes questions auxquelles il souhaite qu'il soit répondu par écrit.
 - iv. Chaque partie répondra par écrit aux questions du Groupe spécial, ainsi qu'à toutes questions posées par l'autre partie, dans le délai fixé par le Groupe spécial avant la fin de la réunion.

16. La deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties se déroulera de la même manière que la première réunion de fond, si ce n'est que les États-Unis se verront ménager la possibilité de présenter leur déclaration orale en premier. Si les États-Unis choisissent de ne pas se prévaloir de ce droit, l'Union européenne fera sa déclaration liminaire en premier et les États-Unis feront la leur ensuite. La partie qui aura fait sa déclaration liminaire en premier fera sa déclaration finale en premier.

Séance avec les tierces parties

17. Chaque tierce partie pourra présenter ses vues oralement au cours de la séance avec les tierces parties de la première réunion de fond. Le Groupe spécial pourra ouvrir la séance avec les

tierces parties au public pour les tierces parties souhaitant rendre leur déclaration publique, à la condition qu'il adopte des procédures appropriées après avoir consulté les parties.

18. Chaque tierce partie indiquera au Groupe spécial si elle a l'intention de faire une déclaration orale à la séance avec les tierces parties et lui fournira la liste des membres de sa délégation, avant cette séance et au plus tard à 17 heures (heure de Genève) trois jours ouvrables avant la séance avec les tierces parties de la réunion du Groupe spécial.

19. 1) Chaque tierce partie a le droit de déterminer la composition de sa propre délégation pour la réunion avec le Groupe spécial.

2) Chaque tierce partie sera responsable de tous les membres de sa délégation et s'assurera que chaque membre de sa délégation agit conformément au Mémorandum d'accord et aux présentes procédures de travail, en particulier en ce qui concerne la confidentialité de la procédure et des communications des parties et tierces parties.

20. Toute tierce partie devrait présenter une demande de services d'interprétation au Groupe spécial le plus tôt possible, de préférence lorsqu'elle recevra les procédures de travail et le calendrier, afin qu'il ait suffisamment de temps pour faire en sorte que des interprètes soient disponibles.

21. La séance avec les tierces parties se déroulera de la manière suivante:

- a. Toutes les parties et tierces parties pourront être présentes pendant toute cette séance.
- b. Le Groupe spécial entendra tout d'abord les déclarations orales des tierces parties, qui prendront la parole par ordre alphabétique inverse. Chaque tierce partie faisant une déclaration orale à la séance avec les tierces parties fournira au Groupe spécial et aux autres participants une version écrite provisoire de sa déclaration avant de prendre la parole. Si l'interprétation de la déclaration orale d'une tierce partie est nécessaire, la tierce partie en fournira des copies additionnelles pour les interprètes avant de prendre la parole.
- c. Chaque tierce partie devrait limiter la durée de sa déclaration à 15 minutes. Si une tierce partie estime qu'elle a besoin de plus de temps pour faire sa déclaration liminaire, elle devrait en informer le Groupe spécial et les parties au moins 10 jours avant la réunion, en donnant une estimation de la durée prévue de sa déclaration. Le Groupe spécial accordera le même laps de temps à toutes les tierces parties pour leur déclaration.
- d. Après que les tierces parties auront fait leurs déclarations, les parties se verront ménager la possibilité de poser des questions à n'importe quelle tierce partie afin d'obtenir des précisions sur tout point soulevé dans la communication ou la déclaration de cette tierce partie.
- e. Le Groupe spécial pourra ensuite poser des questions à n'importe quelle tierce partie.
- f. Après la séance avec les tierces parties:
 - i. Chaque tierce partie communiquera la version écrite finale de sa déclaration orale au plus tard à 17 heures (heure de Genève) le premier jour ouvrable suivant la réunion.
 - ii. Chaque partie pourra adresser par écrit à une ou plusieurs tierces parties, dans le délai fixé par le Groupe spécial avant la fin de la réunion, toutes questions auxquelles elle souhaite qu'il soit répondu par écrit.
 - iii. Le Groupe spécial pourra adresser par écrit à une ou plusieurs tierces parties, dans le délai qu'il aura fixé avant la fin de la réunion, toutes questions auxquelles il souhaite qu'il soit répondu par écrit.

- iv. Chaque tierce partie qui le décidera répondra par écrit aux questions écrites du Groupe spécial ou d'une partie dans le délai fixé par le Groupe spécial avant la fin de la réunion.

Partie descriptive et résumés analytiques

22. La description des arguments des parties et des tierces parties dans la partie descriptive du rapport du Groupe spécial reprendra les résumés analytiques fournis par les parties et les tierces parties, qui seront annexés en tant qu'addenda au rapport. Ces résumés analytiques ne remplaceront en aucun cas les communications des parties et des tierces parties dans l'examen de l'affaire par le Groupe spécial.

23. Chaque partie présentera un résumé analytique intégré. Le résumé analytique intégré résumera les faits et arguments présentés par la partie au Groupe spécial dans ses première et deuxième communications écrites et dans ses déclarations orales. Il pourra aussi inclure un résumé des réponses de la partie aux questions posées après la première réunion de fond et de ses réponses et observations concernant la deuxième série de questions posées après la deuxième réunion de fond. Le délai de présentation du résumé analytique intégré sera indiqué dans le calendrier adopté par le Groupe spécial.

24. Chaque résumé analytique intégré comportera au plus 20 pages.

25. Le Groupe spécial pourra demander aux parties et tierces parties de fournir des résumés analytiques des faits et arguments présentés dans toute autre communication au Groupe spécial pour laquelle une date limite pourra ne pas être spécifiée dans le calendrier.

26. Chaque tierce partie présentera un résumé analytique intégré des arguments présentés dans sa communication écrite et sa déclaration conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial. Ce résumé analytique intégré pourra aussi inclure un résumé des réponses aux questions, s'il y a lieu. Le résumé analytique qui sera fourni par chaque tierce partie ne dépassera pas six pages. Si la communication et/ou la déclaration orale d'une tierce partie ne dépassent pas six pages au total, ils tiendront lieu de résumé analytique des arguments de cette tierce partie, à moins qu'elle n'indique qu'elle ne souhaite pas que sa communication et/ou sa déclaration orale tiennent lieu de résumé analytique, auquel cas elle présentera un résumé analytique distinct.

Réexamen intérimaire

27. Après la remise du rapport intérimaire, chaque partie pourra demander par écrit le réexamen d'aspects précis de ce rapport et demander la tenue d'une nouvelle réunion avec le Groupe spécial, conformément au calendrier que celui-ci aura adopté.

28. Si aucune nouvelle réunion avec le Groupe spécial n'est demandée, chaque partie pourra présenter des observations écrites sur la demande écrite de réexamen de l'autre partie. Ces observations écrites ne porteront que sur la demande écrite de réexamen de l'autre partie et seront présentées conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial.

Rapports intérimaire et final

29. Le rapport intérimaire ainsi que le rapport final avant sa distribution officielle resteront strictement confidentiels et ne seront pas divulgués.

Signification des documents

30. Les procédures suivantes concernant la signification des documents s'appliquent à tous les documents communiqués par les parties et les tierces parties pendant la procédure:

- a. Chaque partie ou tierce partie soumettra tous les documents au Groupe spécial en les communiquant au greffe du règlement des différends (bureau n° 2047).
- b. Chaque partie ou tierce partie soumettra une copie papier des communications et une copie papier des pièces qu'elle soumet au Groupe spécial avant 17 heures (heure de

Genève) aux dates fixées par celui-ci. Le greffe du règlement des différends tamponnera la date et l'heure de la soumission sur les documents. La version papier soumise au greffe du règlement des différends constituera la version officielle aux fins des délais de soumission et du dossier du différend. Si une pièce a un format qu'il n'est pas pratique de soumettre sur support papier, la partie pourra soumettre cette pièce sous forme électronique (par courriel ou sur un CD-ROM ou un DVD). Dans ce cas, la page de couverture de la pièce devrait indiquer que la pièce est disponible uniquement sous forme électronique.

- c. Chaque partie ou tierce partie enverra aussi au greffe du règlement des différends, en même temps que les versions papier, un courriel auquel sera jointe une copie électronique de tous les documents qu'elle soumet au Groupe spécial, de préférence à la fois en format Microsoft Word et en format pdf. Tous les courriels de ce type destinés au Groupe spécial seront adressés à DSRegistry@wto.org, avec copie aux autres fonctionnaires du Secrétariat de l'OMC dont les adresses électroniques auront été fournies aux parties au cours de la procédure. S'il n'est pas possible de joindre toutes les pièces à un courriel, la partie ou tierce partie qui les soumet fournira au greffe du règlement des différends quatre copies des pièces sur des CD-ROM ou des DVD.
- e. Chaque partie signifiera tout document soumis au Groupe spécial directement à l'autre partie. Chaque partie signifiera en outre toutes communications directement aux tierces parties avant la première réunion de fond avec le Groupe spécial. Chaque tierce partie signifiera tout document soumis au Groupe spécial directement aux parties et à toutes les autres tierces parties. Une partie ou tierce partie pourra signifier ses documents à une autre partie ou tierce partie par courriel ou dans un autre format électronique acceptable pour la partie ou tierce partie qui les reçoit sans avoir à fournir une copie papier, sauf si la partie ou tierce partie qui les reçoit en a demandé une cinq jours ouvrables au moins avant leur dépôt. Chaque partie ou tierce partie confirmera par écrit que des copies ont été signifiées aux parties et tierces parties, selon qu'il sera approprié, au moment de la présentation de chaque document au Groupe spécial.
- f. Chaque partie ou tierce partie soumettra ses documents au greffe du règlement des différends et en signifiera des copies à l'autre partie (et aux tierces parties selon qu'il sera approprié) avant 17 heures (heure de Genève) aux dates fixées par le Groupe spécial.
- g. En règle générale, toutes les communications adressées par le Groupe spécial aux parties et aux tierces parties le seront par courriel. En plus de les leur transmettre par courriel, le Groupe spécial fournira aux parties une copie papier du rapport intérimaire et du rapport final.

Correction des erreurs d'écriture dans les communications

31. Le Groupe spécial pourra accorder à une partie ou tierce partie l'autorisation de corriger des erreurs d'écriture dans n'importe laquelle de ses communications (y compris la numérotation des paragraphes et des erreurs typographiques). Toute demande à cette fin devrait indiquer la nature des erreurs à corriger et devrait être présentée dans les moindres délais après le dépôt de la communication en question.

ANNEXE A-2**PROCÉDURES DE TRAVAIL ADDITIONNELLES CONCERNANT
LES RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX CONFIDENTIELS**

Les procédures ci-après s'appliquent à tous les renseignements commerciaux confidentiels (RCC) présentés au cours de la procédure du Groupe spécial dans le différend DS577.

1. Aux fins de la présente procédure de groupe spécial, les RCC comprennent:
 - a. tous renseignements désignés comme tels par la partie qui les présente qui ont été traités antérieurement comme confidentiels par l'autorité chargée des enquêtes en matière de droits antidumping et de droits compensateurs en cause en l'espèce, à moins que le Groupe spécial ne décide qu'ils ne devraient pas être traités comme des RCC aux fins de la présente procédure de groupe spécial sur la base d'une objection soulevée par une partie conformément au paragraphe 4 ci-après;
 - b. tous autres renseignements désignés comme tels par la partie qui les présente, à moins que le Groupe spécial ne décide qu'ils ne devraient pas être traités comme des RCC aux fins de la présente procédure de groupe spécial sur la base d'une objection soulevée par une partie conformément au paragraphe 4 ci-après.
2. Les renseignements qui sont du domaine public ne pourront pas être désignés comme RCC. En outre, les présentes procédures cessent de s'appliquer aux RCC si la personne qui les a fournis les rend publics ou accepte, par écrit, qu'ils soient rendus publics.
3. Si les États-Unis souhaitent communiquer au Groupe spécial des RCC provenant des enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs en cause, ils obtiendront, le plus tôt possible, une lettre d'autorisation de l'entité ayant communiqué les RCC et la transmettront au Groupe spécial, avec copie à l'autre partie. Si l'Union européenne a besoin de RCC provenant des enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs en cause pour préparer ses communications ou afin de communiquer ces RCC au Groupe spécial, les États-Unis obtiendront, le plus tôt possible après avoir reçu la demande de l'Union européenne, une lettre d'autorisation de l'entité ayant communiqué les RCC, transmettront cette lettre au Groupe spécial avec copie à l'Union européenne et fourniront les RCC à l'Union européenne.
4. Si une partie ou une tierce partie considère que des renseignements communiqués par l'autre partie ou une tierce partie auraient dû être désignés comme RCC et fait objection à ce qu'ils soient communiqués sans cette désignation, elle portera immédiatement cette objection à l'attention du Groupe spécial, de l'autre partie et, s'il y a lieu, des tierces parties, en indiquant les raisons qui la motivent. De même, si une partie ou une tierce partie considère que l'autre partie ou une tierce partie a désigné des renseignements comme RCC qui ne devraient pas être désignés comme tels, elle portera immédiatement cette objection à l'attention du Groupe spécial, de l'autre partie et, s'il y a lieu, des tierces parties, en indiquant les raisons qui la motivent. Pour décider si les renseignements visés par une objection devraient être traités comme des RCC aux fins de la présente procédure de groupe spécial, le Groupe spécial examinera si la divulgation des renseignements en question pourrait causer un préjudice grave aux intérêts de celui ou de ceux qui les a fournis.
5. Personne n'aura accès aux RCC, à l'exception d'un membre du Groupe spécial, d'un membre du Secrétariat aidant le Groupe spécial, d'un employé d'une partie ou d'une tierce partie, ou d'un conseiller extérieur d'une partie ou d'une tierce partie aux fins du présent différend. Dans le cas où une tierce partie recevra des communications écrites conformément aux procédures de travail, elle recevra une version caviardée de toute communication écrite contenant des RCC et une version caviardée des pièces y relatives. Les versions caviardées des communications écrites des parties reçues par les tierces parties conformément aux procédures de travail et les versions caviardées des pièces y relatives seront suffisantes pour permettre raisonnablement de comprendre la nature des renseignements en cause. Une tierce partie pourra demander à avoir accès aux RCC communiqués

au Groupe spécial. Une partie à qui une tierce partie demande à avoir accès aux RCC doit accorder cet accès dans les moindres délais.

6. Une partie ou une tierce partie ayant accès aux RCC dans la présente procédure de groupe spécial ne les divulguera qu'aux personnes autorisées à y avoir accès conformément aux présentes procédures. Tout renseignement désigné comme RCC aux termes des présentes procédures ne sera utilisé qu'aux fins du présent différend. Chaque partie ou tierce partie aura la responsabilité de veiller à ce que ses employés et/ou conseillers extérieurs se conforment aux présentes procédures pour protéger les RCC. Les RCC obtenus conformément aux présentes procédures ne pourront être utilisés que pour fournir des renseignements et des arguments dans le cadre du présent différend et à aucune autre fin.

7. Un conseiller extérieur d'une partie ou d'une tierce partie n'aura pas accès aux RCC s'il est cadre ou employé d'une entreprise s'occupant de la production, de la vente, de l'exportation ou de l'importation du (ou des) produit(s) visé(s) par les enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs en cause dans le présent différend, ou cadre ou employé d'une association de telles entreprises.

8. Une partie qui communiquera des RCC fera figurer sur la page de couverture et/ou la première page, ainsi que sur chacune des pages du document contenant des RCC, une mention indiquant qu'il contient de tels renseignements. Les renseignements spécifiques en question figureront entre doubles crochets, de la manière indiquée ci-après: [[xx,xxx.xx]]. La première page ou la page de couverture du document portera la mention "Contient des renseignements commerciaux confidentiels", et en haut de chaque page du document figurera l'avertissement "Contient des renseignements commerciaux confidentiels". En plus de ce qui précède, une partie qui communiquera des RCC sous la forme, ou dans le cadre, d'une pièce, l'indiquera en faisant figurer la mention "RCC" à côté du numéro de la pièce (par exemple pièce EU-1 (RCC), pièce USA-1 (RCC)).

9. Les documents précédemment communiqués à l'autorité chargée de l'enquête de la partie mise en cause ou établis par cette autorité qui contiennent des renseignements désignés comme renseignements confidentiels ou renseignements commerciaux exclusifs aux fins des enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs en cause dans le présent différend, et sur lesquels figure une mention indiquant qu'il s'agit de renseignements commerciaux exclusifs ou un libellé à cet effet (y compris des en-têtes et une mise entre crochets), qui ont également été désignés comme RCC dans le présent différend, seront réputés être conformes à la prescription énoncée au paragraphe 8. Lorsqu'une partie présentera un document précédemment communiqué à l'autorité chargée de l'enquête considérée ou établi par celle-ci, elle inscrira sur la page de couverture du document la mention suivante: "Le présent document a été communiqué à [nom de l'autorité chargée de l'enquête] ou établi par celle-ci et conserve ses mentions de confidentialité originales".

10. Pour tous les RCC communiqués sous la forme d'un code binaire ou sous une autre forme électronique, la mention "Renseignements commerciaux confidentiels" apparaîtra clairement sur une étiquette du support de stockage et la mention "Renseignements commerciaux confidentiels" apparaîtra clairement sur les fichiers en code binaire ou les autres fichiers électroniques.

11. Lorsqu'une déclaration orale contiendra des RCC, la partie ou la tierce partie la prononçant informera le Groupe spécial, avant de la faire, que cette déclaration contiendra des RCC, et le Groupe spécial veillera à ce que seules les personnes autorisées à avoir accès aux RCC conformément aux présentes procédures soient présentes dans la salle pour entendre cette déclaration. Les indications prévues au paragraphe 8 figureront sur les versions écrites des déclarations orales de ce type présentées au Groupe spécial.

12. Toute personne autorisée à avoir accès aux RCC aux conditions prévues par les présentes procédures conservera tous les documents et supports de stockage électroniques contenant des RCC de manière à empêcher l'accès non autorisé à ces renseignements.

13. Le Groupe spécial ne divulguera pas les RCC, ni dans son rapport ni de toute autre manière, aux personnes non autorisées en vertu des présentes procédures à y avoir accès. Il pourra toutefois faire des déclarations au sujet des conclusions tirées de ces renseignements. Avant de distribuer son rapport final aux Membres, le Groupe spécial ménagera à chaque partie la possibilité d'examiner le rapport pour s'assurer qu'il ne contient aucun renseignement qu'elle aura désigné comme RCC.

14. Les communications, pièces et autres documents ou enregistrements contenant des RCC seront inclus dans le dossier transmis à l'Organe d'appel au cas où le rapport du Groupe spécial ferait l'objet d'un appel.

ANNEXE A-3**COMMUNICATION DU GROUPE SPÉCIAL AUX
PARTIES – 18 SEPTEMBRE 2020**

Le Groupe spécial souhaite fournir des renseignements aux parties concernant les demandes suivantes faites dans le présent différend.

Demande de décision préliminaire des États-Unis

Dans leur première communication écrite, les États-Unis ont demandé une décision préliminaire selon laquelle les allégations au titre de l'article 15.4 de l'Accord SMC et de l'article 3.4 de l'Accord antidumping ne relevaient pas du mandat du Groupe spécial, faisant valoir qu'aucune de ces allégations n'avait été indiquée dans la demande de consultations ou dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Union européenne. Le Groupe spécial a demandé à l'Union européenne de formuler des observations sur la demande de décision préliminaire des États-Unis et a reçu ces observations le 20 mai 2020.

Après avoir examiné attentivement les arguments des parties ainsi que le libellé figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Union européenne, le Groupe spécial a décidé de ne pas rendre la décision préliminaire qui avait été demandée par les États-Unis. En particulier, il considère que, en mentionnant l'article 15.1 de l'Accord SMC et l'article 3.1 de l'Accord antidumping, et en faisant référence à un certain libellé figurant dans ces articles, à savoir un "examen objectif ... de l'incidence de ... importations [subventionnées/faisant l'objet d'un dumping] sur les producteurs nationaux de ces produits", l'Union européenne a fourni un bref exposé du fondement juridique de la plainte suffisant pour satisfaire aux prescriptions minimales de l'article 6:2 du Mémoire d'accord. Le Groupe spécial considère donc que les allégations de l'Union européenne au titre de l'article 15.4 de l'Accord SMC et de l'article 3.4 de l'Accord antidumping relèvent de son mandat. La justification complète de la décision du Groupe spécial sera exposée dans son rapport final.

Le Groupe spécial invite donc les parties à examiner ces allégations d'une manière plus approfondie dans les communications qu'elles lui présenteront ultérieurement.

Demande de l'Union européenne visant à ce qu'elle soit autorisée à examiner la nouvelle détermination sur renvoi de l'USDOC concernant la spécificité *de jure*

Le 2 juillet 2020, l'Union européenne a demandé au Groupe spécial l'autorisation d'examiner les résultats d'une nouvelle détermination sur renvoi concernant la détermination de spécificité *de jure* de l'USDOC, qui a été publiée le 29 mai 2020, à la suite d'une ordonnance de renvoi du Tribunal du commerce international des États-Unis datée du 17 janvier 2020. Une copie de la nouvelle détermination sur renvoi a été présentée pour la première fois au Groupe spécial le 6 juin 2020 en tant que pièce EU-80 avec les réponses de l'Union européenne aux questions posées à l'avance par le Groupe spécial. Celui-ci a demandé aux États-Unis de formuler des observations sur la demande de l'Union européenne et a reçu ces observations le 10 juillet 2020.

Le Groupe spécial a fait observer que la nouvelle détermination sur renvoi avait été publiée après qu'il a été établi. Néanmoins, il considère que la description des mesures contestées figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Union européenne est suffisamment large pour couvrir la nouvelle détermination sur renvoi. En outre, un examen de la teneur de la nouvelle détermination de spécificité *de jure* de l'USDOC révèle que la nouvelle détermination sur renvoi confirme l'analyse effectuée par l'USDOC dans la détermination initiale, en fournissant des précisions et explications supplémentaires sur la façon dont, selon l'USDOC, l'autorité qui accorde la subvention limite expressément la possibilité de bénéficier de cette subvention. Dans ces circonstances, le Groupe spécial considère que ces aspects de la nouvelle détermination sur renvoi relatifs à la question de la spécificité *de jure* relèvent de son mandat, malgré le fait que la nouvelle détermination sur renvoi n'existait pas au moment de l'établissement du présent Groupe spécial.

Par conséquent, le Groupe spécial autorise l'Union européenne à examiner la nouvelle détermination sur renvoi en ce qui concerne la question de la spécificité *de jure* dans ses communications, au motif

la nouvelle détermination sur renvoi est une mesure ou une partie de mesure dont le Groupe spécial est saisi en l'espèce. La justification complète de la décision du Groupe spécial sera exposée dans son rapport final.

ANNEXE A-4

PROCÉDURES DE TRAVAIL ADDITIONNELLES DU GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT LA TENUE D'UNE RÉUNION DE FOND VIA CISCO WEBEX

Adoptées le 9 octobre 2020

Généralités

1. Les présentes procédures de travail additionnelles définissent les modalités de la tenue d'une réunion de fond avec le Groupe spécial via Cisco WebEx Events.

Définitions

2. Aux fins des présentes procédures de travail additionnelles:

Le terme "**DORA**" s'entend de l'application du greffe en ligne pour les différends.

Le terme "**hôte**" s'entend de la personne désignée au Secrétariat de l'OMC pour gérer la plate-forme permettant aux participants à distance de prendre part à la réunion avec le Groupe spécial.

Le terme "**participant**" s'entend de toute personne habilitée qui assiste à la réunion, soit à distance soit depuis la salle désignée dans les locaux de l'OMC, y compris les membres du Groupe spécial, le personnel du Secrétariat de l'OMC s'occupant du différend et de l'organisation de la réunion, les membres des délégations des parties et des tierces parties et les interprètes.

Le terme "**plate-forme**" s'entend de la plate-forme Cisco WebEx Events.

Exigences techniques et en matière de matériel

3. Chaque partie ou tierce partie aura la responsabilité de veiller à ce que les membres de sa délégation participant à distance à la réunion avec le Groupe spécial rejoignent l'audience au moyen de la plate-forme désignée et respectent les exigences techniques et relatives au matériel minimales définies par le fournisseur de la plate-forme pour le bon déroulement de la réunion.

4. Dans la mesure du possible, chaque partie ou tierce partie veillera à ce que chaque membre de sa délégation se connectant à la réunion à distance:

- 1) utilise une connexion Internet à haut débit;

- 1) accède à la réunion à partir d'un ordinateur de bureau ou d'un ordinateur portable plutôt que d'un téléphone mobile ou d'une tablette;

- 3) s'assure que l'appareil qu'il utilise est correctement chargé et qu'il dispose d'un câble d'alimentation ou d'une batterie de secours;

- 4) s'assure que son microphone offre une amplification et une clarté suffisantes;

- 5) s'assure que sa caméra fournit une image suffisamment claire;

- 6) supprime tout bruit de fond; et

- 7) parle lentement lorsqu'il fait sa déclaration ou prend la parole.

Soutien technique

5. 1) Eu égard à la capacité limitée du Secrétariat de fournir une assistance à distance pendant, et avant, la réunion, chaque partie ou tierce partie a la responsabilité de fournir son propre soutien technique aux membres de sa délégation.
- 2) L'hôte aidera les participants à accéder à la plate-forme et à l'utiliser en vue, et au cours, de la réunion avec le Groupe spécial.

Avant la réunion

Inscription

6. Chaque partie ou tierce partie fournira au Groupe spécial la liste des membres de sa délégation au plus tard à 17 heures (heure de Genève) sept jours ouvrables avant le premier jour de la réunion avec le Groupe spécial. Cette liste inclura tous les membres de la délégation de la partie ou tierce partie et, dans la mesure du possible, indiquera s'ils participeront à la réunion à distance ou depuis la salle désignée dans les locaux de l'OMC. Chaque partie ou tierce partie limitera le nombre de membres de sa délégation participant depuis les locaux de l'OMC à trois personnes au plus.

Tests préalables

7. Chaque groupe de participants à distance (membres de la délégation de chaque partie ou tierce partie et interprètes) aura deux séances de test avec le Secrétariat avant la réunion avec le Groupe spécial: une séance séparée pour chaque groupe et une séance commune avec tous les participants à distance à la réunion. Ces séances de test viseront à reproduire autant que possible les conditions de la réunion proposée. Les participants à distance devraient se rendre disponibles pour ces séances.

Confidentialité et sécurité

8. La réunion sera confidentielle.
9. Chaque partie ou tierce partie respectera tous protocoles et toutes lignes directrices en matière de sécurité et de confidentialité établis par le Groupe spécial avant la réunion.
10. Les participants à distance se connecteront à la réunion au moyen d'une connexion Internet sécurisée et éviteront d'utiliser une connexion Internet ouverte ou publique.

Déroulement de la réunion

Enregistrement

11. La réunion sera enregistrée dans son intégralité via la plate-forme. L'enregistrement de la réunion fera partie du dossier du Groupe spécial.
12. Il est strictement interdit aux parties et tierces parties:
 - 1) d'enregistrer, en audio ou vidéo ou par capture d'écran, la réunion ou des parties quelconques de celle-ci; et
 - 2) de permettre à toute personne non habilitée d'enregistrer, en audio ou vidéo ou par capture d'écran, la réunion ou des parties quelconques de celle-ci.

Accès à la salle de réunion virtuelle

13. Les participants accéderont à la salle de réunion virtuelle soit à distance conformément au paragraphe 4 des présentes procédures de travail additionnelles, soit depuis la salle désignée dans les locaux de l'OMC.
14. 1) L'hôte invitera par courriel les participants à distance à rejoindre la salle de réunion virtuelle.

2) Pour des raisons de sécurité, l'accès à la réunion virtuelle sera protégé par un mot de passe et limité aux participants. Les participants ne transmettront pas à des personnes non habilitées ni ne partageront avec de telles personnes le lien ou le mot de passe de la réunion virtuelle.

3) Chaque partie ou tierce partie veillera à ce que seuls les participants habilités de sa délégation rejoignent la salle de réunion virtuelle.

Connexion à l'avance

15. 1) La salle de réunion virtuelle sera accessible 60 minutes avant l'heure prévue pour le début de la réunion.

2) Afin que la réunion puisse commencer à l'heure, les participants accédant à distance doivent se connecter à la plate-forme au moins 30 minutes avant l'heure prévue pour le début de la réunion.

3) Les participants à distance seront accueillis dans une salle d'attente virtuelle où ils resteront jusqu'à ce que le Groupe spécial soit prêt à commencer la réunion; à ce moment-là, l'hôte les admettra à la réunion.

Partage de documents

16. 1) Avant de prendre la parole, chaque partie ou tierce partie fournira au Groupe spécial et aux autres participants à la réunion une version écrite provisoire de sa déclaration via DORA.

2) Tout participant souhaitant partager un document avec les autres participants pendant la réunion le fera via DORA.

Problèmes de communication

17. Chaque partie ou tierce partie désignera une personne qui pourra assurer la liaison avec l'hôte pendant la réunion et signaler d'éventuels problèmes techniques concernant la plate-forme. Les parties et les tierces parties informeront immédiatement le Groupe spécial de tout problème technique ou de connexion affectant la participation de leur délégation, ou d'un membre de celle-ci, à la réunion. Pour ce faire, la partie ou tierce partie qui rencontrera le problème technique ou de connexion:

1) si possible, interviendra immédiatement pendant la réunion et indiquera brièvement la nature du problème rencontré; ou

2) sinon, contactera immédiatement l'hôte et lui exposera la nature du problème rencontré. L'hôte peut être contacté via la plate-forme, par courriel à l'adresse olga.falquerasalamo@wto.org ou par téléphone au +41 22 739 6746.

18. Le Groupe spécial pourra ajourner la procédure jusqu'à ce que le problème technique soit réglé ou poursuivre la procédure avec ceux qui sont toujours connectés ou sont physiquement présents dans la salle de réunion de l'OMC.

Participation

19. 1) Si un participant assistant à la réunion à distance souhaite prendre la parole, il devra utiliser la fonction "lever la main" de la plate-forme afin que le Groupe spécial puisse lui donner la parole et lui permettre d'activer son micro et sa caméra.

2) Si un participant assistant à la réunion depuis les locaux de l'OMC souhaite prendre la parole, il devra lever sa pancarte dans la salle désignée dans les locaux de l'OMC afin que l'hôte puisse enregistrer sa demande sur la plate-forme de la réunion virtuelle et que le Groupe spécial puisse lui donner la parole. Lorsque le participant prendra la parole, la caméra se tournera automatiquement vers lui, dès que son micro sera allumé.

Structure de la réunion de fond avec les parties

20. La réunion de fond du Groupe spécial avec les parties se déroulera de la manière suivante:

1) Le premier jour de la réunion, le Groupe spécial invitera l'Union européenne à faire une déclaration liminaire pour présenter son argumentation en premier. Puis il invitera les États-Unis à présenter leur point de vue. Avant de prendre la parole, chaque partie fournira au Groupe spécial et aux autres participants à la réunion une version écrite provisoire de sa déclaration en la téléchargeant dans DORA. Chaque partie devrait éviter de répéter longuement les arguments figurant dans ses communications. Chaque partie limitera la durée de sa déclaration liminaire à 75 minutes. À l'issue des déclarations liminaires, le Groupe spécial ménagera à chaque partie la possibilité de faire des observations sur la déclaration de l'autre partie.

2) Le deuxième jour de la réunion, le Groupe spécial pourra poser aux parties des questions, qui leur auront été envoyées à l'avance. À l'issue des questions, le Groupe spécial ménagera à chaque partie la possibilité de faire une déclaration finale, l'Union européenne faisant la sienne en premier. Avant de prendre la parole, chaque partie fournira au Groupe spécial et aux autres participants une version écrite provisoire de sa déclaration finale, si elle est disponible, en la téléchargeant dans DORA. Chaque partie limitera la durée de sa déclaration finale à 30 minutes.

3) Après la réunion:

- a. Chaque partie communiquera la version écrite finale de sa déclaration liminaire au plus tard à 17 heures (heure de Genève) le premier jour ouvrable suivant la réunion. Dans le même délai, chaque partie communiquera aussi la version écrite finale de toute déclaration finale préparée qu'elle aura faite à la réunion.
- b. Chaque partie pourra adresser par écrit à l'autre partie, au plus tard à 17 heures (heure de Genève) le cinquième jour ouvrable suivant la réunion, toutes questions auxquelles elle souhaite qu'il soit répondu par écrit.
- c. Le Groupe spécial s'efforcera d'adresser par écrit aux parties, au plus tard à 17 heures (heure de Genève) le cinquième jour ouvrable suivant la réunion, toutes questions auxquelles il souhaite qu'il soit répondu par écrit.
- d. Chaque partie répondra par écrit aux questions du Groupe spécial, ainsi qu'à toutes questions posées par l'autre partie, dans le délai fixé par le Groupe spécial avant la fin de la réunion.

21. La forme et la structure susmentionnées sont sans préjudice de la façon dont le Groupe spécial décidera de conduire la ou les réunions ultérieures avec les parties.

Structure de la séance avec les tierces parties

22. La séance avec les tierces parties se déroulera de la manière suivante:

1) Toutes les parties et tierces parties pourront être présentes pendant toute cette séance.

2) Le Groupe spécial entendra les déclarations orales des tierces parties, qui prendront la parole par ordre alphabétique inverse. Chaque tierce partie faisant une déclaration orale à la séance avec les tierces parties fournira au Groupe spécial et aux autres participants une version écrite provisoire de sa déclaration en la téléchargeant dans DORA au début de la séance. Chaque tierce partie limitera la durée de sa déclaration à 15 minutes et évitera de répéter les arguments figurant déjà dans sa communication.

3) Après la séance avec les tierces parties:

- a. Chaque tierce partie communiquera la version écrite finale de sa déclaration orale au plus tard à 17 heures (heure de Genève) le premier jour ouvrable suivant la séance avec les tierces parties.

- b. Chaque partie pourra adresser par écrit à une ou plusieurs tierces parties, au plus tard à 17 heures (heure de Genève) le cinquième jour ouvrable suivant la réunion, toutes questions auxquelles elle souhaite qu'il soit répondu par écrit.
- c. Le Groupe spécial pourra adresser par écrit à une ou plusieurs tierces parties, au plus tard à 17 heures (heure de Genève) le cinquième jour ouvrable suivant la réunion, toutes questions auxquelles il souhaite qu'il soit répondu par écrit.
- d. Chaque tierce partie qui le décidera répondra par écrit aux questions écrites du Groupe spécial ou d'une partie dans le délai fixé par le Groupe spécial avant la fin de la réunion.

Relation avec les procédures de travail du Groupe spécial adoptées le 6 janvier 2020

23. Les présentes procédures de travail additionnelles complètent les procédures de travail du Groupe spécial adoptées le 6 janvier 2020. Dans la mesure où elles seront en conflit avec les procédures de travail du Groupe spécial, les présentes procédures de travail additionnelles prévaudront.

ANNEXE A-5

PROCÉDURES DE TRAVAIL ADDITIONNELLES DU GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT LA TENUE D'UNE RÉUNION DE FOND VIA CISCO WEBEX

Adoptées le 30 novembre 2020

Généralités

1. Les présentes procédures de travail additionnelles définissent les modalités de la tenue d'une réunion de fond avec le Groupe spécial via Cisco WebEx Events.

Définitions

2. Aux fins des présentes procédures de travail additionnelles:
Le terme "**DORA**" s'entend de l'application du greffe en ligne pour les différends.

Le terme "**hôte**" s'entend de la personne désignée au Secrétariat de l'OMC pour gérer la plate-forme permettant aux participants à distance de prendre part à la réunion avec le Groupe spécial.

Le terme "**participant**" s'entend de toute personne habilitée qui assiste à la réunion, soit à distance soit depuis la salle désignée dans les locaux de l'OMC, y compris les membres du Groupe spécial, le personnel du Secrétariat s'occupant du différend et de l'organisation de la réunion, les membres des délégations des parties et les interprètes.

Le terme "**plate-forme**" s'entend de la plate-forme Cisco WebEx Events.

Exigences techniques et en matière de matériel

3. Chaque partie aura la responsabilité de veiller à ce que les membres de sa délégation participant à distance à la réunion avec le Groupe spécial rejoignent l'audience au moyen de la plate-forme désignée et respectent les exigences techniques et relatives au matériel minimales définies par le fournisseur de la plate-forme pour le bon déroulement de la réunion.

4. Dans la mesure du possible, chaque partie veillera à ce que chaque membre de sa délégation se connectant à la réunion à distance:

- 1) utilise une connexion Internet à haut débit;
- 2) accède à la réunion à partir d'un ordinateur de bureau ou d'un ordinateur portable plutôt que d'un téléphone mobile ou d'une tablette;
- 3) s'assure que l'appareil qu'il utilise est correctement chargé et qu'il dispose d'un câble d'alimentation ou d'une batterie de secours;
- 4) s'assure que son microphone offre une amplification et une clarté suffisantes;
- 5) s'assure que sa caméra fournit une image suffisamment claire;
- 6) supprime tout bruit de fond; et
- 7) parle lentement lorsqu'il fait sa déclaration ou prend la parole.

Soutien technique

5. 1) Eu égard à la capacité limitée du Secrétariat de fournir une assistance à distance pendant, et avant, la réunion, chaque partie a la responsabilité de fournir son propre soutien technique aux membres de sa délégation.
- 2) L'hôte aidera les participants à accéder à la plate-forme et à l'utiliser en vue, et au cours, de la réunion avec le Groupe spécial.

Avant la réunion

Inscription

6. Chaque partie fournira au Groupe spécial la liste des membres de sa délégation au plus tard à 17 heures (heure de Genève) sept jours ouvrables avant le premier jour de la réunion avec le Groupe spécial. Cette liste inclura tous les membres de la délégation de la partie et, dans la mesure du possible, indiquera s'ils participeront à la réunion à distance ou depuis la salle désignée dans les locaux de l'OMC. Chaque partie limitera le nombre de membres de sa délégation participant depuis les locaux de l'OMC à trois personnes au plus.

Tests préalables

7. Le Secrétariat pourra, selon qu'il sera approprié, tenir deux séances de test avec chaque groupe de participants à distance (membres de la délégation de chaque partie) avant la réunion avec le Groupe spécial: une séance séparée pour chaque groupe et une séance commune avec tous les participants à distance à la réunion. Ces séances de test viseront à reproduire autant que possible les conditions de la réunion proposée. Les participants à distance devraient se rendre disponibles pour ces séances.

Confidentialité et sécurité

8. La réunion sera confidentielle.
9. Chaque partie respectera tous protocoles et toutes lignes directrices en matière de sécurité et de confidentialité établis par le Groupe spécial avant la réunion.
10. Les participants à distance se connecteront à la réunion au moyen d'une connexion Internet sécurisée et éviteront d'utiliser une connexion Internet ouverte ou publique.

Déroulement de la réunion

Enregistrement

11. La réunion sera enregistrée dans son intégralité via la plate-forme. L'enregistrement de la réunion fera partie du dossier du Groupe spécial.
12. Il est strictement interdit aux parties:
 - 1) d'enregistrer, en audio ou vidéo ou par capture d'écran, la réunion ou des parties quelconques de celle-ci; et
 - 2) de permettre à toute personne non habilitée d'enregistrer, en audio ou vidéo ou par capture d'écran, la réunion ou des parties quelconques de celle-ci.

Accès à la salle de réunion virtuelle

13. Les participants accéderont à la salle de réunion virtuelle soit à distance conformément au paragraphe 4 des présentes procédures de travail additionnelles, soit depuis la salle désignée dans les locaux de l'OMC.
14. 1) L'hôte invitera par courriel les participants à distance à rejoindre la salle de réunion virtuelle.

2) Pour des raisons de sécurité, l'accès à la réunion virtuelle sera protégé par un mot de passe et limité aux participants. Les participants ne transmettront pas à des personnes non habilitées ni ne partageront avec de telles personnes le lien ou le mot de passe de la réunion virtuelle.

3) Chaque partie veillera à ce que seuls les participants habilités de sa délégation rejoignent la salle de réunion virtuelle.

Connexion à l'avance

15. 1) La salle de réunion virtuelle sera accessible 60 minutes avant l'heure prévue pour le début de la réunion.

2) Afin que la réunion puisse commencer à l'heure, les participants accédant à distance doivent se connecter à la plate-forme au moins 30 minutes avant l'heure prévue pour le début de la réunion.

3) Les participants à distance seront accueillis dans une salle d'attente virtuelle où ils resteront jusqu'à ce que le Groupe spécial soit prêt à commencer la réunion; à ce moment-là, l'hôte les admettra à la réunion.

Partage de documents

16. 1) Avant de prendre la parole, chaque partie fournira au Groupe spécial et aux autres participants à la réunion une version écrite provisoire de sa déclaration via DORA.

2) Tout participant souhaitant partager un document avec les autres participants pendant la réunion le fera via DORA.

Problèmes de communication

17. Chaque partie désignera une personne qui pourra assurer la liaison avec l'hôte pendant la réunion et signaler d'éventuels problèmes techniques concernant la plate-forme. Les parties informeront immédiatement le Groupe spécial de tout problème technique ou de connexion affectant la participation de leur délégation, ou d'un membre de celle-ci, à la réunion. Pour ce faire, une partie qui rencontrera le problème technique ou de connexion:

1) si possible, interviendra immédiatement pendant la réunion et indiquera brièvement la nature du problème rencontré; ou

2) sinon, contactera immédiatement l'hôte et lui exposera la nature du problème rencontré. L'hôte peut être contacté via la plate-forme, par courriel à l'adresse olga.falquerasalamo@wto.org ou par téléphone au +41 22 739 6746.

18. Le Groupe spécial pourra ajourner la procédure jusqu'à ce que le problème technique soit réglé ou poursuivre la procédure avec ceux qui sont toujours connectés ou sont physiquement présents dans la salle de réunion de l'OMC.

Participation

19. 1) Si un participant assistant à la réunion à distance souhaite prendre la parole, il devra utiliser la fonction "lever la main" de la plate-forme afin que le Groupe spécial puisse lui donner la parole et lui permettre d'activer son micro et sa caméra.

2) Si un participant assistant à la réunion depuis les locaux de l'OMC souhaite prendre la parole, il devra lever sa pancarte dans la salle désignée dans les locaux de l'OMC afin que l'hôte puisse enregistrer sa demande sur la plate-forme de la réunion virtuelle et que le Groupe spécial puisse lui donner la parole. Lorsque le participant prendra la parole, la caméra se tournera automatiquement vers lui, dès que son micro sera allumé.

Structure de la réunion de fond avec les parties

20. La réunion de fond du Groupe spécial avec les parties se déroulera de la manière suivante:

1) Le premier jour de la réunion, le Groupe spécial invitera les États-Unis à faire une déclaration liminaire pour présenter leur argumentation en premier. Puis il invitera l'Union européenne à présenter son point de vue. Si les États-Unis choisissent de ne pas se prévaloir de ce droit, l'Union européenne fera sa déclaration liminaire en premier et les États-Unis feront la leur ensuite. Avant de prendre la parole, chaque partie fournira au Groupe spécial et aux autres participants à la réunion une version écrite provisoire de sa déclaration en la téléchargeant dans DORA. Chaque partie devrait éviter de répéter longuement les arguments figurant dans ses communications. Chaque partie limitera la durée de sa déclaration liminaire à 75 minutes. À l'issue des déclarations liminaires, le Groupe spécial ménagera à chaque partie la possibilité de faire des observations sur la déclaration de l'autre partie.

2) Le deuxième jour de la réunion, le Groupe spécial pourra poser aux parties des questions, qui leur auront été envoyées à l'avance. À l'issue des questions, le Groupe spécial ménagera à chaque partie la possibilité de faire une déclaration finale, la partie ayant fait sa déclaration liminaire en premier faisant sa déclaration finale en premier. Avant de prendre la parole, chaque partie fournira au Groupe spécial et aux autres participants une version écrite provisoire de sa déclaration finale, si elle est disponible, en la téléchargeant dans DORA. Chaque partie limitera la durée de sa déclaration finale à 30 minutes.

3) Après la réunion:

- a. Chaque partie communiquera la version écrite finale de sa déclaration liminaire au plus tard à 17 heures (heure de Genève) le premier jour ouvrable suivant la réunion. Dans le même délai, chaque partie communiquera aussi la version écrite finale de toute déclaration finale préparée qu'elle aura faite à la réunion.
- b. Chaque partie pourra adresser par écrit à l'autre partie, au plus tard à 17 heures (heure de Genève) le cinquième jour ouvrable suivant la réunion, toutes questions auxquelles elle souhaite qu'il soit répondu par écrit.
- c. Le Groupe spécial s'efforcera d'adresser par écrit aux parties, au plus tard à 17 heures (heure de Genève) le cinquième jour ouvrable suivant la réunion, toutes questions auxquelles il souhaite qu'il soit répondu par écrit.
- d. Chaque partie répondra par écrit aux questions du Groupe spécial, ainsi qu'à toutes questions posées par l'autre partie, dans le délai fixé par le Groupe spécial avant la fin de la réunion.

21. La forme et la structure susmentionnées sont sans préjudice de la façon dont le Groupe spécial décidera de conduire toute(s) réunion(s) ultérieure(s) avec les parties.

Relation avec les procédures de travail du Groupe spécial adoptées le 6 janvier 2020

22. Les présentes procédures de travail additionnelles complètent les procédures de travail du Groupe spécial adoptées le 6 janvier 2020. Dans la mesure où elles seront en conflit avec les procédures de travail du Groupe spécial, les présentes procédures de travail additionnelles prévaudront.

ANNEXE A-6**PROCÉDURES DE TRAVAIL ADDITIONNELLES DU GROUPE SPÉCIAL:
OUVERTURE DES RÉUNIONS AU PUBLIC
(DIFFUSION DIFFÉRÉE EN LIGNE)****Adoptées le 25 juin 2021**

1. Conformément aux paragraphes 10 et 17 des procédures de travail qu'il a adoptées le 6 janvier 2020, et compte tenu du maintien des restrictions liées à la COVID-19 imposées en ce qui concerne les réunions et les voyages internationaux, le Groupe spécial est convenu de mettre à la disposition du public, sous la forme d'une diffusion différée en ligne établie dans les présentes procédures additionnelles, les parties pertinentes des enregistrements des réunions de fond avec les parties et de la séance avec les tierces parties (sous réserve de l'accord des tierces parties concernées). Les deux réunions de fond se sont tenues sous forme virtuelle, avec une possibilité de participation limitée dans les locaux de l'OMC.
2. Le Groupe spécial mettra à la disposition du public, par le biais d'un processus d'inscription, les enregistrements audio des portions pertinentes des réunions de fond avec les parties et de la séance avec les tierces parties, ainsi que les versions écrites "telles que prononcées" des déclarations des parties aux réunions de fond et des déclarations des tierces parties ayant donné leur accord à la séance avec les tierces parties et les versions écrites des réponses des parties aux questions posées par le Groupe spécial aux réunions de fond (les documents). Les documents seront disponibles en anglais et aucune interprétation ou traduction ne sera fournie.
3. Les participants inscrits pourront accéder aux documents au moyen d'un lien Web protégé par un mot de passe pendant une période limitée de 72 heures. Au début de la période, tous les participants inscrits recevront un courriel avec le lien Web et les identifiants d'accès. Ils pourront ouvrir le lien Web n'importe quand pendant la période pour écouter et/ou lire les documents. À la fin de la période, les documents ne seront plus accessibles.
4. Les parties informeront le Groupe spécial avant la date limite qu'il aura fixée, qui interviendra au plus tard deux semaines avant la diffusion différée en ligne, si des portions de leurs documents pertinents doivent être caviardées à des fins de protection de renseignements privés ou confidentiels.
5. Tous les participants inscrits seront informés qu'il est interdit de communiquer le lien Web ou les identifiants d'accès à d'autres personnes et/ou d'enregistrer ou de communiquer à d'autres personnes, sous quelque forme que ce soit, les documents. Cependant, les parties et les tierces parties ayant donné leur accord reconnaissent qu'étant donné le mode de diffusion, le Groupe spécial et le Secrétariat de l'OMC ne peuvent garantir ou surveiller le respect de cette règle par les participants inscrits.
6. Pourront accéder aux documents, sur inscription, les fonctionnaires des Membres de l'OMC et des observateurs, les membres du personnel du Secrétariat de l'OMC, les journalistes, les représentants d'organisations non gouvernementales et les membres du public intéressés. Au plus tard deux semaines avant la diffusion différée en ligne, le Secrétariat de l'OMC postera sur le site Web de l'OMC un avis informant le public de la diffusion différée en ligne. L'avis contiendra un lien permettant de s'enregistrer directement auprès de l'OMC. Il indiquera également le début, la durée et la fin de la période pendant laquelle les documents seront disponibles. Le délai d'inscription sera de 10 jours à compter de la date de publication. Le Secrétariat de l'OMC informera les parties et les tierces parties ayant donné leur accord de la publication de l'avis au plus tard deux jours avant cette publication.

ANNEXE A-7

RÉEXAMEN INTÉrimAIRE

1 INTRODUCTION

1.1. Le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties le 7 juillet 2021. Les deux parties ont demandé par écrit le 21 juillet 2021 que des aspects précis du rapport intérimaire soient réexaminés. Elles ont présenté par écrit des observations sur leurs demandes écrites respectives le 28 juillet 2021. Aucune partie n'a demandé que le Groupe spécial tienne une réunion consacrée au réexamen intérimaire.

1.2. Conformément à l'article 15:3 du Mémoire d'accord, il est répondu dans la présente annexe aux questions soulevées par les parties dans le contexte du réexamen intérimaire. Outre les modifications spécifiques exposées dans la section suivante, nous avons aussi corrigé dans l'ensemble du rapport un certain nombre d'erreurs typographiques et d'autres erreurs ne portant pas sur le fond, y compris celles qui ont été relevées par les parties, qui ne sont pas spécifiquement mentionnées ci-après. La numérotation des notes de bas de page du rapport final a changé en raison de ces révisions. Le texte qui suit renvoie aux numéros du rapport final, les numéros du rapport intérimaire étant indiqués entre parenthèses lorsqu'ils sont différents, par souci de commodité. Les numéros des paragraphes du rapport final restent inchangés.

2 DEMANDES SPÉCIFIQUES DE RÉEXAMEN PRÉSENTÉES PAR LES PARTIES

2.1 Paragraphe 7.8

2.1. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.8 afin d'indiquer en outre que, dans le cadre de la procédure de révision judiciaire engagée devant l'USCIT, dans sa nouvelle détermination sur renvoi, l'USDOC a expliqué plus avant son interprétation de l'article 771 5A) D) i) de la Loi douanière de 1930 pour la constatation de spécificité *de jure*. Selon eux, le paragraphe 7.8 tel qu'il est formulé laisse entendre à tort que la révision judiciaire est achevée et que l'USDOC a confirmé sa propre détermination.¹ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur cette demande.

2.2. Nous avons révisé le paragraphe 7.8 à la lumière des observations formulées par les États-Unis. De plus, nous avons précisé que par ailleurs l'USDOC n'avait apporté aucune modification à la détermination finale modifiée et à l'ordonnance en matière de droits compensateurs au moyen de sa nouvelle détermination sur renvoi² et avait confirmé la constatation qu'il avait faite dans la détermination finale selon laquelle le RPB accordait des avantages qui étaient spécifiques *de jure* aux oléiculteurs.³

2.2 Note de bas de page 63 (note de bas de page 62 du rapport intérimaire)

2.3. L'Union européenne demande au Groupe spécial de réviser la note de bas de page 62 afin d'indiquer qu'elle n'aurait pas pu présenter la pièce EU-81 à un stade antérieur et d'indiquer en outre qu'elle a fourni les raisons pour lesquelles elle jugeait la teneur de cette pièce pertinente pour le présent différend.⁴

2.4. Les États-Unis s'opposent à la demande de l'Union européenne, faisant valoir que la note de bas de page explique déjà suffisamment les raisons du rejet de la pièce EU-81 par le Groupe spécial. Si ce dernier devait apporter la modification proposée, ils lui demandent de rendre compte également de leur argument selon lequel la nouvelle détermination sur renvoi de l'USDOC n'était pas une

¹ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 4.

² Nouvelle détermination sur renvoi (pièce EU-80), page 2.

³ Nouvelle détermination sur renvoi (pièce EU-80), page 50.

⁴ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 4.

mesure en cause, et selon lequel l'Union européenne n'a indiqué aucun fondement au titre des procédures de travail permettant d'accepter sa pièce EU-81 non présentée en temps opportun.⁵

2.5. Nous rejetons la demande de l'Union européenne. Tel qu'il est rédigé actuellement, le texte souligne que la décision du Groupe spécial de ne pas accepter la pièce EU-81 était fondée sur la présentation tardive de la communication. Il indique aussi clairement que la décision a été prise une fois les points de vue des parties entendus.

2.3 Paragraphes 7.16 et 7.34 et note de bas de page 74 (note de bas de page 73 du rapport final)

2.6. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de modifier la référence indiquée dans la note de bas de page 74 (note de bas de page 73 du rapport intérimaire) afin de renvoyer aux déterminations préliminaire et finale. Selon eux, dans le cas où la troisième phrase du paragraphe 7.16 entendrait décrire les déterminations préliminaire et finale de l'USDOC, la note de bas de page 74 (note de bas de page 73 du rapport intérimaire) devrait renvoyer à ces déterminations, et non à la nouvelle détermination sur renvoi.⁶ Les États-Unis demandent en outre au Groupe spécial de modifier le libellé utilisé dans la sixième phrase du paragraphe 7.16 et la première phrase du paragraphe 7.34 afin d'indiquer que l'USDOC a expliqué en détail et précisé ses constatations initiales dans la nouvelle détermination sur renvoi.⁷ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur cette demande.

2.7. Nous avons révisé la note de bas de page 74 afin de renvoyer aux mémorandums préliminaire et final sur les questions et la décision tout en conservant la référence à la nouvelle détermination sur renvoi. Nous avons également révisé la sixième phrase du paragraphe 7.16 et la première phrase du paragraphe 7.34 afin d'indiquer que l'USDOC avait expliqué et développé plus avant ses constatations de spécificité *de jure* initiales dans la nouvelle détermination sur renvoi. Par souci de clarté, nous avons aussi indiqué que la nouvelle détermination sur renvoi confirmait la constatation de l'USDOC selon laquelle les programmes RPB et PV accordaient des avantages qui étaient spécifiques *de jure* aux oléiculteurs.⁸

2.4 Paragraphe 7.29

2.8. L'Union européenne demande au Groupe spécial de supprimer la première phrase du paragraphe 7.29, qui est libellée comme suit: "[n]ous ne considérons pas que les parties contestent l'une ou l'autre de ces affirmations". Selon elle, on ne voit pas très bien quelles sont les deux affirmations auxquelles le Groupe spécial fait référence, soutenant qu'il apparaît que le paragraphe 7.28 qui précède contient plus de deux affirmations. L'Union européenne indique aussi qu'elle ne partage pas les vues exprimées par le Groupe spécial au paragraphe 7.28 et que, par conséquent, le paragraphe la dépeint à tort comme y souscrivant.⁹

2.9. Les États-Unis souscrivent à la demande de l'Union européenne visant à ce que la première phrase de ce paragraphe soit supprimée par souci de clarté.¹⁰

2.10. Nous avons apporté la modification demandée afin de gagner en clarté.

2.5 Paragraphe 7.35

2.11. Les États-Unis estiment que le paragraphe 7.35 qualifie les extraits précédents de la nouvelle détermination sur renvoi mais, tel qu'il est écrit, pourrait être interprété à tort comme décrivant les déterminations préliminaires ou finales de l'USDOC qui en sont juridiquement distinctes. Ils demandent au Groupe spécial de préciser que le paragraphe 7.35 qualifie uniquement les extraits

⁵ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 12.

⁶ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 5.

⁷ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 5 et 6.

⁸ Voir plus haut le paragraphe 2.2.

⁹ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 5 (faisant référence à Union européenne, réponse du 25 février 2021 à la question n° 6 du Groupe spécial).

¹⁰ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 13.

de la nouvelle détermination sur renvoi.¹¹ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur cette demande.

2.12. Nous rejetons la demande des États-Unis. Alors que les citations spécifiques reproduites au paragraphe 7.34 du rapport sont tirées de la nouvelle détermination sur renvoi, elles résument l'analyse effectuée par l'USDOC dans ses déterminations préliminaire et finale antérieures. À cet égard, le paragraphe 7.34 explique que "[l'USDOC] rappelle et explique le résumé de l'analyse figurant dans ses déterminations antérieures", ce dont le libellé de la nouvelle détermination sur renvoi prend acte également. La modification proposée par les États-Unis donnerait donc une présentation erronée de l'évaluation par le Groupe spécial des constatations de spécificité *de jure* de l'USDOC, qui était fondée sur la totalité des déterminations de l'USDOC. Pour clarifier davantage la relation entre les déclarations figurant dans la nouvelle détermination sur renvoi et la détermination initiale de l'USDOC, nous avons indiqué dans la note de bas de page 91 (note de bas de page 90 du rapport intérimaire) que le mémorandum final sur les questions et la décision contenait un libellé semblable à celui qui est reproduit dans la première citation du paragraphe 7.34 du rapport.

2.6 Paragraphe 7.37

2.13. L'Union européenne demande au Groupe spécial de supprimer la quatrième phrase du paragraphe 7.37, qui est libellée comme suit: "à la différence de l'Union européenne, nous ne voyons dans les termes de l'article 2.1 a) aucune interdiction en soi concernant la pertinence et la prise en considération de faits ayant trait à un programme de subventions antérieur qui n'est plus en vigueur dans le but de déterminer la spécificité *de jure*". Elle soutient qu'elle n'a pas fait valoir que les termes de l'article 2.1 a) de l'Accord SMC contenaient une interdiction en soi concernant la pertinence et la prise en considération de faits ayant trait à un programme de subventions antérieur qui n'est plus en vigueur dans le but de déterminer la spécificité *de jure*. De fait, elle estime que sa position est reflétée dans la note de bas de page 101 (note de bas de page 100 du rapport intérimaire).¹²

2.14. Les États-Unis soutiennent que la phrase décrit avec exactitude ce que l'Union européenne a fait valoir dans sa première communication écrite.¹³ Ils estiment que, même si l'Union européenne allègue maintenant que son point de vue est plus nuancé, elle n'a pas retiré l'argument ci-dessus dans ses communications ultérieures au Groupe spécial. Si le Groupe spécial devait envisager d'apporter une quelconque modification, ils demandent qu'il supprime seulement le membre de phrase "[a]insi, à la différence de l'Union européenne" au début du paragraphe, puisque la phrase rend compte de la constatation du Groupe spécial et non pas uniquement de la position de l'Union européenne.¹⁴

2.15. Nous avons révisé la quatrième phrase du paragraphe en supprimant "à la différence de l'Union européenne" tout en conservant le reste de la phrase qui concerne la constatation du Groupe spécial.

2.7 Paragraphe 7.38

2.16. L'Union européenne demande au Groupe spécial d'ajouter à la deuxième phrase du paragraphe 7.38 une explication indiquant que la détermination de spécificité *de jure* de l'USDOC était fondée exclusivement sur une analyse de la législation pertinente en vertu de laquelle l'autorité qui accorde la subvention appliquait les programmes de subventions en cause, et non sur les actes de ladite autorité.¹⁵ Elle estime que la clarification proposée devrait être ajoutée afin d'éviter tout éventuel malentendu.¹⁶

¹¹ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 7.

¹² Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 6 (faisant référence à la note de bas de page 100 du rapport intérimaire; réponse du 10 juin 2020 à la question n° 4 du Groupe spécial; et réponse du 8 septembre 2020 à la question n° 1 b) du Groupe spécial).

¹³ États Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 14 (faisant référence à Union européenne, première communication écrite, paragraphe 240).

¹⁴ États Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 14.

¹⁵ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 7.

¹⁶ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 7.

2.17. Les États-Unis soutiennent que les première et deuxième phrases du paragraphe 7.38 indiquent déjà que la détermination de l'USDOC concernait la législation (c'est-à-dire les programmes RPB et PV) au titre de laquelle l'autorité accordant la subvention agissait et que, par conséquent, le texte additionnel proposé par l'Union européenne est superflu.¹⁷

2.18. La première phrase du paragraphe 7.38 indique que la détermination de spécificité *de jure* formulée par l'USDOC concernait les subventions accordées dans le cadre des programmes RPB et PV, tels que ceux-ci étaient mis en œuvre par les pouvoirs publics espagnols. La deuxième phrase indique en outre que la constatation de fait de l'USDOC, selon laquelle les règles du RPB régissant le montant de la subvention dont pouvaient disposer les agriculteurs ayant le droit d'en bénéficier mentionnaient et incorporaient explicitement certains éléments du programme RPU (et, par le biais du programme RPU, du programme OCM). Nous estimons que le libellé du paragraphe 7.38 énonce clairement le fondement de notre constatation en relation avec la législation régissant les programmes sous-jacents. Nous ne voyons donc pas de base permettant d'apporter la modification demandée par l'Union européenne.

2.8 Paragraphe 7.43

2.19. L'Union européenne demande au Groupe spécial de citer, au paragraphe 7.43, le texte du mémorandum sur le calcul aux fins de la détermination préliminaire concernant Aceitunas Guadalquivir (pièce EU-36) et du mémorandum préliminaire sur les questions et la décision (pièce EU-1) afin de clarifier le fait que sa position est étayée par certains passages du mémorandum sur le calcul aux fins de la détermination préliminaire concernant Aceitunas Guadalquivir et du mémorandum préliminaire sur les questions et la décision, et pas uniquement par le mémorandum final de l'USDOC sur les questions et la décision.¹⁸

2.20. Les États-Unis estiment que, si le Groupe spécial procède à l'ajout demandé par l'Union européenne, il devrait aussi inclure leurs explications indiquant les raisons pour lesquelles ces références n'étaient pas pertinentes, en l'occurrence parce qu'elles concernaient une évaluation au titre des conditions prévues dans les règlements de l'USDOC relatifs à l'imputation de l'avantage, et non la spécificité *de jure*. Ils lui demandent d'ajouter cette explication dans la note de bas de page 117 (note de bas de page 116 du rapport intérimaire).¹⁹

2.21. Nous avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne car nous n'estimons pas que l'ajout proposé soit directement pertinent pour notre examen figurant au paragraphe 7.43, qui traite des déclarations figurant dans le mémorandum final de l'USDOC sur les questions et la décision dans la mesure où il se rapporte à notre constatation relative à la spécificité *de jure*. La demande de l'Union européenne se rapporte au passage ci-après du mémorandum sur le calcul aux fins de la détermination préliminaire concernant Aceitunas Guadalquivir:

[N]ous imputons à Aceitunas Guadalquivir les avantages reçus par les sociétés Coromar ... et AGEA auxquelles elle est liée par des participations croisées.

... Il apparaît que les avantages que Coromar a signalé avoir reçus pendant la période couverte par l'enquête sont liés à sa production d'olives. Autrement dit, elle remplissait les conditions requises pour bénéficier de ces subventions en raison du fait qu'il s'agit d'une société oléicultrice.²⁰

2.22. Un libellé semblable figure dans le mémorandum préliminaire sur les questions et la décision.²¹ Le paragraphe 7.43 est centré sur les déclarations formulées directement dans le contexte de l'analyse de la spécificité *de jure* effectuée par l'USDOC dans le mémorandum final sur les questions et la décision. Comme les États-Unis l'ont indiqué, le libellé cité a trait à l'imputation de l'avantage par l'USDOC, en particulier aux entités liées à Aceitunas Guadalquivir par des participations croisées.

¹⁷ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 15.

¹⁸ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 8.

¹⁹ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 16 (faisant référence à États-Unis, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 13).

²⁰ Détermination préliminaire concernant Aceitunas Guadalquivir (pièce EU-36), page 2.

²¹ PIDM (pièce EU-1), page 9.

Toutefois, les déclarations citées ne sont pas nécessairement révélatrices des constatations de l'USDOC concernant la spécificité *de jure*. Alors qu'elles peuvent refléter le point de vue de l'USDOC selon lequel certaines entités avaient le droit de bénéficier de subventions en raison de leur statut d'oléiculteurs, le Groupe spécial mettait l'accent sur les constatations de l'USDOC formulées spécifiquement dans le contexte de l'analyse de la spécificité *de jure* exposée dans les mémorandums préliminaire et final sur les questions et la décision, et dans la nouvelle détermination sur renvoi.

2.9 Paragraphe 7.49

2.23. L'Union européenne demande au Groupe spécial de supprimer une référence au programme RPU figurant dans la première phrase du paragraphe 7.49, soutenant que le paragraphe 7.49 traite seulement des subventions accordées pendant la période d'application du programme RPB.²²

2.24. Les États-Unis partagent le point de vue de l'Union européenne selon lequel l'analyse du Groupe spécial figurant au paragraphe 7.49 devrait être clarifiée, mais ils pensent qu'elle le serait davantage par l'ajout d'une autre référence au programme RPU dans l'explication de la "période d'application". Cela clarifierait le fait que l'analyse du Groupe spécial figurant dans ce paragraphe s'applique à la période d'application tant du programme RPU que du programme RPB et permettrait d'éviter de modifier le fond de la constatation du Groupe spécial.²³

2.25. Nous avons décidé de modifier la première phrase du paragraphe 7.49 de la manière suggérée par les États-Unis. Nous estimons que cette modification est appropriée compte tenu de la citation suivante tirée du rapport de vérification de la Commission européenne expliquant que "[l]a production actuelle ou l'absence de production de l'agriculteur n'était pas un facteur dans le traitement ou l'évaluation d'une demande d'aide au revenu présentée par un agriculteur au titre du RPU".²⁴

2.10 Paragraphes 7.59 à 7.76, 7.107 à 7.116 et 7.127.

2.26. L'Union européenne demande que le Groupe spécial procède à plusieurs ajouts et à une suppression aux paragraphes 7.59 à 7.76 afin de refléter le fait qu'en dehors des trois considérations qu'il a examinées dans son évaluation exposée dans ces paragraphes, son analyse s'applique aussi à une quatrième situation, dans laquelle les agriculteurs ont commencé à cultiver des olives pendant la période d'application des programmes RPU ou RPB en abandonnant leur production d'autres cultures. Elle fait valoir que les modifications proposées sont nécessaires à des fins d'exhaustivité et pour aider les parties à régler le présent différend. Elle estime que des modifications semblables devraient être apportées aux paragraphes 7.107 à 7.116 et 7.127 et demande en outre que les conclusions correspondantes soient modifiées dans la section 8 du rapport.²⁵

2.27. Les États-Unis soutiennent qu'ils "ne prennent pas position" sur la demande de l'Union européenne visant à inclure des références à l'argument que celle-ci allègue avoir avancé en ce qui concerne la possibilité pour un agriculteur de passer à la production d'olives pendant le fonctionnement des programmes RPU ou RPB.²⁶ Ils soutiennent toutefois que les ajouts demandés par l'Union européenne ne sont pas étayés par le libellé utilisé dans ses communications et font valoir en outre que le Groupe spécial devrait rejeter les modifications qu'il est proposé d'apporter aux paragraphes 7.71 à 7.75, 7.107 à 7.116 et 7.127 du rapport car elles n'ajoutent rien et sont redondantes.²⁷

2.28. Nous avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne parce que, même si celle-ci estime avoir examiné dans plusieurs de ses communications la situation des agriculteurs qui ont

²² Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 9 et 10.

²³ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 17.

²⁴ Paragraphe 7.49 du rapport (citant le rapport de vérification de l'USDOC: Commission européenne (pièce EU 22), pages 2 et 3.

²⁵ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 11.

²⁶ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 18.

²⁷ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphes 18 et 19.

commencé à cultiver des olives pendant la période d'application des programmes RPU ou RPB en abandonnant leur production d'autres cultures²⁸, nous ne trouvons aucun élément à l'appui de l'idée que cette quatrième situation potentielle aurait été spécifiquement soulevée ou examinée dans ses communications.

2.29. L'Union européenne appelle l'attention du Groupe spécial sur plusieurs sections de sa première communication écrite. Les paragraphes 70 à 75 de cette communication décrivent les conditions à remplir pour pouvoir bénéficier du programme RPU, et les paragraphes 111 à 115 examinent de la même manière les conditions à remplir pour pouvoir bénéficier du programme RPB. Toutefois, ces paragraphes analysent en termes généraux le fait que la production d'une culture particulière quelle qu'elle soit n'était pas une condition à remplir pour pouvoir bénéficier d'une aide au titre des programmes RPU ou RPB et ils ne contiennent aucune explication ou description indiquant la quatrième considération que l'Union européenne a demandé d'inclure dans le rapport. Les paragraphes 244 et 245 de la première communication écrite de l'Union européenne décrivent, entre autres choses, une situation dans laquelle un agriculteur aurait pu augmenter, diminuer ou arrêter la production d'olives ou la remplacer, en partie ou en totalité, par d'autres cultures ou activités agricoles, mais ils n'examinent pas une situation dans laquelle un agriculteur serait passé à la production d'olives après une culture différente pendant le fonctionnement des programmes RPU ou RPB.

2.30. Le paragraphe 326 de la première communication écrite de l'Union européenne analyse aussi, de manière générale, la possibilité que des oléiculteurs actuels n'aient pas cultivé d'olives pendant le fonctionnement du programme OCM. Toutefois, ce paragraphe est très logiquement interprété dans le contexte des arguments de l'Union européenne concernant les oléiculteurs qui ont reçu des droits par transfert ou au titre de la réserve nationale.

2.31. L'Union européenne attire également l'attention sur sa déclaration liminaire à la première réunion de fond. Le paragraphe 28 de cette déclaration contient un "résumé" de sa position et, comme sa première communication écrite, il examine en termes généraux la possibilité que des oléiculteurs actuels n'aient pas cultivé d'olives pendant le fonctionnement du programme OCM. Le paragraphe 37 de la déclaration liminaire de l'Union européenne examine quant à lui des droits qui auraient pu être achetés, loués ou hérités, sans examiner la possibilité pour un agriculteur d'abandonner sa production de différentes cultures au profit de l'oléiculture pendant la période d'application des programmes RPU ou RPB.

2.32. Enfin, dans ses réponses du 12 novembre 2020, l'Union européenne réagit à un exemple hypothétique concernant un agriculteur qui a commencé à cultiver des olives en 2016 et a reçu des droits au paiement *par transfert* d'un autre agriculteur n'ayant reçu aucune aide au titre du programme OCM dans le passé.²⁹ Cela concerne la situation d'un agriculteur obtenant des droits par transfert, et non la quatrième circonstance que l'Union européenne nous demande maintenant d'ajouter.

2.33. En l'absence d'une analyse claire de la quatrième situation que l'Union européenne cherche à inclure, nous avons donc décidé de rejeter la demande de l'Union européenne visant à apporter les modifications demandées.

2.11 Paragraphe 7.90

2.34. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de modifier la première phrase du paragraphe 7.90 afin d'indiquer que les erreurs concernant l'évaluation factuelle faite par l'USDOC étaient "alléguées par l'Union européenne". Selon eux, cette modification clarifie le fait qu'ils n'admettent pas que l'évaluation factuelle effectuée par l'USDOC du taux régional au titre du

²⁸ En particulier, l'Union européenne fait référence à sa première communication écrite, paragraphes 70 à 75, 111 à 115, 244, 245 et 326; à sa déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 28 et 37; et à sa réponse du 12 novembre 2020 à la question n° 8 du Groupe spécial, paragraphes 42 à 44.

²⁹ Union européenne, réponse du 12 novembre 2020 à la question n° 8 du Groupe spécial, paragraphes 42 à 44.

programme RPB contenait les erreurs alléguées par l'Union européenne.³⁰ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur cette demande.

2.35. Nous avons révisé la première phrase du paragraphe 7.90 en ajoutant "alléguées" après "erreurs".

2.12 Paragraphe 7.104

2.36. L'Union européenne demande au Groupe spécial d'ajouter à la première phrase du paragraphe 7.104 des références aux paragraphes pertinents du rapport pour améliorer la lisibilité.³¹ Les États-Unis n'ont pas formulé d'observation sur cette demande.

2.37. Nous avons ajouté une référence au paragraphe 7.58 dans la première phrase du paragraphe 7.104.

2.13 Paragraphe 7.124

2.38. L'Union européenne demande au Groupe spécial de supprimer dans son intégralité le paragraphe 7.124, soutenant que ce paragraphe formule indûment des observations sur la conformité des déterminations de l'USDOC avec la législation des États-Unis. Elle soutient que le Groupe spécial ne devrait pas formuler d'observations sur la conformité des déterminations de l'USDOC avec la législation des États-Unis, même en tant qu'*obiter dictum*.³²

2.39. Les États-Unis soutiennent que le Groupe spécial devrait rejeter la demande de l'Union européenne car le Groupe spécial indique clairement dans ce paragraphe qu'il décrivait la propre évaluation par l'USDOC du programme OCM au regard de la législation des États-Unis, sans se prononcer sur le respect par l'USDOC de la législation des États-Unis.³³

2.40. Nous rejetons la demande de l'Union européenne visant à ce que ce paragraphe soit supprimé. Au lieu de cela, nous avons révisé le libellé des paragraphes 7.124, 7.127 e) iii) et 8.1 a) vii) 3) afin de clarifier notre observation selon laquelle l'USDOC a considéré qu'il avait formulé des constatations de fait suffisantes en ce qui concerne le programme OCM aux fins de son droit interne. Toutefois, cela n'équivaut pas à une constatation du Groupe spécial concernant le respect par l'USDOC de son droit interne.

2.14 Paragraphes 7.128 à 7.130 et note de bas de page 270 (note de bas de page 269 du rapport intérimaire)

2.41. L'Union européenne demande au Groupe spécial de reconsidérer sa décision, exposée aux paragraphes 7.128 à 7.130, de ne pas examiner les autres arguments de l'Union européenne concernant les allégations qu'elle a formulées au titre de l'article 2.1, 2.1 a) et 2.4 de l'Accord SMC. Elle ne propose pas de modifications spécifiques de ces paragraphes mais estime que l'examen de ses autres arguments au titre de l'article 2.1, 2.1 a) et 2.4 fournira aux parties des indications précises sur la façon dont les constatations du Groupe spécial pourraient être mises en œuvre. Elle demande aussi au Groupe spécial de réexaminer si la note de bas de page 270 (note de bas de page 269 du rapport intérimaire) devrait renvoyer aux notes de bas de page 262 et 263 (notes de bas de page 261 et 262 du rapport intérimaire).³⁴

2.42. Les États-Unis soutiennent que l'application du principe d'économie jurisprudentielle par le Groupe spécial était appropriée et que des constatations additionnelles ne sont pas nécessaires pour arriver à une solution positive du différend.³⁵ À cet égard, ils estiment que l'application du principe d'économie jurisprudentielle par le Groupe spécial est à la fois autorisée en vertu du Mémoire

³⁰ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 8.

³¹ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 12.

³² Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 13.

³³ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 20.

³⁴ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 14.

³⁵ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 4.

d'accord et compatible avec le mandat du Groupe spécial. Ils estiment en outre que des constatations additionnelles ne sont pas nécessaires pour aider l'ORD à formuler ses recommandations.³⁶

2.43. Nous ne voyons aucune base permettant de faire droit à la demande de l'Union européenne. À cet égard, nous avons formulé des constatations détaillées concernant l'incompatibilité de la détermination de l'USDOC, qui, selon nous, ont abouti à un règlement positif de la question. Nous souscrivons également aux observations formulées dans des rapports antérieurs de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel selon lesquelles un groupe spécial peut exercer son pouvoir discrétionnaire en traitant uniquement les arguments qu'il juge nécessaires pour se prononcer sur une allégation particulière. Dans la mesure où il est clair dans un rapport de groupe spécial que ledit groupe spécial a examiné de manière raisonnable une allégation, le fait qu'un argument donné concernant cette allégation n'a pas été expressément traité dans la partie "constatations" du rapport ne permet pas, en soi, de conclure que ce groupe spécial a omis de procéder à l'"évaluation objective de la question dont il [était] saisi", comme l'exige l'article 11 du Mémoire d'accord.³⁷

2.44. Nous notons aussi que la note de bas de page 270 (note de bas de page 269 du rapport intérimaire) ne fait pas référence aux notes de bas de page 262 et 263 (notes de bas de page 261 et 262 du rapport intérimaire). Dans le cas où l'observation de l'Union européenne concernerait la note de bas de page 267 (note de bas de page 266 du rapport intérimaire), les références aux notes de bas de page 262 et 263 (261 et 262 du rapport intérimaire) qui y figurent sont correctes.

2.15 Paragraphe 7.135

2.45. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.135 et de formuler des constatations concernant son allégation selon laquelle l'analyse de l'USDOC concernant la "non-spécificité" est incompatible avec l'article 2.1, 2.1 b) et 2.4 de l'Accord SMC. Elle demande en outre au Groupe spécial d'apporter les ajustements correspondants aux conclusions et recommandations figurant dans la section 8 du rapport.³⁸ Elle estime que, étant donné que l'analyse et les constatations de l'USDOC concernant la "non-spécificité" sont intrinsèquement fondées sur les mêmes faits allégués que ceux que l'USDOC a invoqués à l'appui de sa constatation de spécificité *de jure*, il s'ensuit nécessairement que l'analyse de l'USDOC concernant la "non-spécificité" est incompatible avec l'article 2.1 b) de l'Accord SMC.³⁹ Elle soutient en outre qu'examiner son allégation au titre de l'article 2.1 b) permettrait de préciser que non seulement l'invocation de ces données de fait par l'USDOC était insuffisante pour établir la spécificité *de jure* au titre de l'article 2.1 a) de l'Accord SMC mais encore qu'elle n'est pas conforme aux obligations incombant aux États-Unis de procéder à une analyse appropriée concernant la "non-spécificité" au titre de l'article 2.1 b) de l'Accord SMC.⁴⁰

2.46. Les États-Unis soutiennent que, pour des raisons semblables à celles qui sont résumées plus haut au paragraphe 2.42., l'application du principe d'économie jurisprudentielle par le Groupe spécial était appropriée et que des constatations additionnelles ne sont pas nécessaires pour arriver à une solution positive du différend.⁴¹ Ils estiment aussi que les modifications du paragraphe 7.135 proposées par l'Union européenne sont erronées en fait et en droit et devraient être rejetées.⁴² En tout état de cause, ils soutiennent que l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle l'analyse de l'USDOC concernant la "non-spécificité" est incompatible avec les règles de l'OMC n'est pas pertinente pour la question de savoir si le Groupe spécial a correctement appliqué le principe d'économie jurisprudentielle car la décision d'un groupe spécial d'appliquer le principe d'économie

³⁶ États Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphes 5 à 7 (faisant référence aux articles 3:4, 3:7, 7:1 et 11 du Mémoire d'accord).

³⁷ Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *Australie – Mesures antidumping visant le papier*, paragraphe 7.134; *Corée – Barres en aciers inoxydables*, paragraphe 7.183; les rapports de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 135; *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 511; et *États-Unis – EPO*, paragraphe 414.

³⁸ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 15, 16 et 19.

³⁹ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 17.

⁴⁰ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 18.

⁴¹ États Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphes 7 et 8 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Indonésie – Poulet*, paragraphe 7.159).

⁴² États Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 11.

jurisprudentielle ne dépend pas du point de savoir si une allégation particulière aurait conduit à une autre constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC.⁴³

2.47. Nous ne voyons aucune raison de procéder aux modifications demandées. Tout comme nous avons observé qu'un groupe spécial n'avait pas besoin d'examiner chacun des arguments avancés par une partie pour traiter une allégation particulière⁴⁴, nous souscrivons aux observations formulées dans des rapports antérieurs de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel selon lesquelles un groupe spécial peut s'abstenir de formuler des constatations multiples selon lesquelles la même mesure est incompatible avec différentes dispositions lorsqu'une seule constatation d'incompatibilité ou un certain nombre de telles constatations suffiraient à régler le différend.⁴⁵ En l'espèce, nous estimons que les constatations que nous avons formulées répondent de manière adéquate aux préoccupations de l'Union européenne et n'aboutissent pas à un règlement partiel de la question et qu'il n'est donc pas nécessaire de formuler d'autres constatations pour régler la question en cause.⁴⁶

2.16 Paragraphe 7.138

2.48. Les États-Unis demandent que plusieurs modifications soient apportées au paragraphe 7.138 afin qu'il reflète plus étroitement le texte de l'article 771B.⁴⁷ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation.

2.49. Nous avons apporté les modifications demandées pour refléter le texte de l'article 771B sans modifier le fond de ce paragraphe introductif.

2.17 Paragraphe 7.142

2.50. Les États-Unis demandent une révision de la dernière phrase du paragraphe 7.142 en vue d'indiquer qu'une comparaison des prix d'un intrant constitue la "seule" méthode appropriée pour procéder à une analyse de la transmission, au lieu d'indiquer que cet examen est "une" méthode appropriée aux fins de l'évaluation de la transmission. Ils soutiennent que les déclarations figurant dans les communications de l'Union européenne étayaient cette modification.⁴⁸

2.51. L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter la modification demandée, soutenant qu'elle a fait valoir à maintes reprises que ses allégations ne dépendaient pas de la question de savoir si les comparaisons de prix étaient la seule approche qui permette d'évaluer la transmission.⁴⁹ Toutefois, si le Groupe spécial devait apporter la modification proposée, elle lui demande d'ajouter au paragraphe 7.142 un texte accompagné d'une note de bas de page indiquant que l'Union européenne ne considère pas que la question de savoir si une comparaison des prix est requise soit déterminante pour son allégation.⁵⁰

2.52. Nous avons apporté la modification demandée afin de renforcer la cohérence en reflétant l'argumentation de l'Union européenne, y compris la référence, au paragraphe 7.142 du rapport, à sa qualification des comparaisons de prix de l'intrant comme étant la seule façon valable d'évaluer

⁴³ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 10.

⁴⁴ Voir plus haut le paragraphe 2.43.

⁴⁵ Voir, par exemple, les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Thon II (Mexique)*, paragraphe 403; *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 133; les rapports des Groupes spéciaux *Maroc – Mesures antidumping définitives visant les cahiers scolaires (Tunisie)*, paragraphe 7.261; *Corée – Barres en aciers inoxydables*, paragraphe 7.226; et *Indonésie – Poulet*, paragraphe 7.159.

⁴⁶ Voir, par exemple, les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 22; *CE – Volailles*, paragraphe 135; *États-Unis – Thon II (Mexique)*, paragraphes 403 et 404; et *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 732; et les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Tubes et tuyaux (Turquie)*, paragraphe 7.343; *Indonésie – Poulet*, paragraphe 7.159.

⁴⁷ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 9.

⁴⁸ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 10 (faisant référence à l'Union européenne, première communication écrite, paragraphe 407; et réponse du 10 juin 2020 à la question n° 14 du Groupe spécial, paragraphes 90 et 92).

⁴⁹ Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire des États-Unis, paragraphe 2.

⁵⁰ Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire des États-Unis, paragraphe 3 (faisant référence à l'Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 57, 58, 74, 75 et 77; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 78 à 83; et réponse du 10 juin 2020 à la question n° 13 du Groupe spécial, paragraphe 84).

la transmission. Cette modification est également compatible avec l'observation formulée par l'Union européenne au paragraphe 75 de sa deuxième communication écrite selon laquelle une analyse de la transmission dans le cas des subventions aux intrants *ne* peut consister *qu'en* une sorte de comparaison des prix.⁵¹

2.53. Nous avons également apporté la modification additionnelle demandée par l'Union européenne pour rendre compte de sa position selon laquelle la question de savoir si une comparaison des prix est requise n'est pas déterminante pour son allégation.⁵²

2.18 Paragraphe 7.155

2.54. L'Union européenne demande l'ajout d'un libellé accompagné d'une note de bas de page après la deuxième phrase complète du paragraphe 7.155 en vue de préciser que le Groupe spécial n'est pas tenu de se prononcer sur la méthode précise de détermination de la transmission pour régler le différend.⁵³

2.55. Les États-Unis soutiennent que cette modification n'est pas nécessaire car les deux premières phrases du paragraphe 7.155 exposent le désaccord entre les parties ainsi que l'interprétation donnée par le Groupe spécial du critère juridique pertinent.⁵⁴

2.56. Nous avons décidé de rejeter cette modification car le paragraphe 7.155 indique déjà que le Groupe spécial n'est pas tenu de déterminer si les comparaisons de prix constituent la seule façon valable d'évaluer la transmission pour se prononcer sur les allégations de l'Union européenne. Nous avons en outre ajouté du texte au paragraphe 7.142 afin de refléter la position de l'Union européenne selon laquelle constater que la comparaison des prix est la seule méthode appropriée d'évaluation de la transmission n'est pas nécessaire pour se prononcer sur son allégation.

2.19 Paragraphe 7.158

2.57. Les États-Unis demandent que le paragraphe 7.158 soit modifié de manière à refléter plus étroitement le texte de la section 771B.⁵⁵ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation.

2.58. Nous avons apporté les modifications demandées afin refléter le texte de l'article 771B sans changer le fond du paragraphe.

2.20 Paragraphe 7.196

2.59. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de modifier la troisième phrase du paragraphe 7.196 en ajoutant à la fin de celle-ci "de façon à ce que le Groupe spécial, l'UE, et les tierces parties, si elles en faisaient la demande, soient en mesure de vérifier la base factuelle sur laquelle les États-Unis ont déterminé l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité dans la procédure administrative sous-jacente".⁵⁶ Ils font valoir que la modification rendrait compte avec plus d'exactitude des communications de l'Union européenne.⁵⁷

2.60. L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur la demande des États-Unis.

⁵¹ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 75 ("l'UE a également expliqué qu'une analyse de la transmission dans le cas de subventions aux intrants ne pouvait consister qu'en une sorte de comparaison des prix. L'UE maintient fermement sa position, même si celle-ci n'est peut-être pas déterminante en l'espèce" (note de bas de page omise)).

⁵² Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 75.

⁵³ Union européenne, demandes de réexamen intérimaire, paragraphe 20 (faisant référence à Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 74 et 75; réponse du 12 novembre à la question n° 16 du Groupe spécial, paragraphes 134 et 135; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 28 et 29).

⁵⁴ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 21.

⁵⁵ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 11.

⁵⁶ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 12.

⁵⁷ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 12 (faisant référence à Union européenne, première communication écrite, paragraphe 424).

2.61. Nous avons décidé d'accéder à la demande des États-Unis afin de rendre compte avec plus d'exactitude des communications de l'Union européenne. Nous avons également décidé d'appliquer une modification additionnelle afin de rendre compte plus spécifiquement du libellé des communications de l'Union européenne (en l'occurrence, le paragraphe 424 de la première communication écrite de l'Union européenne), et de modifier certains termes afin d'assurer la cohérence du rapport, comme suit:

Dans sa première communication écrite, l'Union européenne a indiqué qu'elle s'attendait à ce que les États-Unis lui communiquent ainsi qu'au Groupe spécial une version non caviardée de la détermination de l'USITC, de façon à ce que le Groupe spécial, l'Union européenne, et les tierces parties, si elles en faisaient la demande, soient en mesure de vérifier la base factuelle sur laquelle les États-Unis ont déterminé, en particulier, l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité dans la procédure administrative sous-jacente.

2.21 Paragraphe 7.203

2.62. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier la première phrase du paragraphe 7.203 afin de faire la distinction entre les arguments avancés par les États-Unis dans leur première communication écrite et dans leur deuxième communication écrite. En particulier, elle demande au Groupe spécial de noter que les États-Unis ont fait valoir "dans leur première communication écrite que l'USITC avait effectué une "analyse segmentée" qui était conforme aux prescriptions juridiques établies par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud*" et que "[s]elon les États-Unis, l'USITC était en droit d'accorder "une attention particulière au segment de la vente au détail"". ⁵⁸ Elle fait valoir que cette modification est requise pour rendre compte du "virage à 180 degrés effectué par les États-Unis entre leur première et leur deuxième communications écrites en ce qui concerne la question de savoir si l'USITC a effectué une analyse segmentée au titre des articles 3 et 15". ⁵⁹ Elle soutient que les États-Unis ont fait valoir initialement qu'"en vertu de cette jurisprudence, l'USITC était en droit d'effectuer une analyse segmentée du dommage et du lien de causalité et pouvait dans ce contexte accorder une attention particulière au "segment" de la vente au détail", mais qu'ils ont fait valoir par la suite au contraire que l'USITC n'avait pas procédé à une analyse segmentée. ⁶⁰

2.63. Les États-Unis s'opposent à la demande de l'Union européenne. Ils font valoir que l'Union européenne présente leurs arguments de manière erronée et qu'elle qualifie aussi indûment de "jurisprudence" des décisions antérieures de l'Organe d'appel. ⁶¹

2.64. Nous avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne. Nous ne partageons pas l'idée qu'il y ait eu un "virage à 180 degrés" sur la question de savoir si l'USITC a effectué une analyse segmentée. Les États-Unis ont affirmé dans leur première communication écrite que l'USITC était en droit d'accorder "une attention particulière au segment de la vente au détail". ⁶² Cette affirmation est compatible avec leur deuxième communication écrite, qui indiquait qu'"il n'y [avait] pas de base factuelle à la tentative [de l'Union européenne] de refaçonner [l'avis de l'USITC] en un avis qui serait passé tour à tour d'une analyse globale à une analyse segmentée". ⁶³ Nous n'estimons donc pas qu'il y ait des raisons convaincantes d'accéder à la demande de l'Union européenne.

2.22 Paragraphe 7.206

2.65. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier la première phrase du paragraphe 7.206 afin de faire la distinction entre les arguments avancés par les États-Unis dans leur première et dans leur deuxième communications écrites. ⁶⁴ En particulier, elle demande au Groupe spécial d'observer que les États-Unis "ont fait valoir dans leur première communication écrite que l'USITC avait effectué une "analyse segmentée" axée sur le secteur de la vente au détail

⁵⁸ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 21 et 22.

⁵⁹ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 21.

⁶⁰ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 21.

⁶¹ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphes 22 à 28.

⁶² États-Unis, première communication écrite, paragraphe 175.

⁶³ États-Unis, deuxième communication écrite, paragraphe 46.

⁶⁴ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 23 et 24.

conformément aux prescriptions de l'OMC". Elle demande que le paragraphe 7.206 soit modifié pour les mêmes raisons que le paragraphe 7.203.⁶⁵

2.66. Les États-Unis ne formulent pas d'observation sur la demande de l'Union européenne.

2.67. Nous avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne pour la même raison que celle pour laquelle nous avons rejeté sa demande concernant le paragraphe 7.203.

2.23 Paragraphe 7.209

2.68. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de modifier la troisième phrase du paragraphe 7.209 en remplaçant "définis" par "affirmatifs, objectifs".⁶⁶ Ils font valoir que le terme "définis" devrait être exclu de la définition des "éléments de preuve positifs" parce que "la qualification par le Groupe spécial des "éléments de preuve positifs" comme étant "définis" est en contradiction avec l'idée que des inférences raisonnables peuvent être considérées comme des éléments de preuve positifs".⁶⁷

2.69. L'Union européenne n'a pas formulé d'observation sur la demande des États-Unis.

2.70. Nous avons décidé d'accéder à la demande des États-Unis et souscrivons à leur observation.

2.24 Paragraphe 7.211

2.71. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier la quatrième et la dernière phrases du paragraphe 7.211.⁶⁸ S'agissant de la quatrième phrase du paragraphe 7.211, elle demande au Groupe spécial de "remplacer l'expression "prendre en considération" par le terme "examiner" de façon que le terme "examiner" soit systématiquement utilisé dans cette phrase pour toutes les tendances".⁶⁹ Elle demande en outre que le Groupe spécial supprime le membre de phrase "recueilli des données sur" car elle n'a pas soutenu que l'USITC n'était pas en droit de "recueillir des données par groupe de clients".⁷⁰ Elle demande aussi que les mots "au titre des articles 3 et 15" soient inclus, afin de clarifier le fait qu'elle "conteste juridiquement la "segmentation" par groupe de clients effectuée par l'USITC dans le contexte des articles 3 et 15".⁷¹

2.72. S'agissant de la dernière phrase du paragraphe 7.211, l'Union européenne demande au Groupe spécial d'observer que "l'Union européenne ne conteste pas qu'il y avait des éléments de preuve positifs indiquant l'existence des différents groupes de clients". Elle demande également que le Groupe spécial spécifie que les arguments de l'Union européenne se rapportent à l'examen par l'USITC des groupes de clients "aux fins de son analyse du dommage et du lien de causalité au titre des articles 3 et 15", et qu'il explique aussi qu'elle allègue que cet examen n'était pas fondé sur un examen objectif des éléments de preuve positifs "parce que l'USITC avait défini un produit similaire unique pour "toutes les olives mûres" achetées de manière interchangeable par tous les groupes de clients". Elle fait valoir que les modifications de la dernière phrase du paragraphe 7.211 qui sont proposées "rendraient compte plus exactement de [s]a position ...".⁷²

2.73. Les États-Unis s'opposent à la demande de l'Union européenne en tant qu'elle est redondante et constitue une qualification inexacte de son argument.⁷³ En particulier, ils font valoir que la modification proposée de la dernière phrase du paragraphe 7.211 est une tentative pour réécrire l'analyse du Groupe spécial.⁷⁴ Ils soutiennent que la communication de l'Union européenne "ne

⁶⁵ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 23.

⁶⁶ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 13.

⁶⁷ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 13.

⁶⁸ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 25 à 28.

⁶⁹ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 25.

⁷⁰ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 25.

⁷¹ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 25.

⁷² Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 26 et 27.

⁷³ États Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphes 29 à 33.

⁷⁴ États Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 32.

reconnaît pas qu'il y avait des "éléments de preuve positifs" indiquant quoi de soit de contraire au libellé que [l'Union européenne] suggère d'ajouter au paragraphe 7.211".⁷⁵

2.74. Nous avons décidé d'accéder partiellement à la demande de l'Union européenne visant à modifier la quatrième phrase du paragraphe 7.211 comme suit:

Nous croyons comprendre que l'Union européenne décrit la détermination de l'existence d'un dommage comme comportant une "analyse segmentée" parce que l'USITC n'a pas seulement ~~pris en considération~~ examiné les tendances au niveau du marché dans son ensemble, mais a aussi ~~recueilli des données sur certains groupes de clients et~~ examiné les tendances qui s'y rapportaient à certains groupes de clients.

Nous estimons que cette modification rendra l'analyse plus claire. Nous avons toutefois décidé de rejeter les autres demandes de l'Union européenne. Nous estimons qu'il n'est pas nécessaire d'ajouter "au titre des articles 3 et 15" à la quatrième phrase du paragraphe 7.211. À notre avis, le fait que l'examen de l'USITC est effectué au titre des articles 3 et 15 est déjà rendu implicite par le contexte. De plus, nous ne souscrivons pas à la modification demandée par l'Union européenne à la dernière phrase du paragraphe 7.211 car elle n'est pas compatible avec notre interprétation de la première communication écrite de l'Union européenne. Alors que celle-ci a reconnu que les groupes de clients existaient, elle a fait valoir que ces groupes étaient "vide de sens", et qu'une "analyse fondée sur des groupes de clients dans ces circonstances n'[avait] aucun sens et [était] arbitraire".⁷⁶ Comme les États-Unis l'ont observé, la communication de l'Union européenne "ne reconnaît [donc] pas qu'il y avait des "éléments de preuve positifs" indiquant l'existence de quoi que ce soit".⁷⁷

2.25 Paragraphe 7.213

2.75. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier la première phrase du paragraphe 7.213 en supprimant les références spécifiques aux sections de la détermination de l'existence d'un dommage intitulées "Situation de la demande", "Situation de l'offre" et "Substituabilité et autres conditions". Elle demande aussi au Groupe spécial de préciser que l'examen des groupes de clients effectué par l'USITC était "aux fins de son analyse au titre de l'article [sic] 3.2 et 15.2".⁷⁸ Elle demande aussi certaines modifications de la note de bas de page 424 (note de bas de page 422 du rapport intérimaire).

2.76. L'Union européenne demande que le membre de phrase "aux fins de son analyse au titre de l'article [sic] 3.2 et 15.2" soit ajouté "étant donné qu'il s'agit de l'argument fondamental de [l'Union européenne] concernant la (non-)pertinence des groupes de clients".⁷⁹ Elle fait valoir en outre que le mot "détermination" devrait être employé au lieu des sections spécifiques de la détermination de l'existence d'un dommage mentionnées au paragraphe 7.213 parce que l'"argument [de l'Union européenne] était que la pertinence des groupes de clients pour l'analyse du dommage et du lien de causalité n'était expliquée *nulle part* dans les déterminations".⁸⁰

2.77. Les États-Unis s'opposent à la demande de l'Union européenne. Premièrement, ils affirment qu'au lieu de la modification proposée par l'Union européenne, la première phrase du paragraphe 7.213 devrait commencer par "[d]ans ses arguments au titre des articles 3.2 et 15.2".⁸¹ Deuxièmement, ils s'opposent à la suppression des références à des sections spécifiques de la détermination de l'existence d'un dommage. Les États-Unis font valoir que les paragraphes pertinents de la première communication écrite de l'Union européenne "contenaient effectivement

⁷⁵ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 32 (faisant référence à l'Union européenne, première communication écrite, paragraphe 467).

⁷⁶ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 467.

⁷⁷ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 32.

⁷⁸ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 29.

⁷⁹ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 29.

⁸⁰ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 29. (mise en relief dans l'original)

⁸¹ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 34.

ces arguments au sujet des sections spécifiques des Vues exposés par le Groupe spécial dans ce paragraphe".⁸²

2.78. Nous avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne. Premièrement, l'ajout de "aux fins de son analyse au titre des articles 3.2 et 15.2" n'est pas nécessaire car cela est déjà implicite dans le contexte. Deuxièmement, nous considérons que les références aux sections pertinentes de la détermination de l'existence d'un dommage sont appropriées car elles rendent compte des arguments spécifiques formulés par l'Union européenne.⁸³

2.26 Paragraphe 7.214

2.79. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier les deuxième et huitième phrases du paragraphe 7.214.⁸⁴ Elle demande que l'"examen des" soit remplacé par "analyse de l'USITC fondée sur différents" dans les deuxième et huitième phrases du paragraphe 7.214. Elle fait valoir que cette modification devrait être effectuée pour rendre compte du fait qu'elle "n'a pas contesté l'examen de groupes de clients en soi ni leur présentation dans les déterminations", mais plutôt "le fait que l'USITC a fondé son analyse du dommage et du lien de causalité sur ces groupes de clients".⁸⁵

2.80. L'Union européenne demande également que la huitième phrase précise que le secteur de la vente au détail était le "seul secteur dans lequel les importations espagnoles ont augmenté alors que ces importations ont diminué au niveau de la branche de production". Elle fait valoir que "[s]ans cet ajout, on ne saurait toujours pas très bien pourquoi l'[Union européenne] considère qu'un effet sur le volume a été créé *artificiellement*, ce qui est pourtant un argument fondamental de l'[Union européenne] dans le présent différend".⁸⁶

2.81. Les États-Unis ne s'opposent pas au remplacement proposé d'"examen" par "analyse", mais rejettent l'utilisation du qualificatif "différents" au motif qu'il ne rend pas compte avec exactitude des communications de l'Union européenne.⁸⁷ Les États-Unis font également valoir que la modification proposée de la huitième phrase du paragraphe 7.214 devrait rendre compte du libellé du paragraphe 469 de la première communication écrite de l'Union européenne, dans laquelle celle-ci a dit que le seul but de la segmentation était "de créer artificiellement un effet sur le volume qui ne pouvait pas être établi au niveau de la branche de production dans son ensemble parce que les importations espagnoles avaient diminué au niveau de la branche de production".⁸⁸

2.82. Nous avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne. Premièrement, nous ne considérons pas qu'il y ait des raisons convaincantes de remplacer "examen des" par "analyse de l'USITC fondée sur différents". Deuxièmement, nous considérons que l'ajout proposé à la fin de la huitième phrase du paragraphe 7.214 n'est pas nécessaire car l'argument de l'Union européenne concernant l'importance de la variation du volume des olives mûres est examiné dans la section 7.4.4 du rapport.

2.27 Paragraphe 7.218

2.83. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier la dernière phrase du paragraphe 7.218.⁸⁹ Elle demande qu'"un ... particulier" soit remplacé par "le", et que la phrase se termine par "dans lequel la branche de production nationale obtient des résultats médiocres".

2.84. L'Union européenne fait valoir que les modifications proposées sont "importantes pour rendre compte de la position constante de l'[Union européenne] tout au long de la présente procédure selon

⁸² États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 35 (faisant référence à Union européenne, première communication écrite, paragraphes 483 à 486).

⁸³ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 483 à 486.

⁸⁴ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 30.

⁸⁵ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 30.

⁸⁶ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 30. (mise en relief dans l'original)

⁸⁷ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 36.

⁸⁸ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 37 (citant Union européenne, première communication écrite, paragraphe 469).

⁸⁹ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 31.

laquelle les États-Unis ont examiné une augmentation du volume dans le secteur du commerce de détail, la seule partie de la branche de production obtenant des résultats médiocres où les importations espagnoles ont augmenté, parce que l'USITC n'a pas examiné – et ne pouvait pas examiner – un accroissement au niveau de la branche de production (où les importations espagnoles ont diminué)".⁹⁰

2.85. Les États-Unis s'opposent à la demande de l'Union européenne. Ils affirment que le libellé du rapport rend compte avec exactitude des communications de l'Union européenne, et que les modifications proposées par celle-ci ne sont pas reflétées au paragraphe 497 pertinent de sa première communication écrite.⁹¹

2.86. Nous avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne. Premièrement, le remplacement proposé par l'Union européenne d'"un ... particulier" par "le" à l'intérieur des guillemets reviendrait à modifier le libellé original du paragraphe 497 de sa première communication écrite. Deuxièmement, le membre de phrase additionnel "dans lequel la branche de production nationale obtient des résultats médiocres" à la fin de la phrase n'est pas pertinent pour l'analyse figurant au paragraphe 7.218.

2.28 Paragraphe 7.219

2.87. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier la première phrase du paragraphe 7.219. Elle fait observer que "*États-Unis* –" devrait être ajouté à la référence à "*Acier laminé à chaud*".⁹² Les États-Unis ne formulent pas d'observation sur la demande de l'Union européenne.

2.88. Nous avons corrigé l'erreur typographique.

2.29 Paragraphe 7.223

2.89. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier la quatrième phrase du paragraphe 7.223 en précisant que l'analyse des segments du marché est "effectuée par l'USITC" et en supprimant la référence générale à un risque de distorsion "pour l'enquête sur l'existence d'un dommage de l'autorité chargée de l'enquête".⁹³ Elle fait valoir que les modifications proposées préciseront qu'elle "conteste le risque de distorsion dans les circonstances spécifiques de la présente affaire".⁹⁴

2.90. Les États-Unis s'opposent à la demande de l'Union européenne, faisant valoir que, par cette demande, celle-ci cherche à modifier sa "position constante selon laquelle l'analyse des segments du marché par l'autorité chargée de l'enquête présente nécessairement un risque de distorsion".⁹⁵

2.91. Nous avons décidé d'accepter la demande de l'Union européenne visant à accroître la précision de la quatrième phrase du paragraphe 7.223.

2.30 Paragraphe 7.227

2.92. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier la deuxième phrase du paragraphe 7.227, ainsi que d'inclure une phrase additionnelle à la fin du paragraphe.⁹⁶ Au sujet de la deuxième phrase du paragraphe 7.227, elle demande au Groupe spécial de remplacer la citation existante du paragraphe 523 de sa première communication écrite par une citation du paragraphe 525 de sa première communication écrite selon laquelle "l'autorité chargée de l'enquête doit examiner une forme d'augmentation des importations [faisant l'objet d'un dumping ou]

⁹⁰ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 31.

⁹¹ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 38.

⁹² Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 32.

⁹³ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 33.

⁹⁴ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 33.

⁹⁵ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 39.

⁹⁶ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 34 à 36.

subventionnées". L'Union européenne soutient que le rapport présente les citations pertinentes hors contexte et représente sa position de manière erronée.⁹⁷

2.93. L'Union européenne demande également que le rapport fasse référence à deux autres arguments figurant dans ses communications à la fin du paragraphe 7.227.⁹⁸ Premièrement, elle demande l'inclusion de l'argument qu'elle formule au paragraphe 151 de sa première communication écrite selon lequel "le terme "augmentation" figurant à l'article 15.2 et à l'article 3.2 serait dénué de sens si l'autorité pouvait examiner une simple présence ou diminution des importations [faisant l'objet d'un dumping ou] subventionnées". Deuxièmement, l'Union européenne demande qu'il soit fait référence à l'observation qu'elle formule aux paragraphes 464 et 525 de sa première communication écrite selon laquelle "la législation des États-Unis autorise explicitement l'examen par l'autorité d'une "présence" des importations visées, ce qui n'est pas le cas au titre de l'article [sic] 15.2 et 3.2". L'Union européenne propose en outre de supprimer la note de bas de page 463 (note de bas de page 461 du rapport intérimaire) et demande certaines modifications de la note de bas de page 464 (note de bas de page 462 du rapport intérimaire).

2.94. Les États-Unis n'ont pas formulé d'observation sur la demande de l'Union européenne concernant la deuxième phrase du paragraphe 7.227. Ils s'opposent à l'ajout de deux phrases à la fin du paragraphe 7.227. Premièrement, ils affirment que le Groupe spécial a déjà examiné l'interprétation correcte d'"augmentation".⁹⁹ Deuxièmement, ils font valoir que la référence à leur législation nationale n'est pas pertinente.¹⁰⁰

2.95. Nous avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne. En ce qui concerne la deuxième phrase du paragraphe 7.227, le rapport cite directement les propres communications de l'Union européenne. Nous ne considérons pas que ces citations soient présentées hors contexte. En outre, la clarification par l'Union européenne de son argument comme voulant dire que "l'autorité chargée de l'enquête doit examiner une forme d'augmentation" est déjà examinée au paragraphe 7.231 du rapport. Nous n'estimons pas non plus nécessaire d'inclure les phrases additionnelles proposées à la fin du paragraphe 7.227. Premièrement, l'argument de l'Union européenne selon lequel le mot "augmentation" serait dénué de sens si l'autorité pouvait examiner une simple présence ou diminution est déjà traité quant au fond par l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'article 3.2 de l'Accord antidumping et de l'article 15.2 de l'Accord SMC au paragraphe 7.229. Deuxièmement, nous considérons que l'analyse de la législation nationale des États-Unis n'est pas pertinente pour l'examen par le Groupe spécial de ce qui est requis pour l'examen d'une augmentation notable du volume au titre des articles 3.2 et 15.2.

2.31 Paragraphe 7.229

2.96. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier la première et l'avant-dernière phrases du paragraphe 7.229 en remplaçant la citation existante de sa communication par une citation du paragraphe 525 de sa première communication écrite selon laquelle l'autorité chargée de l'enquête "doit examiner une forme d'*augmentation* des importations [faisant l'objet d'un dumping ou] subventionnées".¹⁰¹ Elle propose en outre certaines modifications des notes de bas de page 467 et 470 (notes de bas de page 465 et 468 du rapport intérimaire). L'Union européenne demande les modifications proposées du paragraphe 7.229 pour la même raison que les modifications proposées du paragraphe 7.227.¹⁰²

2.97. Les États-Unis s'opposent aux modifications proposées. Ils font valoir que le libellé actuel est repris directement des communications de l'Union européenne, et qu'il n'est donc pas nécessaire de clarifier la position de celle-ci.¹⁰³

⁹⁷ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 34 et 35.

⁹⁸ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 35.

⁹⁹ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 41.

¹⁰⁰ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 41.

¹⁰¹ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 37. (mise en relief dans l'original)

¹⁰² Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 37.

¹⁰³ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 43 (faisant référence à Union européenne, première communication écrite, paragraphe 524).

2.98. Nous avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne pour les mêmes raisons que celles pour lesquelles nous avons rejeté sa demande concernant le paragraphe 7.227.

2.32 Paragraphe 7.230

2.99. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier la deuxième phrase du paragraphe 7.230 en supprimant la qualification existante des constatations du Groupe spécial *États-Unis – DRAM* et en la remplaçant par la "constatation du Groupe spécial selon laquelle" "l'examen par l'autorité du "volume, en termes, absolus, des importations" ne fait pas partie des "trois examens prévus à l'article 15.2 de l'Accord SMC"". ¹⁰⁴ L'Union européenne fait valoir que les modifications rendent compte de ses communications avec plus d'exactitude. ¹⁰⁵

2.100. Les États-Unis ne formulent pas d'observation sur la demande de l'Union européenne.

2.101. Nous avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne. La phrase existante repose sur des citations directes des communications de l'Union européenne et rend compte des arguments de celle-ci examinés au paragraphe 7.230. Nous ne voyons donc aucune raison convaincante de procéder aux modifications proposées.

2.33. Paragraphe 7.231

2.102. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier la troisième phrase du paragraphe 7.231 en remplaçant "il y a eu en fait une diminution" par "l'autorité examine uniquement une diminution". ¹⁰⁶ Elle fait valoir que la modification est appropriée pour rendre compte de son argument avec plus d'exactitude. ¹⁰⁷ Elle soutient que sa position en ce qui concerne la première phrase de l'article 3.2 de l'Accord antidumping et l'article 15.2 de l'Accord SMC n'est "pas qu'il doit y avoir une augmentation mais que l'autorité doit examiner (ou prendre en compte) une augmentation, ce qu'elle ne peut pas faire si elle examine uniquement des importations qui diminuent". ¹⁰⁸

2.103. Les États-Unis s'opposent à la demande de l'Union européenne. Ils font valoir que la modification est inappropriée parce que le Groupe spécial ne fait pas que reprendre l'argument de l'Union européenne, et qu'il "ressort clairement de la déclaration qu'il s'agit de son propre point de vue quant au prolongement logique des arguments [de l'Union européenne]". ¹⁰⁹

2.104. Nous avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne. Comme l'ont fait observer les États-Unis, la phrase pertinente est formulée d'une manière qui rend compte de la perception par le présent groupe spécial des implications logiques de l'argument de l'Union européenne selon lequel "l'USITC n'a pas examiné d'augmentation du volume parce qu'elle a uniquement examiné une diminution". ¹¹⁰ Nous ne voyons donc aucune raison convaincante de procéder à la modification demandée.

2.34 Paragraphes 7.229 à 7.301

2.105. Les États-Unis demandent qu'aux paragraphes 7.299 et 7.230 et 7.231, l'interprétation donnée par le Groupe spécial des articles 3.2 et 15.2 précise que le respect de la prescription imposant d'examiner s'il y a eu augmentation notable du volume n'est pas affecté par la question de savoir si les importations, en fait, "[ont] augmenté, diminué, ~~ou~~ [sont] resté[es] stable[s] ou ont

¹⁰⁴ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 38 (faisant référence, dans les passages pertinents, au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphe 7.234).

¹⁰⁵ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 38.

¹⁰⁶ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 39.

¹⁰⁷ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 39.

¹⁰⁸ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 39.

¹⁰⁹ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 44.

¹¹⁰ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 148. (mise en relief dans l'original)

fluctué".¹¹¹ Les États-Unis font valoir que la modification proposée prévoit la possibilité que le volume fluctue pendant la période couverte par l'enquête.¹¹²

2.106. L'Union européenne ne formule pas d'observation sur la demande des États-Unis.

2.107. Nous avons décidé de rejeter la demande des États-Unis. La question de savoir si le volume a fluctué n'était pas en cause dans la présente procédure. De plus, indépendamment de la question de savoir si le volume fluctue au cours de la période couverte par l'enquête, le volume global doit augmenter, diminuer ou rester stable. Le libellé existant n'exclut donc pas les circonstances dans lesquelles le volume a fluctué mais a globalement augmenté, diminué ou est resté stable pendant la période couverte par l'enquête. Nous ne voyons donc aucune raison convaincante de procéder à la modification demandée.

2.35 Paragraphe 7.232

2.108. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de modifier la sixième phrase du paragraphe 7.232 en ajoutant que l'USITC a également "constaté que le volume des olives mûres visées était notable par rapport à la production nationale".¹¹³ Ils demandent la modification proposée par souci de complétude.¹¹⁴

2.109. L'Union européenne ne formule pas d'observation sur la demande des États-Unis.

2.110. Nous avons décidé d'accepter la demande des États-Unis car elle rend compte avec exactitude des constatations de l'USITC.¹¹⁵

2.36 Paragraphe 7.233

2.111. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier la deuxième phrase du paragraphe 7.233 en précisant qu'elle fait valoir que l'USITC n'a pas examiné la branche de production dans son ensemble ni "de la même manière que le groupe de clients de détail, sans explication satisfaisante".¹¹⁶ Elle demande aussi certaines modifications de la note de bas de page 487 (note de bas de page 485 du rapport intérimaire). L'Union européenne n'a pas fourni d'explication concernant la modification qu'elle demandait.

2.112. Les États-Unis ne formulent pas d'observation sur la demande de l'Union européenne.

2.113. Nous avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne. Dans sa deuxième communication écrite, l'Union européenne affirme que l'"évaluation par l'USITC de la branche de production dans son ensemble n'est pas non plus effectuée "de la même manière"".¹¹⁷ Cet argument n'est pas développé ailleurs, et sa relation avec l'idée pertinente selon laquelle les segments du marché doivent être examinés de "la même manière" tirée de l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud* n'est pas expliquée.¹¹⁸ Rien ne prescrit que le rapport fasse explicitement référence à chaque formulation différente des arguments de l'Union européenne. Nous ne voyons donc aucune raison convaincante de procéder à la modification demandée.

2.37 Paragraphe 7.236

2.114. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de modifier la sixième phrase du paragraphe 7.236 en ajoutant que l'USITC a "constaté que le volume des importations visées était

¹¹¹ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 14 à 16.

¹¹² États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 14.

¹¹³ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 17.

¹¹⁴ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 17.

¹¹⁵ Détermination de l'existence d'un dommage (pièce EU-5), pages 18 et 19.

¹¹⁶ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 40.

¹¹⁷ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 137.

¹¹⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 204, 211 et 214.

notable par rapport à la production nationale".¹¹⁹ Ils demandent la modification proposée par souci de complétude.¹²⁰

2.115. L'Union européenne ne formule pas d'observation sur la demande des États-Unis.

2.116. Nous avons décidé d'accepter la demande des États-Unis car elle rend compte avec exactitude des constatations de l'USITC.¹²¹

2.38 Paragraphe 7.237

2.117. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier la troisième phrase du paragraphe 7.237 en incluant la déclaration suivante: elle fait un raisonnement selon lequel "le deuxième paragraphe relatif à l'ensemble de la branche de production ne contient pas d'examen d'une "augmentation" du volume au sens de l'article 15.2".¹²² Elle propose aussi certaines modifications de la note de bas de page 503 (note de bas de page 501 du rapport intérimaire). L'Union européenne fait valoir que les modifications proposées décrivent ses arguments avec plus d'exactitude.¹²³ En particulier, elle soutient qu'il "ressort clairement des communications de l'[Union européenne] que celle-ci a qualifié le deuxième paragraphe concernant la diminution des importations espagnoles de simple description factuelle, mais pas d'"examen" pertinent au titre de l'article [sic] 3.2 et 15.2, étant donné que ces dispositions prescrivent l'examen d'une "augmentation", et non d'une "diminution"". ¹²⁴

2.118. Les États-Unis s'opposent à la modification proposée au motif qu'elle ne rend pas compte avec exactitude du libellé des communications de l'Union européenne.¹²⁵

2.119. Nous avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne. La modification qu'elle propose est tirée du paragraphe 525 de sa première communication écrite, qui n'est pas directement lié aux arguments issus du paragraphe 496 de sa première communication écrite examinés au paragraphe 7.237 du rapport. Nous ne voyons donc aucune raison convaincante de procéder à la modification demandée.

2.39 Paragraphe 7.238

2.120. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier la dernière phrase du paragraphe 7.238 en précisant que la conclusion de l'USITC fait référence aux effets sur le volume "au sens de l'article [sic] 3.2 et 15.2".¹²⁶ Elle demande aussi certaines modifications de la note de bas de page 506 (note de bas de page 504 du rapport intérimaire). L'Union européenne fait valoir que la modification est nécessaire pour clarifier sa position selon laquelle "l'examen d'une diminution des importations ne peut pas constituer un examen du volume au sens de l'article [sic] 3.2 et 15.2".¹²⁷

2.121. Les États-Unis ne formulent pas d'observation sur la demande de l'Union européenne.

2.122. Nous avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne. Il ressort déjà clairement du contexte du paragraphe 7.238 que les conclusions de l'USITC concernant les effets sur le volume sont au titre des articles 3.2 et 15.2. Nous ne voyons donc aucune raison convaincante d'accepter la modification demandée.

¹¹⁹ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 18.

¹²⁰ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 18.

¹²¹ Détermination de l'existence d'un dommage (pièce EU-5), page 18.

¹²² Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 41.

¹²³ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 41.

¹²⁴ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 41.

¹²⁵ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 45.

¹²⁶ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 42.

¹²⁷ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 42.

2.40 Paragraphe 7.240

2.123. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de modifier la deuxième phrase du paragraphe 7.240.¹²⁸ Premièrement, ils demandent au Groupe spécial de remplacer "analyse" par "examen". Deuxièmement, ils demandent au Groupe spécial de remplacer "pris en considération" par "traité". Les États-Unis demandent cette modification afin de "mieux rendre compte du fait que l'USITC a pris en considération de manière égale les tendances de chaque secteur".¹²⁹

2.124. L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter les modifications demandées par les États-Unis. Elle fait valoir que la modification devrait être rejetée parce que "la phrase en question a trait à la position de l'[Union européenne] et du Groupe spécial selon laquelle il n'y a pas eu de telle prise en considération égale alors que la modification proposée concernerait la position (contraire) des États-Unis", qui n'est pas en cause".¹³⁰

2.125. Nous avons décidé de rejeter la demande des États-Unis. Nous n'estimons pas approprié d'employer un autre libellé indiquant que l'USITC a pris en considération de manière égale les tendances de chaque secteur lors de l'examen du volume, car le rapport constate que l'USITC n'a pas pris en considération de manière égale les tendances de chaque secteur.¹³¹ Nous ne voyons donc aucune raison convaincante de procéder à la modification demandée.

2.41 Paragraphe 7.242

2.126. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier l'avant-dernière phrase du paragraphe 7.242 en précisant que son argument concerne l'examen par une autorité d'une "augmentation des importations visées" et "dans une situation où l'autorité considère que les importations visées diminuent au niveau de la branche de production".¹³² L'Union européenne soutient que la modification proposée est nécessaire pour rendre compte de ses arguments avec plus d'exactitude.¹³³

2.127. Les États-Unis ne formulent pas d'observation sur la demande de l'Union européenne.

2.128. Nous avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne. L'avant-dernière phrase du paragraphe 7.242 rend directement compte du libellé du paragraphe 137 de la réponse de l'Union européenne du 8 septembre 2020 aux questions du Groupe spécial. Nous ne voyons donc aucune raison convaincante de procéder à la modification demandée.

2.42 Paragraphe 7.244

2.129. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier la première phrase du paragraphe 7.244 en y ajoutant, à la fin de la qualification de l'argument de l'Union européenne par le Groupe spécial selon laquelle l'USITC n'a pas examiné les groupes de clients constitués des distributeurs et des transformateurs institutionnels ou de produits alimentaires dans la mesure nécessaire pour un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs, les mots "bien que ces groupes représentent la majorité des importations espagnoles".¹³⁴ L'Union européenne demande également au Groupe spécial d'inclure une référence à un argument additionnel qu'elle a formulé, à savoir que "[l']Union européenne soutient également que l'USITC ne pouvait pas omettre ces deux groupes de clients de son examen car ils représentaient la grande majorité (environ 80%) des importations espagnoles".

2.130. L'Union européenne soutient que la modification proposée rendrait compte de ses arguments avec plus d'exactitude.¹³⁵ Elle fait valoir que cela est nécessaire parce que le "fait qu'environ 80% des importations espagnoles ont eu lieu dans les groupes de clients distributeurs et institutionnels

¹²⁸ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 19.

¹²⁹ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 19.

¹³⁰ Union européenne, observations sur la demande de réexamen intérimaire des États-Unis, paragraphe 4. (mise en relief dans l'original)

¹³¹ Voir le paragraphe 7.240 du rapport.

¹³² Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 43. (mise en relief omise)

¹³³ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 43.

¹³⁴ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 44.

¹³⁵ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 44.

est d'une pertinence fondamentale en l'espèce étant donné qu'une analyse du dommage et du lien de causalité porte sur l'effet et l'incidence de toutes les importations visées sur la branche de production nationale et un dommage au niveau de la branche de production ne peut pas être causé sur la base de seulement 20% des importations espagnoles, même si ces 20% ont lieu dans le "secteur le plus important" pour la branche de production nationale".¹³⁶

2.131. Les États-Unis ne s'opposent pas à la demande de l'Union européenne, mais demandent une autre modification de la phrase additionnelle proposée.¹³⁷

2.132. Nous avons décidé d'accepter une version modifiée de la demande de l'Union européenne afin de préciser que les ventes aux groupes de clients distributeurs et institutionnels représentaient une majorité des importations espagnoles. Nous modifions donc la première phrase du paragraphe 7.244 comme suit:

L'Union européenne soutient que l'USITC n'a pas examiné les groupes de clients constitués des distributeurs et des transformateurs institutionnels ou de produits alimentaires dans la mesure nécessaire pour constituer un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs, bien que ces groupes représentent environ 80% des importations espagnoles.

2.43 Paragraphe 7.249

2.133. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier la deuxième phrase du paragraphe 7.249 en incluant la déclaration selon laquelle elle considère que l'analyse de la sous-cotation des prix effectuée par l'USITC est une "deuxième analyse du volume" "parce que l'USITC a examiné une perte de parts de marché dans le secteur de la vente au détail résultant de la sous-cotation des prix".¹³⁸ Elle propose en outre certaines modifications de la note de bas de page 539 (note de bas de page 537 du rapport intérimaire). L'Union européenne fait valoir que la modification devrait être faite pour préciser pourquoi elle considère que l'examen de la sous-cotation des prix effectué par l'USITC devrait être dûment considéré comme une deuxième analyse du volume.¹³⁹

2.134. Les États-Unis ne formulent pas d'observation sur la demande de l'Union européenne.

2.135. Nous avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne. L'argument de celle-ci selon lequel l'analyse des effets sur les prix effectuée par l'USITC devrait être considérée comme une deuxième analyse du volume est décrit de manière plus complète au paragraphe 7.252. Le paragraphe 7.249 est un paragraphe introductif indiquant quels arguments seront examinés dans la section 7.4.5 du rapport. Nous ne voyons aucune raison convaincante de donner plus de détails sur les arguments de l'Union européenne dans ce paragraphe introductif.

2.44 Paragraphe 7.252

2.136. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.252 en incluant entre parenthèses à la fin de la phrase l'observation selon laquelle "les prix intérieurs ont augmenté pendant la période considérée".¹⁴⁰ Elle demande aussi que des références additionnelles soient ajoutées à la note de bas de page 544 (note de bas de page 542 du rapport intérimaire), spécifiquement au paragraphe 528 de sa première communication écrite et au paragraphe 154 de sa deuxième communication écrite. L'Union européenne fait valoir que la modification proposée de la deuxième phrase du paragraphe 7.252 est "importante pour mieux comprendre la position de l'[Union européenne] selon laquelle il ne peut pas y avoir d'effet (négatif) sur les prix intérieurs du fait des importations espagnoles parce que les prix intérieurs ont en fait augmenté pendant la période couverte par l'enquête".¹⁴¹

¹³⁶ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 44. (mise en relief dans l'original)

¹³⁷ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 46.

¹³⁸ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 45.

¹³⁹ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 45.

¹⁴⁰ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 46.

¹⁴¹ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 46.

2.137. Les États-Unis ne formulent pas d'observation sur la demande de l'Union européenne.

2.138. Nous avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne visant à modifier la deuxième phrase du paragraphe 7.252. Nous ne considérons pas que la modification proposée soit pertinente pour les questions examinées dans la section 7.4.5.1. Nous avons toutefois décidé d'accepter les modifications de la note de bas de page 544 (note de bas de page 542 du rapport intérimaire) proposées par l'Union européenne, étant donné que les références additionnelles complètent la référence existante au paragraphe 541 de sa première communication écrite.

2.45 Paragraphe 7.257

2.139. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de modifier la première phrase du paragraphe 7.257, en étendant la citation de l'article 3.2 et de l'article 15.2 de manière à inclure "par rapport au prix du produit similaire du Membre importateur".¹⁴² Ils demandent la modification proposée par souci de complétude.¹⁴³

2.140. L'Union européenne ne formule pas d'observation sur la demande des États-Unis.

2.141. Nous avons décidé de rejeter la demande des États-Unis. Le but de la phrase que les États-Unis ont proposé de modifier n'est pas de décrire l'obligation de fond énoncée aux articles 3.2 et 15.2, mais plutôt de décrire le lien textuel entre les articles 3.1 et 15.1 et les articles 3.2 et 15.2. La modification proposée ne clarifierait pas le sens de la phrase, et nous ne voyons donc aucune raison convaincante d'accepter la demande.

2.46 Paragraphe 7.276

2.142. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier la première phrase du paragraphe 7.276 en remplaçant "effets sur les prix" par effets "sous forme de volume (perte de parts de marché)".¹⁴⁴ Elle demande cette modification "pour rendre compte de la position constante de l'[Union européenne] selon laquelle l'USITC a examiné le volume et non un effet sur les prix dans le contexte de la sous-cotation des prix".¹⁴⁵

2.143. Les États-Unis s'opposent à la demande de l'Union européenne. Ils affirment qu'il n'est pas nécessaire de clarifier l'argument de celle-ci, étant donné que le libellé actuel reflète exactement celui du paragraphe 540 de la première communication écrite de l'Union européenne, auquel il est fait référence dans la première phrase du paragraphe 7.276.¹⁴⁶

2.144. Nous avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne. Dans la section 7.4.5.1, l'argument de celle-ci selon lequel l'analyse des effets sur les prix effectuée par l'USITC devrait être considérée comme une deuxième analyse du volume a été examiné et rejeté. La section 7.4.5.2 (dont le paragraphe 7.276 fait partie) précise dans son paragraphe introductif (le paragraphe 7.263) que les arguments de fond de l'Union européenne seront examinés en partant du principe que le Groupe spécial a rejeté l'idée que l'analyse des effets sur les prix devrait être considérée comme une deuxième analyse du volume. Nous ne voyons aucune raison convaincante de faire une nouvelle fois référence à l'argument de l'Union européenne selon lequel l'analyse des effets sur les prix effectuée par l'USITC devrait être considérée comme une deuxième analyse du volume au paragraphe 7.276.

2.47 Paragraphe 7.287

2.145. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier la quatrième phrase du paragraphe 7.287.¹⁴⁷ Premièrement, elle demande au Groupe spécial de remplacer "l'hypothèse ... selon laquelle seules les constatations concernant" par "l'affirmation ... selon laquelle en l'absence d'". Deuxièmement, elle demande au Groupe spécial de remplacer "peuvent être pertinentes pour

¹⁴² États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 20.

¹⁴³ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 20.

¹⁴⁴ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 47.

¹⁴⁵ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 47.

¹⁴⁶ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 47.

¹⁴⁷ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 48.

une analyse de l'incidence" par "il ne pouvait pas y avoir d'incidence". Elle demande cette modification pour rendre compte de sa position avec plus d'exactitude.¹⁴⁸ En particulier, l'Union européenne soutient qu'elle "ne considère pas que l'absence de volume et d'effets sur les prix pour l'ensemble de la branche de production exclura toujours une incidence, mais l'argument de l'[Union européenne] est spécifiquement formulé dans les circonstances des enquêtes sur les olives mûres".¹⁴⁹

2.146. Les États-Unis ne formulent pas d'observation sur la demande de l'Union européenne.

2.147. Nous avons décidé d'accepter la demande de l'Union européenne visant à accroître la précision de la quatrième phrase du paragraphe 7.287.

2.48 Paragraphe 7.291

2.148. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.291.¹⁵⁰ Premièrement, elle lui demande de remplacer la première phrase par "[n]ous examinons d'abord l'argument de l'Union européenne selon lequel, bien que l'USITC ait examiné des facteurs économiques pour la branche de production dans son ensemble, elle a aussi examiné, en plus, certains facteurs économiques uniquement pour le secteur de la vente au détail qui étaient déterminants pour son analyse de l'incidence et, par conséquent, l'USITC n'a pas procédé à un examen objectif". Deuxièmement, l'Union européenne demande l'insertion de "dernier" avant "paragraphe" et le remplacement de "ont uniquement été examinés pour" par "se rapportaient au" dans la troisième phrase. Troisièmement, elle demande au Groupe spécial d'ajouter à la fin de la dernière phrase la déclaration "ni pourquoi elle n'a examiné aucun facteur pertinent pour les deux autres "segments"". Elle propose aussi certaines modifications de la note de bas de page 651 (note de bas de page 649 du rapport intérimaire). L'Union européenne fait valoir que les modifications proposées rendent compte de ses arguments avec plus d'exactitude.¹⁵¹

2.149. Les États-Unis s'opposent à la modification proposée. Ils affirment que le libellé actuel rend compte de la position de l'Union européenne avec exactitude.¹⁵²

2.150. Nous avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne. Le libellé actuel du paragraphe 7.291 rend compte avec exactitude des arguments formulés par l'Union européenne aux paragraphes 566 et 568 de sa première communication écrite. En outre, le fait que l'Union européenne reconnaît que l'USITC a également examiné des facteurs économiques au niveau de la branche de production dans son ensemble est déjà noté au paragraphe 7.292, qui indique que "[l']Union européenne reconnaît elle-même que, dans les paragraphes précédant l'examen de la perte de part de marché dans le secteur de la vente au détail effectué par l'USITC, celle-ci "a évalué des facteurs économiques pour la branche de production dans son ensemble"". Nous ne voyons donc aucune raison convaincante de donner plus de détails sur les arguments de l'Union européenne dans ce paragraphe introductif.

2.49 Paragraphe 7.292

2.151. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.292 en supprimant "uniquement" avant "examiné" et en insérant "certains" avant "facteurs économiques".¹⁵³ Elle fait valoir que ces modifications proposées "rendr[ai]ent compte [avec plus d'exactitude] du fait que l'[Union européenne] a reconnu que les États-Unis avaient examiné des facteurs économiques pour la branche de production dans son ensemble – et non "uniquement pour le secteur de la vente au détail"". ¹⁵⁴

¹⁴⁸ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 48.

¹⁴⁹ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 48.

¹⁵⁰ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 49.

¹⁵¹ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 49.

¹⁵² États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 48.

¹⁵³ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 50.

¹⁵⁴ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 50.

2.152. Les États-Unis ne s'opposent pas à l'ajout du mot "certains", mais s'opposent à la suppression de "uniquement".¹⁵⁵

2.153. Nous avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne pour les mêmes raisons que celles pour lesquelles nous avons rejeté sa demande concernant le paragraphe 7.291.

2.50 Paragraphe 7.300

2.154. L'Union européenne demande que le Groupe spécial introduise la phrase ci-après au début du paragraphe 7.300: "[l']Union européenne fait valoir que l'USITC ne pouvait pas constater l'existence d'un lien de causalité dans une situation où les importations espagnoles diminuaient au niveau de la branche de production, les prix intérieurs augmentaient et les importations non visées augmentaient massivement".¹⁵⁶ Elle demande que cette modification soit faite pour rendre compte avec plus d'exactitude de sa position concernant le lien de causalité.¹⁵⁷

2.155. Les États-Unis s'opposent à la demande de l'Union européenne. Ils affirment que l'ajout proposé n'est pas pertinent pour l'examen de l'analyse aux fins de la non-imputation effectuée par l'USITC dans cette section du rapport.¹⁵⁸

2.156. Nous avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne. Celle-ci demande que la qualification de ses arguments au paragraphe 7.300 comprenne une référence à la diminution des importations espagnoles au niveau de la branche de production, à l'augmentation des prix intérieurs et à l'augmentation des importations non visées. Nous n'estimons pas cela nécessaire étant donné que les variations du volume des importations espagnoles et des importations non visées sont traitées en détail dans la section 7.4.7.2 du rapport.

2.51 Paragraphe 7.302

2.157. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.302.¹⁵⁹ Premièrement, ils demandent au Groupe spécial d'insérer "aux États-Unis" après "consommation apparente d'olives mûres" dans la première phrase du paragraphe 7.302. Deuxièmement, ils demandent au Groupe spécial de reformuler la troisième phrase du paragraphe 7.302 de sorte qu'elle décrive leur argument comme étant "que les constatations de l'USITC étaient pleinement étayées par le fait que la diminution de la consommation apparente était modeste et ne pouvait pas expliquer l'importance des diminutions déclarées des indicateurs relatifs aux expéditions et aux résultats financiers de la branche de production". Les États-Unis font valoir que les modifications proposées rendent compte de leurs arguments avec plus d'exactitude.¹⁶⁰

2.158. L'Union européenne ne formule pas d'observation sur la demande des États-Unis.

2.159. Nous avons décidé d'accepter la demande des États-Unis visant à rendre compte avec plus d'exactitude du libellé des paragraphes 249 et 250 de leur première communication écrite.

2.52 Paragraphe 7.312

2.160. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de modifier la troisième phrase du paragraphe 7.312.¹⁶¹ Premièrement, ils demandent qu'"absence de pénétration" soit remplacé par "absence". Deuxièmement, ils demandent que les "importations non visées dans le secteur de la vente au détail" soient qualifiées d'"importations non visées en provenance du Maroc dans le secteur de la vente au détail". Troisièmement, les États-Unis demandent l'inclusion de "global" entre

¹⁵⁵ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 49.

¹⁵⁶ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 51.

¹⁵⁷ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 51.

¹⁵⁸ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 50.

¹⁵⁹ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 21.

¹⁶⁰ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 21. (mise en relief omise)

¹⁶¹ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 22.

"volume" et "comparativement faible". Ils font valoir que les modifications proposées rendent compte de leurs communications avec plus d'exactitude.¹⁶²

2.161. L'Union européenne ne formule pas d'observation sur la demande des États-Unis.

2.162. Nous avons décidé d'accepter la demande des États-Unis afin que le paragraphe 7.312 rende compte de leurs communications avec plus d'exactitude.

2.53 Paragraphe 7.314

2.163. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de modifier les troisième et quatrième phrases du paragraphe 7.314.¹⁶³ Premièrement, ils demandent que la troisième phrase soit modifiée de manière à être libellée comme suit: "[l]e tableau, tel qu'il a été rempli par l'UE, prétend en outre montrer que les importations marocaines ont augmenté de 100,28% (à partir d'une base nettement inférieure)". Deuxièmement, ils demandent que la quatrième phrase soit modifiée de manière à être libellée comme suit: "[l]es États-Unis, en revanche, confirment que les données réelles recueillies d'après les questionnaires des importateurs et figurant dans le dossier de l'enquête de l'USTIC [*sic*] montrent que, lorsqu'elles sont correctement déclarées, les importations marocaines ont augmenté de moins de 20% pendant la période couverte par l'enquête." Les États-Unis demandent les modifications proposées "par souci de complétude et pour tenir compte du fait qu'il s'agit de tableaux créés par l'[Union européenne] et non directement issus de la détermination de l'existence d'un dommage établie par l'USITC".¹⁶⁴

2.164. L'Union européenne ne formule pas d'observation sur la demande des États-Unis.

2.165. Nous avons décidé d'accepter en partie la demande des États-Unis concernant la quatrième phrase du paragraphe 7.314, pour rendre compte avec plus d'exactitude du libellé du paragraphe 20 des observations des États-Unis du 13 avril 2021, auquel cette phrase fait référence. La phrase modifiée se lit donc comme suit: "[l]es États-Unis, en revanche, affirment que les importations marocaines ont uniquement augmenté de moins de ~~d'environ~~ 20% pendant la période couverte par l'enquête". Nous avons toutefois décidé de rejeter les autres demandes des États-Unis au motif qu'elles ne sont pas nécessaires à l'analyse figurant au paragraphe 7.314.

2.54 Paragraphe 7.316

2.166. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.316.¹⁶⁵ Premièrement, elle demande que les "importations espagnoles" soient décrites comme étant "en baisse". Deuxièmement, elle demande que certains guillemets soient déplacés. Troisièmement, elle demande au Groupe spécial d'ajouter à la fin de la phrase "tandis que les importations espagnoles ont perdu des parts de marché au niveau de la branche de production".

2.167. L'Union européenne demande cette modification pour rendre compte de son argument avec plus d'exactitude. En particulier, elle soutient que les modifications illustreraient son argument selon lequel "l'USITC ne pouvait pas constater l'existence d'un lien de causalité par le biais de pertes de parts de marché au niveau de la branche de production en ayant explicitement constaté que les importations espagnoles n'avaient pas causé de pertes de parts de marché pour l'ensemble de la branche de production (les parts de marché espagnoles ont diminué) tandis qu'elle a explicitement constaté que les importations non visées avaient bien causé des pertes de parts de marché au niveau de la branche de production".¹⁶⁶

2.168. Les États-Unis s'opposent à la demande de l'Union européenne. En particulier, ils font observer qu'il n'est pas nécessaire de déplacer les guillemets car la citation existante rend compte avec exactitude des communications de l'Union européenne.¹⁶⁷

¹⁶² États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 22.

¹⁶³ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 23.

¹⁶⁴ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 23.

¹⁶⁵ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 57.

¹⁶⁶ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 57. (mise en relief omise)

¹⁶⁷ États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 54.

2.169. Nous avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne. Premièrement, le Groupe spécial a déjà établi au paragraphe 7.316 que le contexte de l'argument de l'Union européenne était que les importations espagnoles diminuaient et avaient perdu des parts de marché au niveau de la branche de production. De plus, comme le font observer les États-Unis, l'emplacement actuel des guillemets rend compte avec exactitude des communications de l'Union européenne.

2.55 Titre 7.4.7.2 et paragraphes 7.300 et 7.312 à 7.316

2.170. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier le titre 7.4.7.2 ainsi que les paragraphes 7.300, 7.312, 7.313, 7.315 et 7.316 de différentes manières, à savoir en supprimant la nuance indiquant que les importations non visées sont celles "en provenance du Maroc", en remplaçant "importations marocaines" par "importations non visées" et en introduisant la nuance selon laquelle les importations non visées sont "principalement" en provenance du Maroc.¹⁶⁸ Elle propose en outre l'ajout de "et les autres importations non visées ont augmenté de 13,96%" à l'avant-dernière phrase du paragraphe 7.314.¹⁶⁹ Elle demande aussi que "et les autres importations non visées de 6 169 à 7 030" soit inclus après "période couverte par l'enquête" au paragraphe 7.315.¹⁷⁰ L'Union européenne demande cette modification parce que "l'argument de l'[Union européenne] concerne les importations non visées de toutes provenances, et non seulement du Maroc".¹⁷¹

2.171. Les États-Unis s'opposent à la demande de l'Union européenne. Ils suggèrent plutôt que le paragraphe 7.300 soit modifié de manière à indiquer "notamment en provenance du Maroc".¹⁷²

2.172. Nous avons décidé de procéder à une modification autre que celle demandée par l'Union européenne pour préciser que les constatations du Groupe spécial ne sont pas affectées par la variation alléguée des importations non visées en provenance de sources autres que le Maroc. Nous avons donc inclus la note de bas de page ci-après à la fin du paragraphe 7.315:

Nous notons que l'Union européenne allègue aussi que les importations non visées en provenance de sources autres que le Maroc ont également augmenté pendant la période couverte par l'enquête, passant de 6 169 tonnes à 7 030 tonnes. (Union européenne, première communication écrite, paragraphe 633 (tableau 2: sources des importations pendant la période couverte par l'enquête (produit sec en tonnes courtes))). Nous ne considérons pas que cette augmentation relativement faible des importations non visées en provenance de sources autres que le Maroc pouvait établir que l'analyse de l'USITC aux fins de la non-imputation n'était pas fondée sur un examen objectif d'éléments de preuve positifs, que ce soit à elle seule ou conjointement avec l'augmentation des importations marocaines alléguée par l'Union européenne.

2.173. Nous avons en outre décidé d'adopter la modification du paragraphe 7.300 proposée par les États-Unis, car elle rend compte du libellé des propres communications de l'Union européenne.

2.56 Paragraphe 7.366

2.174. Les États-Unis demandent que le paragraphe 7.366 soit modifié de manière à éviter de faire une déclaration catégorique selon laquelle les olives "molino" ne peuvent pas être transformées en olives mûres, soutenant que le dossier de l'enquête n'étaye pas cette conclusion. Ils soutiennent également que leurs réponses du 25 février 2021 n'étaient pas la déclaration selon laquelle les olives "molino" ne sont pas transformées en olives mûres. En particulier, les États-Unis demandent la suppression du libellé de la sixième phrase indiquant que les olives "molino" ne sont pas transformées en olives mûres. Ils demandent en outre l'ajout, à la septième phrase, d'un libellé indiquant que les olives "molino" sont "normalement" transformées en huile d'olive industrielle impropre à la consommation car elles ne répondent pas à la norme de vente pour les olives mûres.

¹⁶⁸ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 51 à 57.

¹⁶⁹ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 55.

¹⁷⁰ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 56.

¹⁷¹ Union européenne, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 51.

¹⁷² États-Unis, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Union européenne, paragraphe 51.

Enfin, les États-Unis demandent au Groupe spécial de supprimer le libellé de la huitième phrase indiquant que les olives "molino" ne pouvaient pas être utilisées pour la production d'olives mûres.¹⁷³

2.175. L'Union européenne n'a pas formulé d'observations.

2.176. Nous avons supprimé le libellé de la sixième phrase du paragraphe 7.366 indiquant que les olives "molino" ne sont pas transformées en olives mûres. Toutefois, nous rejetons les demandes des États-Unis visant à spécifier que les olives "molino" sont "normalement" transformées en huile d'olive industrielle impropre à la consommation. Dans leur réponse du 25 février 2021 à la question n° 21 du Groupe spécial, les États-Unis font valoir que "les renseignements versés au dossier issus de la vérification concernant Guadalquivir n'indiquaient pas que ces olives "molino" crues achetées par Guadalquivir étaient transformées en un produit autre que des olives mûres".¹⁷⁴ Toutefois, cet argument contraste avec le libellé du rapport de vérification concernant Guadalquivir, dans lequel l'USDOC a indiqué que les ventes d'olives destinées au moulin (c'est-à-dire les olives "molino") "[étaient] des olives ne répondant pas à la norme de vente pour les olives mûres ou olives de table; ces olives [étaient] transformées en huile d'olive industrielle impropre à la consommation".¹⁷⁵ Nous avons en outre clarifié le libellé de la huitième phrase du paragraphe 7.366 de manière à indiquer que l'USDOC avait fait observer que les olives "molino" identifiées dans les factures d'Aceitunas Guadalquivir ne répondaient pas à la norme de vente pour les olives mûres et étaient transformées en huile d'olive industrielle impropre à la consommation.

2.57 Paragraphe 7.368

2.177. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.368 de manière à indiquer que l'USDOC n'a pas traité "de manière adéquate" l'affirmation d'Aceitunas Guadalquivir selon laquelle le volume "comparativement faible" des ventes déclarées d'olives mûres par rapport au volume déclaré des achats d'olives brutes démontrait que le volume déclaré d'olives brutes représentait un volume supérieur aux achats d'"olives brutes destinées à la maturation", au lieu d'indiquer simplement que l'USDOC n'a pas traité ce point. Ils soutiennent que cela rendrait compte du dossier administratif avec plus d'exactitude.¹⁷⁶

2.178. L'Union européenne n'a pas formulé d'observations.

2.179. Nous avons apporté la modification demandée pour rendre compte du fait que l'USDOC a pris acte de l'argument d'Aceitunas Guadalquivir concernant l'écart, bien que le Groupe spécial considère que l'USDOC n'a pas examiné de manière adéquate les raisons de l'existence de cet écart.

¹⁷³ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 24.

¹⁷⁴ États-Unis, réponse du 25 février 2021 à la question n° 21 du Groupe spécial, paragraphe 62.

¹⁷⁵ Rapport de vérification concernant Aceitunas Guadalquivir (pièce USA-22), page 7.

¹⁷⁶ États-Unis, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 25.

ANNEXE B

ARGUMENTS DES PARTIES

	Contenu	Page
Annexe B-1	Résumé analytique intégré des arguments de l'Union européenne	54
Annexe B-2	Résumé analytique intégré des arguments des États-Unis	68

ANNEXE B-1**RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS
DE L'UNION EUROPÉENNE****I. ALLÉGATIONS RELATIVES À LA SPÉCIFICITÉ**

1. L'UE formule cinq allégations concernant les constatations de l'USDOC selon lesquelles le régime de paiement unique (RPU) et le régime de paiement de base (RPB) sont des programmes de subventions spécifiques *de jure*.

2. Au moyen de la première allégation, l'UE conteste le fait que l'USDOC a déterminé que le RPU et le RPB étaient des programmes spécifiques *de jure* sans examiner les conditions requises pour avoir la possibilité de bénéficier de la subvention, mais en se concentrant exclusivement sur les règles permettant de déterminer le montant de la subvention. De fait, l'interprétation textuelle de l'article 2.1 a) de l'Accord SMC, la jurisprudence constante de l'OMC et même l'Énoncé des mesures administratives des États-Unis accompagnant la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay confirment qu'une limitation expresse à certaines entreprises de l'accès à un programme de subventions est imposée au moyen de critères/conditions qui définissent le groupe constitué de certaines entreprises qui ont accès ou sont admissibles à ce programme.

3. Les États-Unis ont formulé plusieurs arguments à l'encontre de l'allégation de l'UE.

4. Premièrement, les États-Unis ont fait valoir qu'ils avaient examiné les conditions d'admissibilité, mais en réalité ils se sont en fin de compte référés aux critères de calcul du montant de subvention devant être accordé à chaque entreprise admissible. Deuxièmement, ils ont créé une confusion conceptuelle entre l'accès à un programme de subventions (concept ayant trait à l'admissibilité) et la détermination du montant du soutien devant être accordé aux entreprises qui ont accès (c'est-à-dire qui sont admissibles) à ce programme. Ils ont ensuite expliqué qu'une limitation de l'accès pouvait être imposée au moyen des critères de calcul du montant de subvention. Troisièmement, ils ont reproché à l'UE d'adopter une conception de la spécificité *de jure* qui n'était pas fondée sur le texte conventionnel, mais ce sont eux qui donnent du texte de l'article 2.1 a) de l'Accord SMC une lecture qui inclut le terme "amount" (montant) alors que ce terme n'y figure pas. Quatrièmement, ils ont expliqué que leur interprétation de l'article 2.1 a) de l'Accord SMC était nécessaire pour ne pas créer d'échappatoire, mais il n'existe aucune échappatoire de ce type. Cinquièmement, ils ont fait valoir que l'USDOC avait constaté l'existence d'une limitation expresse visant un sous-élément des programmes de subventions (qui constituait un programme de subventions en lui-même), alors que ni les constatations de l'USDOC ni l'article 2.1 a) de l'Accord SMC ne font même mention d'un quelconque sous-élément.

5. La réalité est beaucoup plus simple que celle que les États-Unis décrivent. Les programmes relatifs au RPB (et le RPU) n'accordent pas de soutien aux oléiculteurs spécifiquement. Ces programmes sont conçus pour constituer l'élément central du système de soutien du revenu de base pour tous les agriculteurs de l'UE et, par conséquent, presque tous les agriculteurs y ont accès. Les critères d'admissibilité et de calcul du montant de subvention prévus par ces programmes sont les mêmes pour tous les agriculteurs de l'UE. Dans le cadre de ces programmes, ni l'admissibilité ni le montant de subvention ne sont liés d'une quelconque façon à ce qu'un agriculteur décide de produire, le cas échéant.

6. En conclusion, en formulant divers arguments subsidiaires pour tenter de justifier les constatations de l'USDOC (qui n'ont guère ou pas de rapport avec ce qui est expliqué dans les déterminations de l'USDOC), les États-Unis confirment l'allégation de l'UE selon laquelle les constatations de spécificité *de jure* de l'USDOC ne sont pas fondées sur un examen des limitations de l'accès ou des conditions d'admissibilité aux programmes en cause et sont donc contraires à l'article 2.1, 2.1 a) et 2.4 de l'Accord SMC.

7. Au moyen de la deuxième allégation concernant la spécificité *de jure*, l'UE montre que l'USDOC a considéré que le RPU et le RPB étaient des programmes de subventions couplés à la production d'olives et, par conséquent, spécifiques *de jure*. Toutefois, cette constatation est indéniablement contredite par les éléments de preuve positifs versés au dossier et par l'USDOC lui-même, qui a reconnu que le soutien accordé dans le cadre de ces programmes n'était pas lié au maintien de la

production d'olives ou de n'importe quelle autre culture. Par conséquent, les constatations de l'USDOC sont erronées et contradictoires puisque, en toute logique, soit la possibilité de bénéficier d'une subvention est subordonnée à la production d'une certaine culture soit elle ne l'est pas. Devant cette contradiction manifeste, les États-Unis ont nié avoir constaté que les programmes de subventions en cause étaient liés à la production d'olives ou même aux agriculteurs qui cultivaient des olives pendant la période couverte par l'enquête lorsque le RPB s'appliquait. Ils ont plutôt offert l'"autre approche explicative" voulant que l'USDOC ait constaté que les programmes relatifs au RPU et au RPB étaient spécifiques *de jure* à certaines entreprises qui avaient entrepris de produire des olives dans le cadre du programme relatif à une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses (OCM), peu importe ce qu'ils avaient pu produire par la suite dans le cadre du RPU ou pendant la période couverte par l'enquête lorsque les programmes relatifs au RPB s'appliquaient. Toutefois, l'USDOC a explicitement constaté que les programmes de subventions en cause étaient spécifiques *de jure* aux agriculteurs qui cultivaient des olives dans le cadre des programmes relatifs au RPU et au RPB, et il a repris cette constatation à de nombreux endroits dans ses déterminations.

8. En tout état de cause, cette autre approche explicative ne se trouve nulle part dans les déterminations de l'USDOC et constitue donc une justification *a posteriori*. Cette simple observation confirme que les constatations de spécificité *de jure* de l'USDOC ne sont pas fondées sur des éléments de preuve positifs et ne contiennent pas d'explications adéquates de la manière dont ces éléments de preuve étayaient ces constatations, parce que les États-Unis cherchent à justifier ces constatations au moyen d'une nouvelle argumentation.

9. De plus, si l'autre approche explicative était correcte, cela supposerait l'existence d'un nombre supplémentaire de contradictions manifestes et d'erreurs de droit. En particulier, cela signifierait que les États-Unis soumettaient à des droits compensateurs les produits d'un groupe d'entreprises (celles qui produisaient des olives pendant la période couverte par l'enquête lorsque le programme relatif au RPB s'appliquait), cependant qu'ils constataient que les subventions étaient spécifiques *de jure* à un autre groupe d'entreprises (celles qui produisaient des olives dans le cadre du programme OCM), c'est-à-dire plus de 10 ans avant l'entrée en vigueur du RPB ainsi que plus de 10 ans avant la période couverte par l'enquête. De même, l'USDOC a explicitement confirmé qu'il n'avait jamais mené d'enquête sur le point de savoir si et dans quelle mesure les olives mûres qui étaient exportées vers les États-Unis et soumises aux droits compensateurs étaient produites soit par des agriculteurs qui produisaient des olives depuis la mise en place du programme OCM soit par des agriculteurs qui avaient commencé cette production par la suite. En fait, les États-Unis soumettent à des droits compensateurs n'importe quelle olive mûre en provenance d'Espagne comme si tous les producteurs d'olives relevant du RPB avaient produit des olives pendant que le programme OCM était en place ou, du moins, avaient reçu un droit à paiement dont la valeur était en quelque sorte liée au montant du soutien reçu dans le cadre du programme OCM. Ils font valoir qu'ils ne disposaient pas d'éléments de preuve selon lesquels un oléiculteur relevant du RPB pouvait pendant la période couverte par l'enquête détenir un droit à paiement qui n'était pas lié au programme OCM. Toutefois, cet argument est manifestement incorrect parce qu'il s'agit d'une situation qui peut se produire dans le cadre de l'application normale de la législation régissant le programme OCM et les programmes relatifs au RPU et au RPB et sur laquelle l'USDOC a fondé ses constatations de spécificité. Ce dernier a même donné un exemple concret d'un oléiculteur qui, pendant la période couverte par l'enquête, détenait un droit à paiement qui ne découlait pas de l'assistance accordée dans le cadre du programme OCM.

10. En résumé, bien que les États-Unis nient qu'il a été constaté que la subvention en cause était couplée à la production d'olives et, de ce fait, spécifique, les explications données dans les déterminations de l'USDOC montrent que c'est effectivement ce qu'il a conclu à tort, violant ainsi l'article 2.4, 2.1 et 2.1 a) de l'Accord SMC.

11. Au moyen de la troisième allégation relative à la spécificité, l'UE explique qu'il est précisé dans la jurisprudence constante de l'OMC que, aux termes de l'Accord SMC, l'autorité chargée de l'enquête doit constater que le programme de subventions auquel elle compte imposer une mesure compensatoire est spécifique. Par conséquent, le raisonnement de l'autorité chargée de l'enquête devrait commencer par les conditions limitant l'accès à ce programme et non par les conditions d'un programme différent. Or, le point de départ de l'analyse de la spécificité de l'USDOC est le programme OCM et non la mesure dont il a été déterminé qu'elle constituait une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire, c'est-à-dire les programmes relatifs au RPB. Pour tenter de justifier cette constatation d'"ingénierie inverse", l'USDOC a interprété de manière artificielle une corrélation directe entre le montant du soutien accordé à un agriculteur qui cultivait des olives dans

le cadre du programme OCM et le montant du soutien accordé au même agriculteur dans le cadre des programmes relatifs au RPU et au RPB. Toutefois, la législation régissant ces programmes (c'est-à-dire celle qui figure dans le dossier de l'USDOC) montre que cette corrélation directe n'existe pas. En fait, la "corrélation directe" est le résultat d'un certain nombre d'erreurs d'appréciation de la législation pertinente de l'UE commises par l'USDOC. De plus, il se peut que les agriculteurs qui cultivaient des olives dans le cadre des programmes relatifs au RPB (et pendant la période couverte par l'enquête) ne l'aient jamais fait auparavant, de sorte que le soutien qu'ils recevaient parfois ne pouvait pas être lié d'une quelconque façon au programme OCM.

12. Devant ces erreurs et contradictions, les États-Unis ont une fois de plus offert l'autre approche explicative selon laquelle le RPU et le RPB étaient *de jure* spécifiques aux détenteurs des droits dont la valeur était dérivée du programme OCM. Toutefois, cette autre approche explicative confirme manifestement que l'USDOC a constaté que les programmes relatifs au RPB étaient spécifiques (et pouvaient par conséquent donner lieu à une mesure compensatoire) en examinant les conditions d'admissibilité au programme OCM, et non les conditions d'admissibilité aux programmes relatifs au RPB.

13. Il s'ensuit par conséquent que les États-Unis ont violé l'article 2.1 et 2.1 a) de l'Accord SMC en déterminant que les programmes relatifs au RPB étaient spécifiques *de jure* non pas en examinant ces programmes (et les conditions d'admissibilité correspondantes) mais en fondant d'abord leur analyse sur un programme de subventions qui avait cessé de s'appliquer 13 ans avant la période couverte par l'enquête, puis en établissant un lien entre ce programme disparu et le montant de l'aide accordée dans le cadre du RPB à compter de 2015.

14. Au moyen de sa quatrième allégation, l'UE montre qu'en constatant que les programmes relatifs au RPU et au RPB étaient spécifiques *de jure*, les États-Unis ont violé l'article 2.1, 2.1 b) et 2.4 de l'Accord SMC parce qu'ils n'ont pas examiné la question de la conformité des critères d'admissibilité et de calcul desdits programmes avec l'article 2.1 b) de cet accord. Elle montre par ailleurs que ces mêmes critères sont conformes aux prescriptions de l'article 2.1 b). En particulier, en ce qui concerne le calcul du montant du soutien, ni le RPU ni le RPB ne mentionnaient tout particulièrement le secteur des olives. Le montant du soutien devant être accordé aux agriculteurs qui cultivaient des olives dans le cadre des programmes relatifs au RPU et au RPB était calculé selon les mêmes critères que ceux qui s'appliquaient aux agriculteurs pratiquant n'importe quelle autre culture.

15. Les États-Unis ont fait valoir que les programmes relatifs au RPU et au RPB étaient fondés sur le programme OCM, qui favorisait explicitement les oléiculteurs, et comme les programmes relatifs au RPU et au RPB ont continué de calculer les subventions accordées aux oléiculteurs au moins en partie en fonction de ce qu'ils produisaient, le montant des subventions accordées n'était forcément pas fondé sur des critères ou conditions objectifs. De plus, bien que les États-Unis ne souscrivent pas à l'interprétation donnée par l'UE de l'article 2.1 b) de l'Accord SMC, ils ne nient pas qu'ils auraient dû examiner les programmes de subventions en cause au titre de cette disposition également. Par conséquent, dans la détermination sur renvoi, les États-Unis ont essayé de remédier au fait qu'ils n'avaient pas appliqué cette disposition et ont fait valoir que les oléiculteurs avaient continué de bénéficier d'un traitement favorable par rapport à d'autres sous-secteurs du secteur agricole.

16. Toutefois, l'UE a démontré que l'accès ou l'admissibilité au RPU ou au RPB n'était pas fondé sur l'aide accordée dans le cadre du programme OCM. Elle a aussi démontré que les États-Unis étaient partis du principe que les agriculteurs étaient légalement tenus de cultiver des olives et l'avaient fait à l'époque du programme OCM et dans le cadre du programme relatif au RPB, alors qu'il n'y avait pas de prescription juridique de ce type. Enfin, l'USDOC a confirmé explicitement qu'il n'avait jamais mené d'enquête sur le point de savoir si les oléiculteurs étaient favorisés par rapport à d'autres sous-secteurs du secteur agricole.

17. Au moyen de la cinquième allégation concernant les constatations de spécificité *de jure* de l'USDOC, l'UE montre que les explications données dans les déterminations de l'USDOC n'appuient pas raisonnablement ses constatations de spécificité *de jure*. Ces explications sont contradictoires et fondées sur de nombreuses erreurs d'appréciation de la législation pertinente. Certaines de ces erreurs ont été exposées dans l'examen des allégations précédentes de l'UE. Au lieu de démontrer qu'ils n'avaient pas commis d'erreur d'appréciation, les États-Unis ont essayé d'expliquer que ces erreurs n'étaient pas importantes. Pour ne citer que quelques-unes de ces contradictions et erreurs,

il convient de rappeler que le fondement même du raisonnement de l'USDOC concernant la spécificité *de jure* (c'est-à-dire que le programme OCM serait un programme de subventions spécifique *de jure*) est une constatation que l'USDOC a explicitement choisi de ne pas formuler. Ce raisonnement ne peut donc pas être admis. Deuxièmement, l'USDOC se contredit lui-même en faisant valoir que l'élément de spécificité inhérent au programme OCM a été incorporé dans le programme relatif au RPU puis dans le programme relatif au RPB, mais en constatant ensuite en même temps que ces deux programmes étaient complètement découplés de la production et accessibles aux agriculteurs en général. Troisièmement, l'USDOC a expliqué que le processus de convergence pouvait supprimer la spécificité *de jure*, mais il a catégoriquement rejeté la même idée quelques lignes plus loin. Quatrièmement, les États-Unis ont constaté que le RPU était mis en œuvre sur une base régionale et ils ont fait valoir qu'il aurait pu y avoir des régions qui produisaient seulement des olives. Toutefois, la simple réalité, c'est que le programme relatif au RPU n'a pas été mis en œuvre sur une base régionale, que l'USDOC ne s'est jamais renseigné sur les différentes cultures pratiquées dans chaque région agricole de l'Espagne ou sur le point de savoir s'il y avait déjà eu une région qui ne cultivait que des olives, et que, en tout état de cause, les agriculteurs espagnols relevant aussi bien du programme relatif au RPU que du programme relatif au RPB étaient légalement libres de cultiver ce qui leur plaisait dans n'importe quelle région.

18. L'UE soutient donc que les explications de l'USDOC ne permettent pas raisonnablement d'étayer ses constatations de spécificité *de jure* des programmes de subventions en cause. Ces constatations ne sont pas non plus fondées sur des éléments de preuve positifs. Par conséquent, les États-Unis ont manqué à leurs obligations au titre de l'article 2.1, 2.1 a) et b) et 2.4 de l'Accord SMC également pour ces raisons.

19. Il s'ensuit, en outre, qu'en déterminant que le RPB et le paiement vert étaient des subventions pouvant donner lieu à une mesure compensatoire et en les soumettant à la Partie V de l'Accord SMC, sans dûment démontrer qu'ils étaient spécifiques, les États-Unis ont également violé l'article 1.2 de cet accord.

II. ALLÉGATIONS RELATIVES À L'AVANTAGE TRANSMIS

1. Allégation tel qu'appliqué de l'UE

20. L'UE a démontré que, dans l'enquête sur les olives mûres espagnoles, l'USDOC n'avait pas fait d'analyse pour déterminer l'existence et l'importance de l'avantage transmis comme cela était exigé dans le droit de l'OMC. L'USDOC a simplement attribué aux transformateurs d'olives mûres visés par l'enquête aux États-Unis la totalité des montants de subvention accordés aux producteurs d'olives brutes. Il l'a fait en s'appuyant sur la présomption incompatible avec les règles de l'OMC figurant à l'article 771B que le montant *intégral* des subventions accordées aux producteurs d'un produit agricole brut "sera réputé avoir été accordé" au produit transformé i) si la demande du produit brut dépend substantiellement de celle du produit d'aval et ii) si l'opération de transformation n'ajoute qu'une valeur limitée. Au lieu de déterminer - compte tenu des circonstances spécifiques de la présente affaire - si et dans quelle mesure les transformateurs d'olives mûres étaient "mieux lotis" du fait des subventions accordées aux producteurs d'olives, l'USDOC a appliqué mécaniquement les deux conditions formalistes énoncées à l'article 771B - qui n'ont rien à voir avec un avantage - et a *présumé* sur cette base que le montant total de l'avantage avait été transmis aux transformateurs d'olives mûres. Il convient de noter que l'USDOC n'a même pas dûment appliqué les deux conditions énoncées à l'article 771B en l'espèce étant donné que la demande d'olives brutes dépend substantiellement - à plus de 90% - de celle de l'huile d'olive, et non de celle des olives mûres comme l'a allégué l'USDOC, et que la transformation industrielle des olives brutes ajoute bien plus que juste une "valeur limitée".

21. L'UE a démontré que le droit de l'OMC, notamment l'article VI:3 du GATT de 1994 et les articles 10, 19.1, 19.3, 19.4 et 32.1 de l'Accord SMC, exigeait une analyse de la transmission - une *détermination* par l'autorité de l'existence et de l'importance de l'avantage - dans les cas où, comme en l'espèce, l'autorité avait l'intention d'imputer à un bénéficiaire indirect l'avantage conféré à un producteur d'intrants et bénéficiaire direct de la subvention et où le produit utilisé comme intrant était acheté par le transformateur au cours de transactions effectuées dans des conditions de pleine concurrence. L'article 771B ne constitue pas ni ne remplace un critère de la transmission et, par conséquent, en appliquant cet article les États-Unis ont violé les dispositions susmentionnées.

22. Dans ses déterminations, l'USDOC a explicitement rejeté la nécessité de procéder à une analyse de la transmission au regard du droit de l'OMC "compte tenu de l'applicabilité de l'article 771B" en réponse aux arguments avancés à cet égard par les parties intéressées. Il a indiqué qu'"une analyse de la transmission qui serait effectuée dans le contexte d'une enquête sur les subventions en amont n'[était] pas pertinente pour le point de savoir si les sociétés interrogées [avaient] reçu un avantage". [pas de mise en relief dans l'original] Le contraire est vrai. Une analyse de l'avantage transmis dans l'enquête sur les olives mûres espagnoles aurait été très pertinente et, surtout, était aussi légalement exigée dans le droit de l'OMC. Le droit de l'OMC ne contient pas d'exception pour les produits agricoles pour lesquels l'obligation de procéder à une analyse de la transmission ne s'appliquerait pas dans le cas de subventions aux intrants. L'USDOC a rejeté l'obligation juridique prévue dans le droit de l'OMC de procéder à une analyse de la transmission en expliquant dans les déterminations que seule la législation des États-Unis avait un effet juridique direct pour son enquête, et "non les Accords de l'OMC ou les rapports de l'OMC". Cela démontre que l'USDOC a sciemment et délibérément fait abstraction des obligations contractées dans le cadre de l'OMC au moment d'appliquer l'article 771B.

23. L'USDOC n'a à aucun moment évalué si - et dans quelle mesure - les transformateurs d'olives mûres espagnoles étaient "mieux lotis" du fait des subventions accordées aux producteurs d'olives brutes, comme cela devrait être fait dans toute évaluation de l'avantage. Il n'a pas examiné de circonstances factuelles spécifiques comme le prix des olives brutes ou les conditions de concurrence du marché. En particulier, il n'a pas évalué si le prix des olives brutes achetées par les transformateurs était inférieur au prix du marché qui aurait été pratiqué sans les subventions aux intrants comme cela devrait être le cas pour une analyse de l'avantage dans ces circonstances factuelles. En fait, il a simplement examiné un rapport demande/"valeur ajoutée" entre deux produits. Cela n'a manifestement rien à voir avec un avantage au sens de l'article premier de l'Accord SMC. En limitant l'évaluation de l'USDOC à des conditions formalistes concernant deux aspects spécifiques d'un rapport entre deux produits, l'article 771B ne permettait pas de tenir compte des faits spécifiques de la cause et en particulier des éléments qui seraient importants pour une analyse de l'avantage comme le prix et les conditions de concurrence du marché. Enfin, l'USDOC n'a pas non plus évalué le montant exact de l'avantage dans l'enquête sur les olives mûres espagnoles car il a simplement présumé, sur la base de l'article 771B, que le montant intégral de l'avantage avait été transmis aux producteurs d'olives mûres. Il n'a pas déterminé avec précision le montant de l'avantage puisque l'article 771B ne permet tout simplement pas de faire cette évaluation. Cet article part, en toutes circonstances, du principe que le montant *intégral* de l'avantage est transmis au transformateur. Aucune mesure du montant de l'avantage n'est possible au titre de l'article 771B; par conséquent, l'USDOC n'a pas - et ne pouvait pas - "déterminer avec toute l'exactitude possible le montant du subventionnement", comme cela est exigé dans le droit de l'OMC.

24. Les États-Unis ont explicitement reconnu dans la présente procédure l'existence de l'obligation de déterminer l'avantage transmis. Ils ont également expressément reconnu qu'aucune règle spéciale ne s'appliquait à cet égard aux produits utilisés comme intrants agricoles bien que l'article 771B soit exactement cela, une règle spéciale pour les produits utilisés comme intrants agricoles. Ils n'ont présenté aucun argument concernant l'allégation tel qu'appliqué de transmission de l'UE sinon l'affirmation selon laquelle l'article 771B contiendrait une analyse spéciale de la transmission pour les produits utilisés comme intrants agricoles qui serait justifiée au regard des "flexibilités" ménagées par l'Accord SMC. Toutefois, l'article 771B ne contient pas de critère de la transmission comme l'UE l'a démontré (voir ci-après) et comme un groupe spécial du GATT établi il y a 30 ans l'a déjà indiqué dans l'affaire *États-Unis – Viande de porc canadienne*. L'application de l'article 771B par l'USDOC dans l'enquête sur les olives mûres espagnoles était donc incompatible avec les règles de l'OMC.

2. Allégation en tant que tel de l'UE

25. L'UE a démontré que l'article 771B contrevenait au droit de l'OMC en tant que tel, notamment l'article VI:3 du GATT de 1994 et les articles 10, 19:1, 19:3, 19:4 et 32.1 de l'Accord SMC.

26. L'UE a montré que l'article 771B s'appliquait aux situations dans lesquelles des transactions étaient effectuées dans des conditions de pleine concurrence entre le producteur d'intrants et le transformateur, qui sont celles pour lesquelles le droit de l'OMC exige une analyse de l'avantage transmis. Elle a aussi montré que l'article 771B était une disposition impérative qui obligeait l'USDOC à appliquer la présomption relative à la transmission intégrale de l'avantage lorsque les deux

conditions énoncées à l'article 771B étaient remplies. L'USDOC n'a aucun pouvoir discrétionnaire. Ces aspects de l'allégation de l'UE ne sont pas contestés par les États-Unis.

27. La seule question contestée dans le contexte de l'allégation en tant que tel de l'UE concerne le point de savoir si les deux conditions définies de façon très étroite à l'article 771B contiennent en quelque sorte une évaluation de l'avantage transmis spécifiquement pour les subventions aux intrants agricoles. L'UE a montré que le législateur des États-Unis avait adopté l'article 771B précisément pour ne pas que l'USDOC ait à effectuer cette évaluation de la transmission pour les subventions aux intrants agricoles. Par conséquent, toute la raison d'être de l'article 771B est de faire en sorte que l'USDOC n'effectue pas une évaluation de la transmission – que la législation des États-Unis impose pour tous les autres produits – et de remplacer cette évaluation par deux conditions étroites et formalistes qui sont fondées uniquement sur le rapport demande/valeur ajoutée entre deux produits. Cela n'a rien à voir avec une évaluation de l'avantage transmis.

28. Compte tenu de l'intention législative claire qui sous-tend l'article 771B (éviter une analyse de la transmission) et de l'évidente teneur incompatible avec les règles de l'OMC de l'article 771B (aucune évaluation du point de savoir si le bénéficiaire est "mieux loti", aucune analyse de l'avantage transmis, simple évaluation du rapport entre deux produits et présomption fondée sur ce rapport), les États-Unis ont utilisé une présentation délibérément erronée de l'allégation en tant que tel de l'UE comme principal moyen de défense. Ils ont fait valoir – sans la moindre base factuelle dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'UE, dans la première communication écrite de l'UE ou dans des communications ultérieures de l'UE – que l'UE alléguait que les dispositions pertinentes de l'Accord SMC prescrivaient une méthode de comparaison des prix spécifique pour les subventions aux intrants. L'UE n'a formulé cette allégation nulle part. Son allégation, qui apparaît clairement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et dans ses communications, est que les dispositions pertinentes exigent une "détermination" de l'existence et de l'importance de l'avantage transmis et que les deux conditions énoncées à l'article 771B ne sont pas adaptées à cette fin pour un certain nombre de raisons.

29. **Premièrement**, l'article 771B est fondé sur une présomption incompatible avec les règles de l'OMC. Les États-Unis reconnaissent expressément que l'existence d'un avantage doit être établie et *ne peut pas être présumée* par l'autorité. Toutefois, chaque fois que les deux conditions formalistes énoncées à l'article 771B sont remplies, l'USDOC considérera ("shall deem") – c'est-à-dire présumera – que le montant intégral de l'avantage a été transmis du producteur d'intrants au transformateur sans aucun examen des circonstances factuelle pertinentes. Cela constitue une présomption législative incompatible avec les règles de l'OMC de la transmission d'un avantage. Chaque fois que les deux conditions énoncées à l'article 771B sont remplies, les États-Unis agissent donc nécessairement en violation du droit de l'OMC en appliquant cette présomption. Les États-Unis n'ont présenté aucun argument valable à l'encontre de l'allégation de l'UE à cet égard.

30. **Deuxièmement**, l'article 771B ne permet pas à l'autorité chargée de l'enquête de déterminer le montant précis (ou l'importance) de l'avantage. L'article 771B contient une "règle du tout ou rien". Soit les deux conditions sont remplies, auquel cas l'USDOC doit présumer que le montant intégral de l'avantage a été transmis, soit les deux conditions ne sont pas remplies, auquel cas l'article 771B ne s'applique pas et aucun avantage n'est transmis au titre de cette disposition. L'article 771B ne permet donc pas de déterminer l'"importance" de l'avantage comme le prescrivent les dispositions pertinentes telles qu'elles ont été précisées par l'Organe d'appel. Chaque fois que les deux conditions énoncées à l'article 771B sont remplies, les États-Unis agissent nécessairement en contravention du droit de l'OMC en ne déterminant pas l'importance exacte de l'avantage transmis puisque l'USDOC présume toujours qu'il y a transmission intégrale. Les États-Unis n'ont présenté aucun argument valable à l'encontre de l'allégation de l'UE à cet égard.

31. **Troisièmement**, l'article 771B ne contient pas une analyse de la transmission qui permettrait de déterminer l'*existence* d'un avantage puisque les deux conditions ne sont pas adaptées à cette fin. En fait, l'article 771B n'a rien à voir avec l'avantage et n'est pas pertinent pour une analyse de la transmission pour de nombreuses raisons.

32. Premièrement, l'Organe d'appel a précisé que la détermination de l'existence d'un "avantage" au titre de l'article 1:1 b) de l'Accord SMC visait à établir si, avec la contribution financière, "le bénéficiaire n'[était] pas "mieux loti" qu'en l'absence de contribution". Il a également précisé que l'évaluation de l'avantage était "une évaluation qui [était] de caractère financier" et qui "comport[ait] une forme de comparaison" avec le marché. Les deux conditions énoncées à l'article 771B concernent i) la dépendance de la demande du produit brut par rapport à celle du produit transformé et ii) la question de savoir si la transformation ajoute une valeur limitée. De toute évidence, ces deux conditions n'ont rien à voir avec une évaluation du point de savoir si le bénéficiaire d'une

contribution financière est "mieux loti". Elles n'ont rien à voir avec "une évaluation qui est de caractère financier". Elles n'ont rien à voir avec une "comparaison avec le marché". En résumé, les deux conditions énoncées à l'article 771B sont tout à fait inappropriées pour déterminer l'existence d'un avantage au sens de l'article premier de l'Accord SMC.

33. Deuxièmement, les deux conditions énoncées à l'article 771B sont simplement deux conditions parmi tout un éventail de conditions du marché (par exemple, la situation concurrentielle sur le marché) qui seraient pertinentes, à supposer qu'elles le soient, pour évaluer la probabilité qu'un avantage soit transmis. Par conséquent, en elles-mêmes, ces deux conditions sont tout à fait inappropriées même pour évaluer une lointaine probabilité de transmission d'un avantage.

34. Troisièmement, les deux conditions énoncées à l'article 771B peuvent, au mieux, faciliter une évaluation de la probabilité qu'un avantage soit transmis. Une probabilité ne permet pas d'"établir", de "constater" ou de "déterminer" l'existence d'un avantage transmis comme le prescrivent les dispositions pertinentes.

35. Quatrièmement, le Groupe spécial du GATT *États-Unis – Viande de porc canadienne* a confirmé il y a déjà 30 ans que l'article 771B n'évaluait pas tous les faits qui étaient pertinents pour une analyse de la transmission, critère auquel même les États-Unis souscrivent.

36. Cinquièmement, l'article 771B fait totalement abstraction du prix du produit utilisé comme intrant agricole, qui constitue l'indicateur clé manifeste de l'avantage lorsqu'un produit utilisé comme intrant est vendu à un bénéficiaire indirect allégué et que le prix est le seul moyen de faire apparaître, ou non, la subvention en question.

37. Sixièmement, l'article 771B ne "calcule" pas l'avantage de la manière prescrite par l'article 14 de l'Accord SMC au moyen d'une comparaison avec le marché. L'article 771B porte uniquement sur le rapport factuel entre deux produits, puis présume l'existence d'un avantage. Il n'y a pas de comparaison avec quelque point de repère du marché que ce soit.

38. Septièmement, l'article 771B ne permet pas d'établir une comparaison entre le prix du produit subventionné utilisé comme intrant et un prix du marché, qui serait le moyen approprié de déterminer l'avantage transmis dans les situations visées à l'article 771B. La question des "comparaisons de prix" constitue l'un des (nombreux) arguments formulés par l'UE concernant les raisons pour lesquelles l'article 771B ne contient pas une analyse de la transmission. Il ne s'agit même pas d'un argument déterminant. Contrairement à ce que les États-Unis ont allégué à maintes reprises, l'UE n'a jamais formulé d'*allégation* selon laquelle les dispositions pertinentes prescriraient une méthode de comparaison des prix. Le fait que l'argument de l'UE concernant les comparaisons de prix est correct ressort même de la législation des États-Unis, qui prévoit – pour les situations autres que celles qui sont visées à l'article 771B – une méthode de "comparaison des prix" pour déterminer l'existence et l'importance de l'avantage transmis pour les subventions aux intrants. Par conséquent, une comparaison des prix constitue manifestement la façon "normale" de déterminer l'existence d'un avantage même en vertu de la législation des États-Unis pour les subventions aux intrants. Le fait qu'une méthode de comparaison des prix est appropriée pour déterminer l'avantage transmis découle de l'obligation non contestée qui est énoncée dans les Accords et qui impose de déterminer le montant précis de l'avantage transmis, conjuguée au sens non contesté du terme "avantage" à l'article premier de l'Accord SMC (qui exige une comparaison avec le marché) et aux circonstances factuelles spécifiques des subventions aux intrants. En tout état de cause, il suffit que l'UE ait établi que l'article 771B n'est pas une méthode appropriée; il n'est pas nécessaire qu'elle établisse aussi quelle méthode de transmission précise serait la bonne pour faire admettre son allégation.

39. Enfin, le seul argument avancé par les États-Unis était que l'article 771B constituait une analyse spéciale de la transmission compte tenu des circonstances spécifiques entourant, d'après les allégations, les produits de base utilisés comme intrants agricoles. Pour commencer, les États-Unis ont fait valoir que l'article 771B était nécessaire pour éviter que les agriculteurs étrangers contournent les droits imposés sur les produits agricoles bruts en exportant ceux-ci sous une forme transformée (par exemple, des framboises qui seraient exportées sous forme de framboises congelées). L'UE a montré que les agriculteurs ne pouvaient pas se muer en transformateurs industriels et qu'il n'y avait donc pas de risque de contournement. Compte tenu de la faiblesse de leur argument relatif au contournement, les États-Unis ont par la suite opté pour un autre raisonnement. Ils ont soutenu que tous les marchés d'intrants agricoles dans le monde étaient "parfaitement concurrentiels d'un point de vue systémique". En dehors de cette hypothèse sans nuance qui n'a pas de fondement factuel, l'UE a aussi montré que des marchés parfaitement concurrentiels n'existaient pas dans le monde réel. Des marchés parfaitement concurrentiels sont

un théorème économique hypothétique qui ne peut pas justifier l'article 771B. Les arguments avancés par les États-Unis pour défendre l'article 771B sont donc fondamentalement viciés et, par conséquent, chaque application de l'article 771B sera également viciée. Le fait est que les produits de base utilisés comme intrants agricoles n'ont rien de spécial. Ces produits doivent être traités comme n'importe quel autre produit utilisé comme intrant. Bien qu'il puisse y avoir des règles spéciales dans la législation des États-Unis pour les produits utilisés comme intrants agricoles, il n'y a certainement pas de règles spéciales pour les produits de base utilisés comme intrants agricoles dans le droit de l'OMC. C'est précisément l'une des raisons pour lesquelles l'article 771B est contraire au droit de l'OMC en tant que tel.

40. L'UE a donc établi que l'article 771B était *nécessairement* contraire au droit de l'OMC chaque fois qu'il était appliqué pour trois motifs distincts, c'est-à-dire même selon le critère juridique le plus strict possible. L'Organe d'appel a précisé que ce critère élevé n'était même pas requis. L'article 771B est donc *a fortiori* contraire au droit de l'OMC en tant que tel selon n'importe quel critère juridique moins strict.

III. ALLÉGATIONS RELATIVES AU DOMMAGE

41. Les déterminations de l'existence d'un dommage établies par l'USITC sont truffées de nombreuses incompatibilités avec les règles de l'OMC du début à la fin. Le vice fondamental de l'analyse du lien de causalité de l'USITC tient à ce que cette dernière a tenté de "constater" l'existence d'un lien de causalité dans une situation où le volume des olives mûres espagnoles avait diminué au niveau de la branche de production et où les prix intérieurs n'affichaient que des tendances positives (hausse des prix intérieurs). Il est évident qu'en l'absence à la fois d'effets sur le volume et d'effets sur les prix, les importations visées ne peuvent pas causer un dommage à la branche de production nationale. Cela est tout simplement impossible d'un point de vue juridique et économique. Afin de camoufler ce vice fondamental, l'USITC a eu recours à toutes sortes d'astuces et de raccourcis incompatibles avec les règles de l'OMC tout au long de son analyse du "dommage". Par exemple, elle a "segmenté" artificiellement le marché selon les circuits de distribution pour ensuite procéder à son analyse du dommage et du lien de causalité uniquement pour le circuit de vente au détail, qui représentait moins de 20% des importations espagnoles.

1. Effets sur le volume: article 15.1 et 15.2 de l'Accord SMC et article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping

42. "**Segmentation**" arbitraire du marché. L'UE a démontré que l'USITC n'avait aucune base factuelle ni aucune base d'éléments de preuve à l'appui de sa "segmentation" selon les circuits de distribution. La "segmentation" était contraire aux propres constatations de l'USITC, n'était expliquée nulle part et allait à l'encontre de la définition (non segmentée) de la branche de production nationale donnée à l'article 16.1 de l'Accord SMC/à l'article 4.1 de l'Accord antidumping. Non seulement le marché ne pouvait pas être "segmenté" par l'USITC selon les circuits de distribution aux fins de l'article 15 de l'Accord SMC/de l'article 3 de l'Accord antidumping, mais dans ces circonstances l'USITC pouvait uniquement examiner une augmentation du volume pour la branche de production *dans son ensemble* au titre de l'article 15. 2 de l'Accord SMC/de l'article 3.2 de l'Accord antidumping, ce qu'elle n'a pas fait parce que les importations espagnoles avaient diminué au niveau de la branche de production.

43. L'UE ne remet pas en question l'existence factuelle des trois circuits de distribution et ne l'a jamais fait. Sur le plan factuel, il existe différents circuits de distribution pour pratiquement chaque produit dans le monde. Toutefois, l'existence factuelle de différents circuits de distribution ne signifie pas qu'une branche de production peut automatiquement être segmentée par l'autorité de cette façon au titre de l'article 15 de l'Accord SMC/de l'article 3 de l'Accord antidumping. Cela dépendra des faits de la cause, en particulier de la question de savoir si et dans quelle mesure les conditions de concurrence diffèrent entre les segments allégués. Si les conditions de concurrence sont uniformes et homogènes dans toute la branche de production, comme dans l'enquête sur les olives mûres, l'autorité peut *uniquement* évaluer le dommage et le lien de causalité pour la branche de production dans son ensemble puisqu'il n'y a tout simplement pas de segments. Les nombreux exemples de segmentations antérieures d'une branche de production qui ont été présentés par l'UE et les États-Unis dans la présente procédure concernaient tous des segmentations pour lesquelles, de fait, les conditions de concurrence entre les produits importés et les produits nationaux différaient par segment (par exemple, parce qu'il n'y avait pas de concurrence avec les produits importés dans le segment captif du marché ou parce que certaines catégories de produits importés et de produits nationaux n'étaient pas en concurrence les uns avec les autres) et pour lesquelles l'autorité avait

expliqué la segmentation dans les déterminations et avait aussi spécifiquement expliqué la pertinence de la segmentation pour l'analyse du lien de causalité. Ce n'est pas le cas pour les olives mûres espagnoles.

44. L'USITC a défini un seul produit similaire: toutes les olives mûres. Elle a défini une seule branche de production nationale constituée des producteurs d'olives mûres. Les déterminations montrent que toutes les olives mûres sont "très substituables" et, par conséquent, chaque olive mûre importée est en concurrence avec chaque olive mûre nationale. Une olive mûre est une olive mûre. L'USITC n'avait donc rien à "segmenter"; les conditions de concurrence étaient uniformes dans toute la branche de production. La position de l'UE est confirmée par la jurisprudence selon laquelle "la branche de production nationale pour laquelle l'existence d'un dommage est examinée et déterminée doit être la branche de production nationale définie conformément à l'article 4.1"; l'USITC a défini la branche de production d'une manière non segmentée. La position de l'UE est également étayée par la jurisprudence de l'Organe d'appel qui souligne l'importance de la substituabilité pour une analyse du lien de causalité.

45. Enfin, l'USITC n'a fourni aucune explication – et encore moins une explication motivée et adéquate – de sa "segmentation" alléguée selon les circuits de distribution. Cela est d'autant plus frappant que cette prétendue "segmentation" constitue l'élément central de toute son analyse du lien de causalité. Et pourtant, la "segmentation" selon les circuits de distribution ne mérite même pas une phrase d'explication dans les déterminations.

46. Les États-Unis ont fait valoir que certains éléments montreraient les limitations de la substituabilité (par exemple, différentes prescriptions alléguées en matière de transformation et d'emballage par segment, l'existence d'acheteurs "uniques" par segment, etc.). L'UE a réfuté ces arguments. En tout état de cause, ces arguments sont réfutés aussi par les propres déterminations de l'USITC ainsi que par les nombreux éléments de preuve versés au dossier (par exemple, des déclarations faites par des clients et des requérants) qui montrent que toutes les olives mûres sont achetées de manière interchangeable par tous les circuits de distribution (substituabilité du côté de la demande) et que tous les producteurs fournissent tous les types d'olives mûres (substituabilité du côté de l'offre). La segmentation artificielle et arbitraire de l'USITC sans éléments de preuve positifs était donc *en soi incompatible* avec les règles de l'OMC.

47. **Fait de ne pas avoir examiné une augmentation du volume pour la branche de production dans son ensemble.** L'USITC a uniquement examiné une augmentation du volume des importations visées pour le circuit de vente au détail. Comme l'UE vient de l'expliquer, l'USITC pouvait uniquement examiner cette augmentation du volume pour la branche de production *dans son ensemble* étant donné les circonstances factuelles spécifiques de la présente affaire, notamment à la lumière des conditions de concurrence uniformes dans toute la branche de production (c'est-à-dire aucun segment) et de la définition non segmentée de la branche de production nationale. L'examen du seul circuit de vente au détail par l'USITC constituait donc en soi une violation de l'article 15.2 de l'Accord SMC/de l'article 3.2 de l'Accord antidumping.

48. Toutefois, même à supposer, de manière hypothétique, que l'USITC ait eu le droit, en principe, de procéder à une analyse segmentée du volume (*quod non*), son analyse segmentée est incompatible avec les règles de l'OMC. Les États-Unis ont expressément souscrit à la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud* selon laquelle une analyse segmentée au titre de l'article 15.2 de l'Accord SMC/de l'article 3.2 de l'Accord antidumping exigeait que tous les segments de la branche de production soient examinés *de la même manière*, à moins que l'autorité ne donne une explication satisfaisante. Cette décision est parfaitement logique parce qu'autrement l'autorité risque de négliger les tendances positives pour se concentrer uniquement sur les parties d'une branche de production qui obtiennent des résultats médiocres; c'est exactement ce qui s'est produit en l'espèce.

49. Les États-Unis ont explicitement reconnu dans leur première communication écrite qu'ils avaient effectué une analyse segmentée bien qu'ils aient par la suite tenté de revenir sur cette reconnaissance expresse. En tout état de cause, il ressort de manière tout à fait évidente des déterminations que l'analyse du volume faite par l'USITC est "segmentée" car elle porte uniquement sur le segment de la vente au détail et fait complètement abstraction des deux autres circuits, qui ne sont même pas mentionnés. La branche de production dans son ensemble n'est mentionnée qu'en passant dans une phrase dans laquelle il est indiqué que les importations visées *ont diminué*. Il ne s'agit pas d'une analyse segmentaire faite de la même manière de toutes les parties de la branche

de production, conformément au droit de l'OMC. L'USITC n'a donné aucune explication, et encore moins une explication satisfaisante, quant aux raisons pour lesquelles elle n'avait pas eu besoin d'examiner les autres parties de la branche de production. Les États-Unis tentent de présenter comme une explication certaines références faites par l'USITC dans les déterminations à la "taille importante" du circuit de vente au détail pour la branche de production nationale. Toutefois, ces références sont de simples déclarations factuelles qui n'expliquent absolument rien. Le Groupe spécial *Mexique – Sirop de maïs* a également constaté que la taille d'un segment pour la branche de production nationale n'était pas pertinente à cet égard. Les États-Unis ont tenté *a posteriori* d'expliquer que la "concurrence effective" ne s'était exercée que dans le circuit de vente au détail. Toutefois, non seulement cette explication est incorrecte d'un point de vue factuel (la concurrence s'est exercée dans les trois circuits), mais l'"explication" alléguée invoquée par les États-Unis a été explicitement rejetée par l'USITC dans ses déterminations.

50. Les tentatives des États-Unis pour assimiler à un "examen" une simple énumération de données concernant les deux autres circuits de distribution et la branche de production dans certains tableaux annexés malgré l'absence totale d'examen ou d'analyse de ces données sont également vouées à l'échec, comme de précédents rapports de groupes spéciaux l'ont déjà établi.

51. En outre, le fait que l'USITC a examiné le volume uniquement dans le circuit de vente au détail (qui représentait moins de 20% des importations visées) ne constituait pas une "base valable" pour établir l'existence d'un lien de causalité s'agissant de la branche de production nationale, et l'USITC n'a pas tenu compte des éléments de preuve manifestes selon lesquels aucune augmentation du volume ne s'était produite. Les deux aspects contreviennent à l'article 15.2 de l'Accord SMC/à l'article 3.2 de l'Accord antidumping comme l'a précisé l'Organe d'appel.

52. **Application induue des effets sur le volume à la branche de production dans son ensemble.** Sans disposer d'éléments de preuve positifs ni fournir de raisonnement ou d'explication, l'USITC a simplement appliqué son analyse du volume pour le circuit de vente au détail à la branche de production dans son ensemble, ce qui est contraire à l'article 15.2 de l'Accord SMC/à l'article 3.2 de l'Accord antidumping. Les États-Unis n'ont présenté aucun argument valable à cet égard.

53. **Fait de ne pas avoir examiné une augmentation du volume pour la branche de production.** L'USITC n'a pas examiné une augmentation des importations visées pour la branche de production. Le texte de l'article 15.2 de l'Accord SMC/de l'article 3.2 de l'Accord antidumping et la jurisprudence indiquent clairement qu'il existe seulement trois types d'augmentation du volume: une augmentation du volume en quantité absolue ou par rapport à la production ou à la consommation nationale, L'USITC a seulement examiné une diminution du volume des importations espagnoles comme les États-Unis le reconnaissent expressément dans leurs communications. Le seul argument des États-Unis est une référence à une note de bas de page du rapport du Groupe spécial *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, qui étaye pleinement la position de l'UE. Plus important encore, le même rapport de groupe spécial – invoqué par les États-Unis – confirme explicitement que l'examen d'une simple présence ou d'une diminution des importations visées n'équivaut pas à un examen du volume au titre de l'article 15.2 de l'Accord SMC/de l'article 3.2 de l'Accord antidumping. L'interprétation des États-Unis viderait également de son sens un examen d'une "augmentation" du volume.

2. Effets sur les "prix": article 15.1 et 15.2 de l'Accord SMC/article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping

54. **"Segmentation" arbitraire de la branche de production.** Voir plus haut le point 1 où l'UE explique pourquoi la "segmentation" de l'USITC était en soi incompatible avec les règles de l'OMC. Compte tenu des conditions de concurrence uniformes et de la définition non segmentée de la branche de production nationale, l'USITC pouvait *uniquement* examiner les effets au titre de l'article 15.2 de l'Accord SMC/de l'article 3.2 de l'Accord antidumping pour la branche de production dans son ensemble et non, comme elle l'a fait à nouveau dans le contexte des effets sur les "prix", se concentrer sur le circuit de vente au détail tout en faisant abstraction des autres parties de la branche de production.

55. **Fait de ne pas avoir examiné les effets pour la branche de production dans son ensemble.** Même à supposer, de manière hypothétique, que l'USITC ait pu procéder à une analyse segmentée dans les circonstances spécifiques de la présente affaire (*quod non*), son analyse

segmentaire axée uniquement sur le circuit de vente au détail est tout à fait incompatible avec les règles de l'OMC.

56. L'UE a démontré que l'USITC – assez bizarrement – avait effectué une (deuxième) analyse du volume sous la rubrique "effets sur les prix" étant donné qu'elle avait examiné une perte de volume dans le circuit de vente au détail qui résultait d'après les allégations d'une sous-cotation des prix. Les États-Unis continuent de faire référence à un examen des "effets sur les prix" de l'USITC, mais l'UE a montré que cette dernière n'avait nulle part effectué une analyse appropriée de la sous-cotation des prix. Pour commencer, l'USITC ne disposait même pas d'éléments de preuve positifs concernant des cas de sous-cotation des prix spécifiquement dans le circuit de vente au détail, ce qui était nécessaire puisqu'elle prétendait examiner les effets sur le volume dans le circuit de vente au détail résultant d'une sous-cotation des prix. De plus, les rares cas de sous-cotation des prix relevés par l'USITC ne constituent pas un examen de la sous-cotation des prix comme l'Organe d'appel l'a précisé. Plus important encore, l'USITC n'a examiné nulle part les effets sur les prix au sens de l'article 15.2 de l'Accord SMC/de l'article 3.2 de l'Accord antidumping, c'est-à-dire les effets négatifs sur les prix intérieurs. Elle a examiné uniquement les tendances positives des prix concernant les prix intérieurs parce que les prix intérieurs avaient augmenté et qu'il n'y avait pas de dépression des prix ni d'empêchement de hausses de prix. De même qu'un examen d'une diminution du volume ne constitue pas un examen d'une augmentation du volume, de même un examen des tendances positives des prix ne constitue pas un examen des effets sur les prix au titre de l'article 15.2 de l'Accord SMC/de l'article 3.2 de l'Accord antidumping étant donné que ces tendances positives des prix ne peuvent jamais servir de fondement à l'existence d'un lien de causalité au moyen des effets sur les prix. Se rendant peut-être compte de l'absence d'effets sur les prix, l'USITC a simplement interrompu son analyse des "effets sur les prix" à mi-chemin et ne s'est pas "souciée" davantage des effets négatifs sur les prix intérieurs, optant plutôt pour une (deuxième) analyse du volume. Il convient de noter que les États-Unis n'ont pas procédé à une analyse de la sous-cotation des prix même selon leur propre critère tel qu'il est exposé dans leurs communications (lequel exige une évaluation dynamique de l'évolution des prix à l'importation et des prix intérieurs – qui est tout à fait inexistante en l'espèce).

57. La *deuxième* analyse du volume faite par l'USITC est fondée sur la perte alléguée d'une part de marché dans le circuit de vente au détail. L'UE a démontré que l'USITC était tenue d'examiner *uniquement* le volume pour la branche de production dans son ensemble eu égard aux circonstances spécifiques de la présente affaire (branche de production non segmentée). L'examen du volume uniquement dans le circuit de vente au détail est donc en soi incompatible avec les règles de l'OMC. En tout état de cause, même à supposer qu'une analyse segmentaire soit en principe permise (*quod non*), le fait que l'USITC s'est concentrée exclusivement sur le circuit de vente au détail n'équivaut pas à une analyse segmentaire compatible avec l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud* que les États-Unis eux-mêmes acceptent en tant que critère juridique (même si cette acceptation n'est pas déterminante). Les États-Unis ont également explicitement reconnu que leur deuxième analyse du volume concernant la part de marché "se limitait au circuit de distribution relatif à la vente au détail". Par conséquent, l'USITC n'a pas examiné toutes les parties de la branche de production de la même manière; en fait, elle n'a tenu aucun compte des autres parties de la branche de production.

58. En outre, l'examen par l'USITC du volume dans le circuit de vente au détail ne constituait pas une "base valable" pour établir l'existence d'un lien de causalité concernant la branche de production nationale dans son ensemble et l'USITC a fait abstraction d'éléments de preuve manifestes selon lesquels il n'y avait pas d'augmentation du volume au niveau de la branche de production, ce qui va à l'encontre de la jurisprudence de l'Organe d'appel.

59. **Application incorrecte des effets sur les "prix" à la branche de production dans son ensemble.** Sans disposer d'éléments de preuve positifs ni fournir de raisonnement ou d'explication, l'USITC a simplement appliqué son analyse pour le circuit de vente au détail à la branche de production dans son ensemble, ce qui est contraire à l'article 15.2 de l'Accord SMC/à l'article 3.2 de l'Accord antidumping. Les États-Unis n'ont présenté aucun argument valable à cet égard

3. Analyse de l'incidence: article 15.1 et 15.4 de l'Accord SMC/article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping

60. **Demande de décision préliminaire des États-Unis.** L'UE a démontré que ses allégations au titre de l'article 15.4 de l'Accord SMC/de l'article 3.4 de l'Accord antidumping entraînent dans le cadre du mandat du Groupe spécial, entre autres en raison du lien très étroit entre les diverses

dispositions de l'article 15 de l'Accord SMC/de l'article 3 de l'Accord antidumping et de la référence expresse à l'"incidence" (à l'article 15.4 de l'Accord SMC/à l'article 3.4 de l'Accord antidumping) dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'UE. La demande de décision préliminaire des États-Unis doit donc être rejetée.

61. **Violations corollaires.** L'UE a démontré que les violations de l'article 15.2 de l'Accord SMC/de l'article 3.2 de l'Accord antidumping avaient entraîné une violation corollaire de l'article 15.4 de l'Accord SMC/de l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

62. **Fait de ne pas avoir examiné l'incidence pour la branche de production dans son ensemble.** L'UE a démontré que bien que l'USITC ait peut-être évalué des indicateurs économiques pour la branche de production dans son ensemble, elle avait aussi examiné certains indicateurs économiques uniquement pour le circuit de vente au détail (notamment les parts de marché, les stocks et les bénéfices). Tant les déterminations que les communications des États-Unis démontrent que ce sont en fait les indicateurs pour le circuit de vente au détail qui ont été déterminants pour le résultat de l'analyse de l'incidence. Les États-Unis eux-mêmes ont expressément reconnu que l'USITC "[avait] centré des aspects de son analyse [de l'incidence] sur le segment de détail". Toutefois, comme cela a été expliqué précédemment, une analyse segmentaire doit être effectuée pour toutes les parties de la branche de production de la même manière; or, l'USITC n'a tenu aucun compte, sans donner d'explication, de nombreux indicateurs du circuit de vente au détail et de tous les indicateurs pour les deux autres circuits. L'USITC a pris soin de ne sélectionner que les indicateurs du circuit de vente au détail qui étayeraient son analyse. Cela est clairement incompatible avec les règles de l'OMC.

63. L'USITC n'a pas non plus examiné la force explicative des importations visées pour la situation de la branche de production nationale qui fait référence à la branche de production dans son ensemble. Elle n'a examiné que le rapport entre les importations visées dans le circuit de vente au détail (qui représentaient moins de 20% des importations visées) et la situation de la branche de production en ce qui concerne le circuit de vente au détail. Une fois de plus, l'analyse de l'USITC n'est centrée que sur le circuit de vente au détail. L'USITC a ensuite simplement appliqué sa constatation concernant l'incidence pour le circuit de vente au détail à la branche de production dans son ensemble sans disposer d'éléments de preuve positifs ni fournir de raisonnement ou d'explication. Cette analyse segmentaire concernant un seul circuit ne comporte pas de force explicative pour la situation de la branche de production dans son ensemble et n'est pas effectuée de la même manière.

64. **Absence d'effet sur le volume au niveau de la branche de production.** Les déterminations montrent – et les États-Unis ont reconnu – que le volume des importations visées n'a pas augmenté au niveau de la branche de production. Au contraire, les importations visées ont diminué. Une diminution des importations visées ne peut pas logiquement avoir d'"incidence" au titre de l'article 15.4 de l'Accord SMC/de l'article 3.4 de l'Accord antidumping. Dans le même ordre d'idées, l'autorité ne peut pas faire abstraction d'éléments de preuve indiquant que les importations visées n'ont pas d'incidence sur la branche de production nationale. La diminution des importations visées est l'élément de preuve le plus manifeste qui montre que les importations visées n'ont pas d'incidence pour une analyse du lien de causalité fondée des effets sur le volume.

65. **Application incorrecte de l'analyse de l'incidence à la branche de production dans son ensemble.** Sans disposer d'éléments de preuve positifs ni fournir de raisonnement ou d'explication, l'USITC a simplement appliqué son analyse de l'incidence pour le circuit de vente au détail à la branche de production dans son ensemble, ce qui contrevient à l'article 15.4 de l'Accord SMC/à l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

4. Lien de causalité: article 15.1 et 15.5 de l'Accord SMC/article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping

66. **Violations corollaires.** L'UE a démontré que les violations par les États-Unis des articles 15.2 de l'Accord SMC/3.2 de l'Accord antidumping et 15.4 de l'Accord SMC/3.4 de l'Accord antidumping ont entraîné des violations corollaires des articles 15.5 de l'Accord SMC/3.5 de l'Accord antidumping.

67. L'UE a également expliqué que des importations espagnoles *en baisse* qui n'ont pas d'effet négatif sur les prix intérieurs ne peuvent pas causer de dommage.

68. **Fait de ne pas avoir évalué le lien de causalité pour la branche de production dans son ensemble.** Les déterminations montrent – et les États-Unis ont expressément reconnu – que l'analyse du lien de causalité était centrée sur le circuit de vente au détail et que, par conséquent, l'USITC n'a pas procédé à une évaluation segmentaire du lien de causalité compatible avec les règles de l'OMC pour toutes les parties de la branche de production nationale de la même manière.

69. **Fait de ne pas avoir dissocié et distingué d'autres facteurs.** L'UE a démontré que c'était la diminution de la consommation aux États-Unis et non la baisse des importations espagnoles qui avait causé un dommage. Elle a aussi démontré que c'était une augmentation massive d'importations non visées à bas prix et non une baisse des importations espagnoles qui avait causé un dommage. Les déterminations indiquent aussi expressément que des importations non visées "ont pris une part de marché de la branche de production nationale" alors qu'elles indiquent – et les États-Unis reconnaissent expressément – que les importations espagnoles n'ont pas pris une part de marché. Comme l'argumentation des États-Unis repose sur la perte d'une part de marché, leur analyse aux fins de la non-imputation est manifestement viciée. Une fois de plus, l'évaluation aux fins de la non-imputation faite par l'USITC se limite au circuit de vente au détail au lieu de porter sur la branche de production dans son ensemble.

IV. ALLÉGATIONS RELATIVES AU TAUX DE SUBVENTIONNEMENT DE GUADALQUIVIR

1. Contexte factuel

70. Le 4 août 2017, l'USDOC a envoyé aux trois sociétés tenues de répondre à un questionnaire sur les provenances de leurs olives brutes. Correctement interprété, ce questionnaire demandait aux trois sociétés de communiquer le volume de toutes les olives brutes qu'elles avaient achetées, et non pas seulement (comme les États-Unis le font valoir dans le présent différend) le volume des olives brutes transformées en la marchandise visée (olives mûres).

71. Cette interprétation du questionnaire du 4 août 2017 est confirmée par d'autres documents – en particulier un mémorandum de l'USDOC daté du 27 septembre 2017. Bien que les États-Unis fassent valoir que le mémorandum du 27 septembre 2017 était une deuxième demande de renseignements distincte, cette interprétation ne peut pas être conciliée avec les éléments de preuve versés au dossier de l'affaire.

72. Dans sa détermination finale du 11 juin 2018, l'USDOC a utilisé une méthode de calcul différente de celle qui était indiquée dans la détermination préliminaire. Cette nouvelle méthode faisait référence au volume des olives brutes transformées en olives mûres. Pour appliquer cette méthode, l'USDOC a utilisé les réponses données par Guadalquivir au questionnaire du 4 août 2017, dans lequel il était indiqué que l'USDOC demandait le volume des olives brutes qui étaient transformées en olives mûres. Comme la réponse de Guadalquivir n'était pas limitée de la sorte – compte tenu de son interprétation de ce questionnaire –, le taux de subventionnement calculé pour cette dernière était supérieur à ce qu'il aurait été si seul le volume des olives brutes transformées en olives mûres avait été utilisé dans le calcul.

2. Allégations de l'UE

- 1) Violation de l'article VI:3 du GATT de 1994 et des articles 10, 19.1, 19.3, 19.4 et 32.1 de l'Accord SMC

73. Les produits visés par l'enquête et la détermination de l'USDOC sont (uniquement) les olives mûres. La méthode adoptée par l'autorité chargée de l'enquête dans sa détermination finale reflète cette limitation à la marchandise visée spécifique.

74. Dans le cas de Guadalquivir, l'autorité chargée de l'enquête a utilisé l'achat global de toutes les olives brutes pour calculer le montant final du subventionnement de cette société interrogée, montant qui a ensuite été imputé au chiffre des ventes des olives mûres uniquement. Comme ces achats étaient plus importants que les seuls achats d'olives brutes transformées en olives mûres de Guadalquivir, cette approche de l'autorité chargée de l'enquête a abouti à une détermination des subventions censément reçues par la société qui est trop élevée et, par conséquent, à un droit compensateur qui est trop élevé également. Le montant de la subvention déterminé de cette manière

et, de ce fait, le droit compensateur sont donc tous deux excessifs et inappropriés, et incompatibles avec les disciplines susmentionnées du GATT de 1994 et de l'Accord SMC.

75. Les États-Unis font valoir que le questionnaire du 4 août 2017 devrait être interprété correctement comme ayant demandé le volume des seules olives brutes transformées en olives mûres. Cette interprétation ne peut pas être maintenue compte tenu du dossier des éléments de preuve présenté à l'USDOC et dont dispose maintenant le Groupe Spécial.

2) Violation de l'article 12.1 de l'Accord SMC

76. La procédure de l'USDOC était également incompatible avec l'article 12.1 de l'Accord SMC puisque Guadalquivir n'a jamais été dûment avisée des renseignements demandés (c'est-à-dire le volume des seules olives brutes qui sont transformées en olives mûres).

3) Violation de l'article 12.8 de l'Accord SMC

77. L'USDOC a clairement considéré que le volume des olives brutes transformées en olives mûres était un "renseignement essentiel" au sens de l'article 12.8 de l'Accord SMC. Il ressort toutefois du dossier que l'USDOC n'a pas informé Guadalquivir qu'il allait utiliser le volume des olives transformées en olives mûres dans sa détermination du montant du subventionnement avant d'établir sa détermination finale. L'argument des États-Unis selon lequel le programme de la visite de vérification constitue le renseignement concernant les "renseignements essentiels" au sens de l'article 12.8 de l'Accord SMC n'est pas convaincant.

4) Violation concernant le taux "résiduel global"

78. La détermination incorrecte du taux de subventionnement et du taux de droit compensateur de Guadalquivir aboutit à une détermination corollaire incorrecte du taux "résiduel global".

ANNEXE B-2**RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DES ÉTATS-UNIS****RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS****I. LA DÉTERMINATION DE SPÉCIFICITÉ *DE JURE* DE L'USDOC ÉTAIT COMPATIBLE AVEC L'ACCORD SMC**

1. L'examen de l'USDOC a révélé que, aux fins des subventions pouvant donner lieu à une mesure compensatoire, les critères régissant le droit de bénéficier des subventions accordées aux oléiculteurs au titre des programmes relatifs au RPB restaient liés à la production d'olives. Par conséquent, ces programmes ultérieurs étaient spécifiques "à une entreprise ou à une branche de production ou à un groupe d'entreprises ou de branches de production" au sens de l'article 2.1. En particulier, la constatation de l'USDOC montre que la possibilité de bénéficier d'avantages au titre des programmes relatifs au RPB, et du programme relatif au RPU qui les a précédés, était fondée sur les avantages obtenus dans le cadre de précédents programmes qui étaient spécifiques aux producteurs d'olives. Les allégations contraires de l'UE font peu de cas du lien explicite avec la production d'olives dans le cadre du programme relatif aux matières grasses et présentent de manière erronée l'examen de ce lien par l'USDOC.

A. L'USDOC a examiné les conditions régissant le droit de bénéficier d'une subvention établies par les programmes relatifs au RPB, conformément à l'article 2.1, 2.1 a) et 2.4 de l'Accord SCM

2. La constatation de l'USDOC concernant la spécificité *de jure* des programmes relatifs au RPB (et du précédent programme relatif au RPU) était fondée sur les conditions régissant le droit de bénéficier d'une subvention établies par le programme relatif aux matières grasses, qui étaient limitées aux oléiculteurs et avaient été incorporées dans les programmes relatifs au RPB de plein droit. L'élaboration par l'UE de programmes de subventions successifs dont les noms et les méthodes étaient différents n'a rien changé au fait que les subventions accordées dans le cadre du programme relatif aux matières grasses – et les critères à remplir pour avoir la possibilité de bénéficier de ces subventions – restaient au cœur des critères d'admissibilité au bénéfice de ces programmes successifs (c'est-à-dire le programme relatif au RPU et les programmes relatifs au RPB).

3. Au début de son analyse, l'USDOC a indiqué que la possibilité d'obtenir des subventions au titre des programmes relatifs au RPB dépendait, au moins en partie, de la possibilité d'obtenir des subventions au titre des deux programmes précédents (c'est-à-dire le programme relatif aux matières grasses et le programme relatif au RPU). La raison en est que, au lieu de remplacer le programme relatif aux matières grasses, l'UE a transposé les subventions accordées au titre de ce programme dans les versions ultérieures du régime de subventions de sa politique agricole commune (PAC). Par conséquent, pour évaluer les programmes relatifs au RPB, y compris les conditions régissant le droit de bénéficier des subventions, l'USDOC a analysé la façon dont le fonctionnement de ces programmes antérieurs restait lié à celui des programmes relatifs au RPB. Bien que le programme relatif aux matières grasses ait cessé de conférer des avantages aux oléiculteurs après 2003, comme il effectuait des paiements de subvention annuels aux seuls producteurs d'oléagineux (par exemple, les olives), les critères d'admissibilité au bénéfice des paiements conféraient un caractère spécifique *de jure* au programme. L'USDOC a noté que, lorsque l'Espagne avait mis en œuvre le programme relatif au RPU, l'aide accordée aux agriculteurs avait été convertie en "droits au paiement", qui sont des droits de recevoir des paiements liés à la surface et "découplés" de la production. Or, ce programme accordait des subventions aux bénéficiaires sur la base d'une "période de référence" pour les olives et l'huile d'olive – de 1999 à 2002 –, soit la période pendant laquelle le programme relatif aux matières grasses avait été en vigueur et avait offert aux oléiculteurs des subventions basées sur la production d'olives (c'est-à-dire sur une base spécifique *de jure*).

4. Pour établir sa détermination, l'USDOC a analysé les réponses de l'UE et de l'Espagne au questionnaire, la réglementation pertinente de l'UE et les décrets royaux qui mettaient en œuvre le programme d'aide en Espagne. Il a identifié la limitation expresse aux producteurs d'olives dans le programme relatif aux matières grasses et a expliqué comment cette limitation avait été transposée dans le programme relatif au RPU et les programmes relatifs au RPB. Il a analysé la mise en œuvre

des programmes relatifs au RPB en Espagne et a déterminé que, puisque les avantages conférés au titre de ces programmes dépendaient des programmes de subventions antérieurs qui étaient spécifiques *de jure* (c'est-à-dire le programme relatif aux matières grasses et le programme relatif au RPU), les programmes relatifs au RPB étaient également spécifiques *de jure*. Pour établir sa détermination, l'USDOC a analysé les réponses de l'UE et de l'Espagne au questionnaire, la réglementation pertinente de l'UE et les décrets royaux qui mettaient en œuvre les programmes d'aide en Espagne. Il a identifié la limitation expresse aux producteurs d'olives dans le programme relatif aux matières grasses et a expliqué comment cette limitation avait été transposée dans le programme relatif au RPU et les programmes relatifs au RPB. Il a ainsi mis en évidence le lien opérationnel entre le droit de bénéficier des subventions au titre du programme relatif aux matières grasses et les subventions offertes dans le cadre du programme relatif au RPU et des programmes relatifs au RPB lui ayant succédé.

5. L'argument de l'UE selon lequel l'USDOC n'a pas examiné les critères régissant le droit de bénéficier d'une subvention et s'est plutôt concentré sur la détermination du montant de subvention ne tient pas compte du fait que, en raison de la conception de ces programmes, la détermination des subventions offertes à certaines entreprises dans le cadre des programmes relatifs au RPB était subordonnée à des critères antérieurs relatifs à ce droit. L'UE ne conteste pas que la production d'olives faisait partie des critères d'admissibilité au bénéfice du programme relatif aux matières grasses. Dans sa détermination finale, l'USDOC a identifié les limitations du droit de bénéficier de subventions au titre de ce programme qui favorisaient la production d'olives en indiquant que "aussi bien l'huile d'olive que les olives de table étaient spécifiquement identifiées en tant que produits ayant le droit de recevoir une aide à la production au titre de ce programme, et [que] les paiements effectués pendant cette période étaient fondés sur le point de savoir si les olives étaient utilisées pour produire de l'huile d'olive ou des olives de table". Il a en outre expliqué comment l'incorporation de cet élément du programme relatif aux matières grasses dans le programme relatif au RPU et les programmes au RPB constituait un élément de preuve positif selon lequel ces programmes étaient également spécifiques *de jure*. Spécifiquement, dans le cadre du programme relatif au RPU, "le montant versé à chaque agriculteur était calculé en tant que pourcentage des paiements annuels moyens effectués antérieurement au cours d'une période de référence". Comme l'USDOC l'a observé, "[d]ans le cas des olives et de l'huile d'olive, cette période de référence allait de 1999 à 2002, soit la période d'application du programme relatif aux matières grasses".

6. L'UE fait également valoir que, en n'identifiant pas de limitations expresses du droit de bénéficier d'une subvention au titre du RPB, l'USDOC a fait abstraction des éléments de preuve versés au dossier concernant les conditions relatives à ce droit. La détermination finale de l'USDOC réfute cette qualification. À l'évidence, le programme relatif au RPU et les programmes relatifs au RPB ne reproduisent pas l'intégralité des lois et règlements en vertu desquels le programme relatif aux matières grasses était mis en œuvre. En fait, le programme relatif au RPU et les programmes relatifs au RPB incorporent la référence basée sur la production au titre de ce programme antérieur, qui a été utilisée pour déterminer le droit de recevoir un paiement de subvention. Pour le programme relatif au RPU, le montant versé à chaque agriculteur était fondé sur l'aide reçue pendant la période de référence lorsque le programme relatif aux matières grasses était en vigueur. Pour les programmes relatifs au RPB, la valeur du droit au paiement de chaque agriculteur est liée à l'aide reçue dans le cadre du programme relatif au RPU.

7. De plus, l'UE fait erreur dans la mesure où elle fait valoir qu'aux termes de l'article 2.1 a), une limitation expresse ne peut pas inclure une référence à un autre instrument juridique. L'interprétation de l'UE va à l'encontre du texte, qui n'impose aucune restriction de ce type aux autorités chargées de l'enquête et inventerait une échappatoire pour les programmes de subventions qui favorisent certaines entreprises sur la base de limitations expresses du droit de bénéficier d'une subvention figurant dans des programmes antérieurs ou distincts. En l'espèce, l'USDOC a indiqué que la référence basée sur la production au titre du programme relatif aux matières grasses pour déterminer l'admissibilité au bénéfice d'une aide au titre du programme relatif au RPU et des programmes relatifs au RPB constituait un élément de preuve positif selon lequel ces programmes étaient spécifiques *de jure*.

B. L'argument de l'UE selon lequel la détermination de spécificité *de jure* de l'USDOC était incompatible avec l'article 2.1, 2.1 a) et 2.4 de l'Accord SMC parce que le programme relatif au RPB est "découplé" est sans fondement

8. L'UE fait valoir que le programme relatif au RPU et les programmes relatifs au RPB ne peuvent pas conserver la spécificité *de jure* du programme relatif aux matières grasses parce que la production d'olives ne détermine pas le droit de recevoir des paiements de subvention au titre du programme relatif au RPU et des programmes relatifs au RPB. Comme il est démontré ci-après, les arguments de l'UE i) ne tiennent pas compte de l'analyse et de la détermination de spécificité *de jure* de l'USDOC et ii) contredisent les termes mêmes de l'article 2 de l'Accord SMC.

9. Premièrement, un élément des paiements de subvention au titre du programme relatif au RPU et des programmes relatifs au RPB, même pour les programmes relatifs au RPB nouveaux et censément "découplés", fait explicitement fond sur la production antérieure d'olives. De plus, les olives sont considérées comme étant une "culture permanente" dans le cadre des programmes relatifs au RPB. Par conséquent, une limitation fondée sur le traitement favorable des producteurs agricoles ayant une production antérieure d'olives oriente les avantages vers un groupe identifiable d'entreprises aux fins d'une constatation de spécificité *de jure* au titre de l'article 2.1. En outre, l'article 2.1 a) de l'Accord SMC prescrit que pour constater l'existence d'une spécificité *de jure*, l'autorité chargée de l'enquête doit constater que la législation pertinente ou l'autorité qui accorde la subvention limite expressément à certaines entreprises la possibilité de bénéficier de la subvention. Le programme relatif au RPU et les programmes relatifs au RPB limitent la possibilité de bénéficier d'une subvention sur la base de la production antérieure d'olives et, par conséquent, cette limitation restreint expressément cette possibilité à certaines entreprises sur la base de la production antérieure d'olives.

10. De plus, selon l'UE, la constatation de spécificité *de jure* de l'USDOC est forcément erronée parce que "le droit de bénéficier de ces paiements et le montant de ceux-ci" sont fondés sur une méthode "expressément admise par [l'Accord sur l'agriculture]". L'argument de l'UE est sans fondement parce qu'il va à l'encontre des textes de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord SMC d'au moins deux façons. Premièrement, comme l'USDOC l'a expliqué dans sa détermination finale, l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture ne se rapporte plus aux enquêtes en matière de droits compensateurs au titre de l'Accord SMC. La question de savoir si un programme de subventions peut être considéré comme étant un soutien du revenu "découplé" au titre de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture n'a pas d'incidence sur la question de savoir si, en vertu de l'Accord SMC, une subvention est réputée exister. Deuxièmement, l'UE ne cite aucun élément de l'Accord sur l'agriculture ou de l'Accord SMC à l'appui de l'affirmation selon laquelle, après l'expiration de la clause de paix, l'Annexe 2 est restée pertinente pour l'Accord SMC. En fait, elle affirme simplement que les programmes "découplés" permettent d'atteindre des objectifs de politique générale comme la "stabilité du revenu des agriculteurs et le maintien des structures sociales" tout en évitant les mesures d'incitation fondées sur la production. Par conséquent, les allégations de l'UE au titre des articles 2.1, 2.1 a) et 2.4 concernant le caractère "découplé" du programme relatif au RPB doivent être jugées sans fondement.

C. L'allégation de l'UE selon laquelle l'USDOC a enfreint l'article 2.1, 2.1 a) et 2.4 de l'Accord SMC parce qu'il a fondé son analyse sur les conditions régissant le droit de bénéficier d'une subvention établies par un programme de subventions antérieur est sans fondement

11. L'UE fait valoir que l'USDOC a enfreint l'article 2.1, 2.1 a) et 2.4 de l'Accord SMC en analysant censément le programme relatif aux matières grasses à l'exclusion des programmes de subventions effectivement en vigueur pendant la période couverte par l'enquête, à savoir les programmes relatifs au RPB. Comme il est expliqué ci-après, l'USDOC a longuement expliqué comment les conditions régissant le droit de bénéficier d'une subvention au titre du programme relatif aux matières grasses, et la spécificité *de jure* de ce programme sur la base de la production d'olives, avaient été transposées dans le programme relatif au RPU et les programmes relatifs au RPB.

12. Bien qu'il soit vrai que l'USDOC a pris en compte le lien exprès entre la possibilité de bénéficier des subventions au titre des programmes relatifs au RPB et cette possibilité au titre des programmes antérieurs, cette analyse a été étayé (et non remplacé) la détermination de spécificité *de jure* de l'USDOC concernant les programmes relatifs au RPB. L'USDOC n'a pas examiné les programmes relatifs au RPB isolément compte tenu de la "référence [dans les programmes] aux activités des

deux programmes antérieurs" (c'est-à-dire le programme relatif aux matières grasses et le programme relatif au RPU). Il a constaté que la spécificité inhérente aux programmes antérieurs (à savoir le programme relatif aux matières grasses) faisait partie des programmes relatifs au RPB et rendait ceux-ci spécifiques, en droit, en eux-mêmes. En fait, l'USDOC a fondé sa constatation de spécificité *de jure* concernant les programmes relatifs au RPB sur les critères d'admissibilité au bénéfice des programmes après avoir évalué la façon dont l'Espagne avait choisi d'administrer ces programmes.

13. L'UE affirme en outre que, du fait que les droits auraient pu être achetés, loués ou hérités, une simple corrélation entre ce qu'un agriculteur recevait au titre du programme relatif aux matières grasses et ce qu'il recevait au titre du programme relatif au RPU ne peut pas être considérée comme allant de soi. Toutefois, ces arguments ne compromettent pas la conclusion de l'USDOC selon laquelle le programme relatif au RPU était spécifique *de jure* compte tenu de la référence au programme antérieur relatif aux matières grasses. Même si d'autres facteurs ont été utilisés pour calculer le montant du soutien au titre du programme relatif au RPU, il n'en demeure pas moins que le montant du soutien se rapportait au soutien reçu dans le cadre du programme spécifique *de jure* relatif aux matières grasses.

D. L'allégation de l'UE selon laquelle les conditions régissant le droit de bénéficier d'une subvention au titre du programme relatif au RPB satisfont à l'article 2.1 b) de l'Accord SMC et empêchent de ce fait une constatation de spécificité *de jure* doit être jugée sans fondement

14. Le lien opérationnel avec le programme relatif aux matières grasses signifiait i) que le "droit de bénéficier" des subventions au titre des programmes était limité sur la base de la production des précédents producteurs d'olives et ii) que "le montant de[s]" subventions accordées aux oléiculteurs continuait d'être calculé sur la base des subventions antérieures fondées sur la production des oléiculteurs. Le programme relatif au RPU et les programmes relatifs au RPB ne satisfaisaient pas aux critères de l'article 2.1 b) pour au moins les deux raisons suivantes.

15. Premièrement, comme il a été expliqué plus haut de façon plus détaillée, le "droit de bénéficier" des subventions au titre du programme relatif au RPU et des programmes relatifs au RPB est fondé sur l'aide reçue dans le cadre du programme relatif aux matières grasses, qui, tel qu'il était conçu, favorisait les oléiculteurs. Contrairement à ce que l'UE fait valoir, il n'est manifestement pas exact de dire que les critères et conditions "sont les mêmes indépendamment du type d'activité agricole menée par chaque agriculteur". Il n'est pas possible que le programme relatif au RPU et les programmes relatifs au RPB ne favorisent pas certaines entreprises par rapport à d'autres lorsque l'aide au titre de ces programmes est fondée sur l'aide au titre du programme relatif aux matières grasses, qui favorisait explicitement les oléiculteurs. Comme l'USDOC l'a expliqué, l'aide à laquelle un agriculteur a droit dépend d'un programme qui favorisait un type d'activité agricole, soit le programme relatif aux matières grasses.

16. Deuxièmement, même si le "droit de bénéficier" des subventions au titre du programme relatif au RPU et des programmes relatifs au RPB était fondé sur des critères et conditions objectifs (ce qui n'est pas le cas), il ne serait toujours pas satisfait à l'article 2.1 b) parce que le "montant de[s]" subventions favorise néanmoins intrinsèquement les oléiculteurs. Comme l'USDOC l'a expliqué en détail dans ses déterminations préliminaire et finale, le "montant de l'aide accordée aux oléiculteurs et la méthode permettant de calculer celui-ci dans le cadre [du programme relatif aux matières grasses] constituent le fondement de la détermination du montant de l'aide accordée aux oléiculteurs dans le cadre des programmes lui ayant succédé ...". En d'autres termes, comme le programme relatif au RPU et les programmes relatifs au RPB continuent de calculer les subventions accordées aux oléiculteurs au moins en partie sur la base de ce que les oléiculteurs ont produit, le "montant de[s]" subventions accordées n'est forcément pas fondé sur des critères ou conditions objectifs. De fait, ailleurs dans sa première communication écrite, l'UE semble admettre ce point. Elle fait observer ce qui suit: "Il est vrai que le montant de cette aide dépend dans une certaine mesure de ce que les agriculteurs ont reçu au cours d'une période antérieure pour les différentes cultures qu'ils produisaient, y compris les olives."

E. La constatation de spécificité *de jure* de l'USDOC est fondée sur des éléments de preuve positifs et est étayée par des explications motivées et adéquates, conformément à l'Accord SMC

17. Au lieu de présenter un quelconque fondement juridique additionnel pour l'examen par le Groupe spécial des constatations de l'USDOC, au moyen de cette allégation l'UE demande au Groupe spécial d'effectuer un examen *de novo* des constatations de fait de l'USDOC, d'une manière incompatible avec le critère d'examen du Groupe spécial. Un groupe spécial ne doit pas procéder à un examen *de novo* des éléments de preuve, mais devrait plutôt "ne ... pas perdre de vue que son rôle est celui d'un examinateur de l'action de l'administration". En outre, comme il est indiqué ci-après, les allégations de l'UE présentent diversement de manière erronée ou sortent de son contexte l'analyse de la spécificité *de jure* du programme relatif au RPU et des programmes relatifs au RPB faite par l'USDOC. La plupart de ces arguments découlent de la position erronée de l'UE selon laquelle, malgré les éléments de preuve versés au dossier, l'USDOC aurait dû faire abstraction du rôle du programme relatif aux matières grasses dans les programmes relatifs au RPB.

18. Le découplage du droit de bénéficier d'avantages, en l'espèce sous la forme de droits au paiement, et la production ne permet pas en lui-même de supprimer la spécificité *de jure* comme l'UE le fait valoir. Il ne permet pas non plus de supprimer la spécificité *de jure* si les droits au paiement sont fondés sur un autre indicateur indirect de la production et sont donc limités à un groupe identifiable d'entreprises. L'UE affirme qu'en l'absence d'une obligation juridique imposant de continuer à produire des olives, la constatation de l'USDOC concernant le rapport entre les programmes relatifs au RPB et le programme relatif aux matières grasses est incorrecte. Toutefois, comme il a été expliqué plus haut, même si le programme relatif au RPU et les programmes relatifs au RPB limitent la possibilité de bénéficier d'une subvention sur la base de la production antérieure d'olives, il est néanmoins vrai que cette limitation limite expressément à certaines entreprises cette possibilité sur la base de la production des précédents producteurs d'olives. Cette limitation est une limitation expresse de la possibilité de bénéficier d'une subvention qui est propre au programme relatif au RPU et aux programmes relatifs au RPB. Comme l'USDOC a invoqué des éléments de preuve positifs à l'appui de cette limitation expresse, il a étayé sa détermination conformément à l'article 2.4 de l'Accord SMC.

19. L'USDOC a expliqué que, d'après ce qu'il avait compris, le "facteur de convergence entraîn[ait] des ajustements des paiements individuels de façon à rapprocher ceux-ci d'une moyenne au fil du temps ...". Il a donc compris que le facteur de convergence n'éliminait pas complètement les écarts par rapport à la moyenne nationale, voire même régionale, pour la période couverte par l'enquête. Lorsqu'ils ont mis en œuvre les programmes relatifs au RPB, les États membres avaient le choix d'utiliser un taux forfaitaire multiplié par le nombre d'hectares admissibles ou d'utiliser la convergence qui réduisait progressivement la disparité des montants versés au titre du soutien du revenu. L'Espagne a choisi de mettre en œuvre un facteur de convergence qui n'alignerait pas pleinement l'aide accordée dans le cadre des programmes relatifs au RPB. Ce choix étayait encore la conclusion de l'USDOC selon laquelle "bien que des ajustements quels qu'ils soient résultant de la convergence puissent en définitive affecter le montant final de l'aide, les montants de subvention accordés aux agriculteurs dans le cadre du programme relatif au RPB sont toujours fondés sur la spécificité *de jure* des programmes antérieurs et conservent de ce fait cette spécificité ...".

II. LA CONTESTATION EN TANT QUE TEL DE L'UE CONCERNANT L'ARTICLE 771B DE LA LOI DOUANIÈRE DE 1930 ET SON APPLICATION DANS L'ENQUÊTE CORRESPONDANTE EST SANS FONDEMENT PARCE QUE L'UE INTERPRÈTE MAL LES DISPOSITIONS PERTINENTES DE L'OMC AINSI QUE LA LOI DES ÉTATS-UNIS

A. L'UE fait erreur en alléguant que le GATT de 1994 et l'Accord SMC prescrivent une méthode particulière pour effectuer une analyse de la "transmission"

20. Les allégations de l'UE concernant la prescription qui impose à l'autorité chargée de l'enquête d'effectuer une analyse de la "transmission" doivent être jugées sans fondement parce qu'elles n'ont aucun fondement juridique dans les accords visés. L'interprétation de l'UE tente de créer des exigences méthodologiques spécifiques à partir d'obligations générales énoncées dans le GATT de 1994 et l'Accord SMC. Toutefois, les dispositions pertinentes ne prescrivent aucune méthode particulière pour analyser le point de savoir si une subvention accordée à un producteur (ou un produit) en amont procure un avantage à un produit d'aval.

21. Une simple lecture des dispositions citées par l'UE démontre qu'aucune disposition ne contient une quelconque obligation d'utiliser une méthode spécifique, et encore moins une méthode de "transmission" spécifique, pour calculer l'avantage conféré par la subvention dont l'existence a été constatée. L'UE n'a donc pas enfreint l'une quelconque de ces dispositions.

22. L'article VI:3 du GATT de 1994 dispose que les Membres sont habilités à percevoir des droits qui "neutralisent" les subventions, sous réserve que ces droits ne dépassent pas le montant de la subvention dont l'existence aura été constatée. Cette disposition reconnaît aussi les divers moyens par lesquels les subventions peuvent être accordées. Les Membres peuvent imposer des droits compensateurs pour neutraliser les subventions qui sont "accordées" "directement ou indirectement". Bien que l'obligation énoncée à l'article VI:3 se *rapporte* à la détermination de l'existence d'un avantage, elle présuppose que cette détermination a déjà été faite à ce stade de l'analyse.

23. L'article 10 de l'Accord SMC incorpore l'article VI du GATT de 1994 et prescrit que les Membres prennent toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que l'imposition d'un droit compensateur soit conforme à l'article VI du GATT de 1994 et à l'Accord SMC. De la même manière, l'article 32.1 de l'Accord SMC dispose qu'"[i]l ne pourra être prise aucune mesure particulière contre une subvention ... si ce n'est conformément aux dispositions du GATT de 1994". Par conséquent, une violation des articles 10 et 32.1 peut être établie sur la base d'une infraction à l'article VI du GATT de 1994.

24. L'UE ne fournit aucune justification textuelle dans l'article VI:3 du GATT de 1994 ou les articles 10 ou 32.1 qui illustre des conditions juridiques particulières régissant la manière dont l'autorité chargée de l'enquête devrait imputer un avantage reçu indirectement par des producteurs en aval. Les dispositions du GATT de 1994 et de l'Accord SMC ne disent rien sur cette question. L'UE cherche à pallier ce silence avec une obligation méthodologique spécifique. Toutefois, il n'est pas possible de pallier ce silence. En fait, "[l]a conclusion la plus logique à ... tirer [de ce silence] est que le choix ... appartient à l'autorité chargée de l'enquête" en ce qui a trait à la manière dont une analyse de la transmission devrait être effectuée dans une circonstance factuelle particulière.

B. L'article 771B de la Loi douanière de 1930 ne "présume" pas "automatiquement" la transmission

25. L'UE fait valoir que l'article 771B "impose à l'autorité chargée de l'enquête une approche qui exclut la réalisation d'une analyse de la transmission" et qui présume de manière irréfragable qu'il y a transmission pour les produits agricoles transformés. Elle allègue en outre que l'article 771B "prévoit l'imputation d'un avantage sous la forme d'une présomption irréfragable de transmission qui est incompatible avec le GATT de 1994 et l'Accord SMC". Les allégations de l'UE sont erronées à la fois parce qu'elles reposent sur une théorie juridique erronée et parce qu'elles dénotent une compréhension et une présentation erronées de la législation des États-Unis.

26. L'article 771B de la Loi traite du calcul des subventions pouvant donner lieu à une mesure compensatoire s'agissant de certains produits agricoles transformés et enjoint à l'USDOC d'effectuer une analyse par étape pour les produits agricoles afin de déterminer si et dans quelle mesure un avantage conféré au produit agricole brut d'amont peut être imputé au produit agricole transformé d'aval. Il contient une série de "conditions cumulatives" qui doivent être remplies pour que l'USDOC impute l'avantage reçu par les producteurs d'un produit agricole brut aux produits transformés d'aval. À cet égard, la loi constitue le fondement qui permet de formuler une constatation relative à l'imputation d'un avantage à un produit d'aval, de la façon dont le concept de "transmission" a été compris. Ces conditions cumulatives présentent un intérêt pour l'USDOC puisqu'elles lui permettent de recourir à une mesure corrective dans certaines circonstances distinctes qui, sans cela, ne seraient pas traitées si celui-ci devait s'en tenir au critère de la "différenciation des prix" sur lequel l'UE met l'accent.

27. Le mécanisme prévu à l'article 771B reconnaît les réalités économiques du commerce des produits agricoles bruts et des produits transformés d'aval et prévoit que l'USDOC effectue une analyse lorsque certaines conditions du marché existent, à savoir que 1) la demande du produit d'amont dépend substantiellement de celle du produit d'aval; et 2) l'opération de transformation n'ajoute qu'une valeur limitée au produit brut.

C. L'USDOC a appliqué l'article 771B aux faits figurant dans le dossier et, par conséquent, n'a pas présumé de manière inadmissible l'octroi d'un avantage aux producteurs d'olives brutes

28. L'UE fait valoir que l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas présumer qu'une subvention accordée aux producteurs d'un produit d'amont confère automatiquement des avantages aux producteurs non liés de produits d'aval. Au contraire, l'autorité chargée de l'enquête doit "démontre[r] que l'avantage a été transmis au produit transformé et que celui-ci en bénéficie donc indirectement".

29. L'article 771B énonce les circonstances factuelles et économiques dont l'USDOC doit déterminer l'existence pour imputer des subventions initialement accordées à des produits agricoles d'amont à des produits d'aval. Spécifiquement, l'USDOC doit constater 1) que la demande du produit d'amont dépend substantiellement de celle du produit d'aval; et 2) que l'opération de transformation n'ajoute qu'une valeur limitée au produit brut. Il ne peut pas présumer que l'un ou l'autre de ces deux facteurs existe dans l'abstrait, mais doit plutôt formuler des constatations sur la base d'une analyse motivée étayée par les éléments de preuve versés au dossier.

30. Par conséquent, d'un point de vue factuel, l'UE fait erreur en affirmant que l'USDOC "présume" "automatiquement" qu'un avantage reçu par un producteur en amont peut être imputé au producteur d'un produit d'aval. De plus, d'un point de vue juridique, l'UE n'indique rien dans le texte à l'appui de sa supposition que le GATT de 1994 et l'Accord SMC prévoient un critère particulier pour déterminer s'il existe une subvention indirecte, et si et dans quelle mesure une subvention accordée à un producteur en amont confère un avantage à un producteur en aval.

31. L'USDOC a utilisé la méthode exposée à l'article 771B pour déterminer si l'avantage calculé en ce qui concerne le produit d'amont – les olives brutes – a été accordé à la production du produit transformé – les olives mûres. Sa constatation était une constatation qu'une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective aurait pu établir.

32. Par suite de son enquête, l'USDOC a constaté qu'il était satisfait aux deux éléments de l'article 771B. Compte tenu de cela, il a déterminé que la subvention accordée aux oléiculteurs conférait un avantage aux producteurs d'olives mûres. Le Groupe spécial devrait donc rejeter les allégations de l'UE selon lesquelles l'USDOC "a présumé" l'octroi d'un avantage aux producteurs d'olives mûres dans l'enquête correspondante.

III. L'ANALYSE DU DOMMAGE FAITE PAR L'USDOC ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 15 DE L'ACCORD SMC ET L'ARTICLE 3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

A. L'UE n'a pas établi *prima facie* que l'analyse du volume effectuée par l'USITC était incompatible avec l'article 15.1 et 15.2 de l'Accord SMC et l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping

33. La théorie fondamentale de l'UE est que l'USITC a indûment procédé à une analyse d'un seul segment de la branche de production nationale et non de la branche de production nationale "dans son ensemble". En particulier, l'UE fait valoir que l'USITC était tenue, conformément à l'article 15.1 et 15.2 de l'Accord SMC et à l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping, d'effectuer une analyse des "effets sur le volume" au niveau de la branche de production nationale dans son ensemble. Toutefois, l'allégation de l'UE est fondamentalement mal ciblée, car ni l'article 15.2 de l'Accord SMC ni l'article 3.2 de l'Accord antidumping ne prescrivent l'examen des "effets" sur le volume, et ni les articles 15.1 et 3.1 ne fournissent un quelconque élément additionnel à l'appui de cette affirmation.

34. L'UE soutient en outre que la segmentation de la branche de production nationale faite par l'USITC constitue une analyse "partielle" et est "entièrement dépourvue de sens et inadaptée à une analyse des effets sur le volume". Elle affirme aussi que l'USITC n'a évalué que le segment de détail et n'a pas tenu compte des autres segments et de l'ensemble du marché, où le volume des importations visées avait baissé, et a étendu ses conclusions concernant le volume des importations visées dans le segment de détail à ces autres segments et à l'ensemble du marché. Cela est démenti par les faits.

35. La position de l'UE selon laquelle l'analyse du volume faite par l'USITC était incompatible avec l'article 15.1 et 15.2 de l'Accord SMC et l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping parce qu'elle n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs et un examen objectif, mais était en fait "arbitraire" et fondée sur des éléments de preuve "vides de sens", n'a aucun fondement dans le texte de l'Accord SMC ou de l'Accord antidumping.

36. Les articles 15.1 et 3.1 sont des dispositions "globales" qui énoncent "l'obligation de fond essentielle d'un Membre" en ce qui concerne les déterminations de l'existence d'un dommage et "éclair[ent] les obligations plus détaillées énoncées dans" les paragraphes suivants. Ces obligations comprennent l'obligation d'examiner s'il y a eu augmentation notable du volume des importations subventionnées et/ou faisant l'objet d'un dumping. Toutefois, ni l'article 15.1 ni l'article 3.1 n'énoncent une prescription imposant à l'autorité chargée de l'enquête de procéder à une analyse du volume pour la branche de production nationale "dans son ensemble".

37. L'UE fait aussi erreur en faisant valoir que l'analyse du volume faite par l'USITC était incompatible avec l'article 15.2 de l'Accord SMC et l'article 3.2 de l'Accord antidumping en raison de sa constatation selon laquelle le volume des importations visées était notable en l'absence d'une quelconque augmentation du volume des importations en termes absolus ou relatifs. L'argument de l'UE n'est pas étayé par le texte de ces dispositions. Une prescription stricte imposant de constater l'existence d'une augmentation du volume des importations visées viderait de son sens la dernière phrase de l'article 15.2, qui dispose ce qui suit: "Un seul ni même plusieurs de ces facteurs [concernant le volume ou les effets sur les prix] ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante." Par leurs termes, ni l'article 15.2 ni l'article 3.2 ne subordonnent l'imposition de mesures compensatoires ou de mesures antidumping, respectivement, à une constatation de l'existence d'une augmentation notable du volume des importations visées.

38. Les articles 15.2 de l'Accord SMC et 3.2 de l'Accord antidumping prescrivent que l'autorité chargée de l'enquête "examine[nt] s'il y a eu augmentation notable" des importations faisant l'objet d'un commerce déloyal. Le texte de ces dispositions n'inclut pas une prescription voulant qu'il y ait un accroissement des importations comme condition préalable à une détermination positive de l'existence d'un dommage. Par conséquent, malgré la tentative de l'UE d'élargir cette obligation pour exiger une *détermination* de l'existence d'une augmentation notable des importations subventionnées/faisant l'objet d'un dumping, lesdits accords n'exigent pas que l'autorité chargée de l'enquête constate l'existence d'une augmentation du volume des importations visées, et encore moins l'existence d'une augmentation notable.

39. L'obligation d'"examiner" qui figure aux articles 15.2 et 3.2 n'équivaut pas à une prescription imposant de faire une détermination finale sur la question à l'examen. L'obligation incombant aux autorités chargées de l'enquête d'"examiner" s'il y a eu augmentation notable des importations subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping aux fins de l'article 15.2 de l'Accord SMC et de l'article 3.2 de l'Accord antidumping est distincte des autres obligations énoncées aux articles 15 et 3, comme celle consistant à faire la "démonstration" d'un lien de causalité entre les importations visées et le dommage causé à la branche de production nationale qui figure aux articles 15.5 et 3.5. Il s'ensuit que l'obligation incombant à l'autorité chargée de l'enquête d'"examiner" s'il y a eu augmentation notable des importations subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping exige des autorités qu'elles "tiennent compte" du point de savoir si le volume des importations visées avait augmenté en quantité absolue ou par rapport à la production ou à la consommation nationale. Toutefois, cette obligation n'impose pas à l'autorité d'établir une détermination finale selon laquelle le volume des importations visées avait augmenté selon l'une ou l'autre de ces trois mesures. Par conséquent, une analyse du dommage peut être compatible avec les articles 15.2 et 3.2 même en l'absence d'une telle constatation.

40. Dans les enquêtes sur les olives, l'USITC a examiné le volume des importations visées d'une manière compatible avec les articles 15.2 et 3.2. Elle a raisonnablement conclu que les importations visées avaient une présence importante sur le marché aux États-Unis en termes absolus et relatifs et avaient augmenté leur présence dans le segment de détail, ce qui leur avait permis de prendre une part de marché directement au détriment de la branche de production nationale dans ce segment.

41. L'USITC s'est appuyé sur plusieurs éléments pour constater que le volume des importations visées pendant la période couverte par l'enquête était important. L'un de ces éléments était celui d'un niveau absolu; l'USITC a reconnu que le volume des importations visées avait fluctué sur une

base annuelle pendant la période couverte par l'enquête. L'USITC a en outre constaté que le volume des importations visées était important par rapport à la consommation apparente aux États-Unis étant donné que la part de marché des importations visées était restée à des niveaux importants pendant la période couverte par l'enquête; là encore, elle a reconnu que la pénétration du marché par les importations visées avait fluctué annuellement. Elle a également constaté que le rapport entre les importations visées et la production aux États-Unis était important.

B. L'UE n'a pas établi *prima facie* que l'analyse des effets sur les prix faite par l'USITC était incompatible avec l'article 15.1 et 15.2 de l'Accord SMC et l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping

42. L'USITC a dûment examiné s'il y avait eu sous-cotation notable des prix des importations faisant l'objet d'un commerce déloyal par rapport aux prix du produit similaire national, et l'argument de l'UE selon lequel l'USITC a fait erreur en constatant l'existence d'effets sur les prix en l'absence d'une dépression des prix ou d'un empêchement de hausses de prix n'a aucun fondement dans l'Accord SMC ou l'Accord Antidumping. L'UE fait valoir que la constatation de l'USITC concernant l'absence d'une dépression des prix ou d'un empêchement de hausses de prix dans les enquêtes correspondantes signifie nécessairement que cette dernière ne pouvait pas dûment déterminer que les importations visées avaient des effets défavorables sur les prix. Elle soutient qu'en l'absence d'une dépression des prix ou d'un empêchement de hausses de prix, l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas formuler une constatation d'effets défavorables sur les prix dus à une sous-cotation des prix/vente à des prix inférieurs. Toutefois, l'argument de l'UE repose sur une lecture visiblement erronée des dispositions citées et sur une interprétation erronée des facteurs que l'autorité est tenue d'examiner en ce qui concerne son analyse des effets sur les prix.

43. Les articles 15.2 et 3.2 reconnaissent explicitement trois moyens différents par lesquels les importations visées peuvent avoir un "effet" sur les prix: la sous-cotation des prix "ou" la dépression des prix "ou" l'empêchement de hausses de prix. Bien que la vente à des prix inférieurs puisse entraîner une dépression des prix ou un empêchement de hausses de prix, les Accords reconnaissent qu'une sous-cotation notable des prix peut en elle-même et à elle seule constituer un effet sur les prix. L'allégation de l'UE aurait pour effet de donner du terme "ou" figurant dans les deuxièmes phrases des articles 15.2 et 3.2 une lecture qui l'exclut de ces dispositions.

44. En outre, l'argument de l'UE concernant l'analyse des effets sur les prix de l'USITC est vicié. L'UE fait valoir que l'analyse des effets sur les prix de l'USITC, dont elle allègue qu'elle n'a pas été effectuée pour la branche de production nationale dans son ensemble, était "dénuée de sens et superflue", et était incompatible avec l'article 15.1 et 3.1 et l'article 15.2 et 3.2. Toutefois, ni l'Accord SMC ni l'Accord antidumping n'empêchent l'autorité chargée de l'enquête d'axer son analyse sur un segment particulier de la branche de production nationale. En l'espèce, l'USITC a déterminé que le segment de détail était le segment principal dans lequel les olives mûres produites dans le pays et les olives mûres importées étaient en concurrence directe pour les ventes sur le marché des États-Unis.

45. Comme pour ses arguments concernant l'analyse du volume de l'USITC, l'UE soutient de manière inexacte que l'USITC a examiné le segment de détail du marché à l'exclusion des deux autres segments et de l'ensemble du marché dans son analyse des effets sur les prix. Une fois de plus, elle fait diversement valoir que l'USITC n'a pas tenu compte des autres segments et de l'ensemble du marché et a étendu ses conclusions concernant les ventes à des prix inférieurs des importations visées dans le segment de détail à ces autres segments et à l'ensemble du marché.

46. Les constatations de l'USITC concernant les ventes à des prix inférieurs dans une mesure notable ne se limitaient pas à un segment particulier du marché. En fait, elles s'appuyaient sur les données *globales* sur les prix qui figuraient dans le dossier, y compris les données agrégées concernant les cas de ventes à des prix inférieurs et la quantité de ces ventes pour tous les produits pris en compte dans l'analyse des prix, qui reflétaient les olives mûres vendues dans de multiples circuits de distribution, ainsi que les données concernant les pertes de ventes confirmées des acheteurs.

C. Les allégations de l'UE au titre de l'article 15.4 de l'Accord SMC et de l'article 3.4 de l'Accord antidumping sont également sans fondement

47. Les États-Unis ont noté dans leur demande de décision préliminaire que l'UE n'avait pas inclus ses allégations concernant l'article 15.4 de l'Accord SMC et l'article 3.4 de l'Accord antidumping dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et que le Groupe spécial devrait décider que ces allégations ne relèvent pas de son mandat. Néanmoins, l'UE n'a pas montré qu'il y avait eu violation des articles 15.4 et 3.4.

48. Les arguments de l'UE selon lesquels l'analyse de l'incidence faite par l'USITC est viciée parce que cette dernière a arbitrairement divisé la branche de production nationale en différents segments n'est pas étayée par l'Accord SMC et l'Accord antidumping. Comme pour ses arguments concernant le volume et les effets sur les prix, l'UE soutient à tort que l'USITC a fait erreur en axant son analyse des effets sur les prix sur le segment de détail du marché. Dans le même ordre d'idées, elle fait valoir que l'absence d'"effets sur le volume" et d'effets sur les prix pour les importations visées au niveau de la branche de production dans son ensemble empêchait toute constatation selon laquelle les importations visées avaient une incidence sur la branche de production nationale. L'USITC a raisonnablement axé des aspects de son analyse sur le segment de détail et a dûment expliqué pourquoi elle l'avait fait. En particulier, le segment de détail était le segment principal dans lequel les olives mûres produites dans le pays et les olives mûres importées étaient en concurrence directe pour les ventes sur le marché des États-Unis.

49. Les arguments de l'UE selon lesquels l'USITC n'a pas tenu compte du reste du marché et de l'ensemble du marché sont incorrects du point de vue des faits pour les mêmes raisons que celles pour lesquelles ils sont sans fondement s'agissant de l'analyse du volume et des prix faite par l'USITC. L'article 15.4 de l'Accord SMC dispose que l'examen par l'autorité chargée de l'enquête de l'incidence des importations subventionnées sur la branche de production nationale "comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche". Il énumère de nombreux facteurs, mais mentionne que cette liste "n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante".

50. Par conséquent, l'autorité chargée de l'enquête "doit examiner à la lumière de l'interaction entre les indicateurs de dommage et les explications données" si une branche de production nationale a subi un dommage. De plus, l'examen de ces critères par l'autorité chargée de l'enquête doit se fonder sur un "examen objectif" des "éléments de preuve positifs" conformément à l'article 15.1. Pour évaluer l'incidence des importations visées sur la branche de production nationale, l'USITC a examiné toutes les données pertinentes. Elle a constaté que les facteurs de production, qu'elle a analysés à l'échelle de la branche de production, étaient mixtes. Elle a observé, toutefois, que les stocks des producteurs nationaux augmentaient à mesure que ces derniers perdaient des ventes et une part de marché au profit des importations meilleur marché visées dans l'important secteur du commerce de détail. Ces stocks étaient constitués d'olives mûres qui étaient transformées et emballées pour le segment de détail et ne pouvaient pas simplement être réorientées aux fins de vente vers d'autres segments.

51. En résumé, dans son analyse de l'incidence, l'USITC a examiné tous les facteurs pertinents et expliqué comment elle avait soupesé les éléments de preuve relatifs à chacun de ces facteurs. Bien qu'elle ait reconnu que les tendances n'étaient pas toutes négatives, elle a expliqué pourquoi les importations visées avaient une force explicative pour la baisse de la production et les résultats financiers de la branche de production. Les allégations de l'UE selon lesquelles l'analyse de l'incidence faite par l'USITC était incompatible avec l'article 15.1 et 15.4 de l'Accord SMC et l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping sont sans fondement.

D. L'UE n'a pas montré que l'USITC n'avait pas démontré l'existence d'un lien de causalité entre les importations visées et le dommage causé à la branche de production nationale conformément à l'article 15.5 de l'Accord SMC et à l'article 3.5 de l'Accord antidumping

52. Dans ses analyses du volume et des effets sur les prix, l'USITC a constaté qu'un volume important des importations visées avait été vendu à des prix inférieurs à ceux du produit similaire national et avait pris une part de marché de la branche de production nationale dans le segment de

détail du marché. Elle a également constaté, dans son analyse de l'incidence, que les importations visées avaient une force explicative pour l'augmentation des stocks, la diminution des expéditions et la détérioration des indicateurs des résultats financiers de la branche de production.

53. Après avoir évalué tous les éléments de preuve pertinents, l'USITC a dûment établi l'existence d'un lien entre son analyse du volume, son analyse des effets sur les prix et son analyse de l'incidence en établissant une détermination finale selon laquelle les importations visées causaient un dommage à la branche de production nationale. L'UE n'a pas montré que le lien de causalité établi par l'USITC était incompatible avec les deux premières phrases de l'article 15.5 de l'Accord SMC et l'article 3.5 de l'Accord antidumping.

E. L'analyse aux fins de la non-imputation de l'USITC était conforme à l'article 15.5 de l'Accord SMC et à l'article 3.5 de l'Accord antidumping

54. L'UE fait valoir qu'en effectuant son analyse du lien de causalité, l'USITC était tenue d'examiner un certain nombre de facteurs autres que les importations subventionnées qui auraient pu expliquer le dommage causé à la branche de production nationale pendant la période couverte par l'enquête. Elle fait en outre valoir que l'USITC a rejeté à tort deux facteurs de non-imputation: 1) la baisse de la consommation aux États-Unis; et 2) les importations non visées pendant la période couverte par l'enquête. Elle fait valoir que l'USITC n'a pas tenté de dissocier et distinguer le dommage causé par ces facteurs. L'UE a tort du point de vue de l'interprétation du droit et d'un point de vue factuel. L'USITC a dûment dissocié et distingué tout effet dommageable causé par des facteurs autres que les importations visées.

55. Les prescriptions en matière de non-imputation ont pour but de garantir l'existence d'un lien de causalité continu entre les importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées et le dommage causé à la branche de production nationale. La prescription en matière de non-imputation permet de s'assurer que les importations faisant l'objet d'un dumping et subventionnées causent un dommage important à la branche de production nationale, et que le dommage imputé aux importations visées n'est pas en fait causé par d'autres facteurs connus. Ni l'article 3.5 de l'Accord antidumping ou ni l'article 15.5 de l'Accord SMC n'exigent des autorités chargées de l'enquête qu'elles utilisent une méthode particulière pour examiner d'autres facteurs de causalité connus.

56. Dans les enquêtes sur les olives, l'USITC a affirmé qu'elle n'avait pas imputé aux importations visées le dommage causé d'après les allégations par d'autres facteurs. De plus, elle a fourni "une explication satisfaisante de la nature et de l'importance des effets dommageables des autres facteurs, par opposition aux effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping". Elle a pleinement expliqué pourquoi la baisse relativement modeste de la consommation ne correspondait pas aux baisses signalées des expéditions et des indicateurs des résultats financiers de la branche de production, et elle a examiné et traité le rôle des importations non visées.

57. Dans ses arguments concernant la non-imputation, l'UE reproche principalement à l'opinion majoritaire de l'USITC de ne pas avoir adopté le raisonnement de l'opinion dissidente. La présentation d'une autre analyse des faits ne permet pas d'établir que les constatations formulées par l'opinion majoritaire de l'USITC – qui sont les seules constatations soumises au Groupe spécial – ne reflètent pas un examen objectif ou ne sont pas étayées par des éléments de preuve positifs. Le recours de l'UE à l'appréciation des faits différente de l'opinion dissidente, et à ses propres conclusions factuelles de rechange, n'établit pas qu'il y a eu infraction à l'article 15.1 et 15.5 de l'Accord SMC et à l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping.

IV. LE TAUX DE DROIT COMPENSATEUR FINAL ÉTABLI PAR L'USDOC POUR GUADALQUIVIR N'EST PAS INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE VI:3 DU GATT DE 1994 ET LES ARTICLES 10, 12.1, 12.8, 19.1, 19.3, 19.4 ET 32.1 DE L'ACCORD SMC

A. L'USDOC a dûment demandé des renseignements sur les achats d'olives brutes utilisées pour produire des olives mûres et a permis aux parties intéressées de fournir ces renseignements, conformément à l'article 12.1 de l'Accord SMC

58. L'UE fait valoir que l'USDOC "n'a jamais "avisé" au sens de l'article 12.1 de l'Accord SMC" les parties tenues de répondre (à savoir Guadalquivir) qu'elles devaient fournir des renseignements sur

les achats d'olives brutes qui étaient utilisées pour produire des olives mûres, même si les renseignements étaient des "renseignements essentiels pour sa cause". Les faits démontrent le contraire.

59. Le 4 août 2017, l'USDOC a envoyé à chacune des trois sociétés tenues de répondre un questionnaire visant à obtenir des renseignements sur leurs sources d'approvisionnement en olives brutes qui étaient transformées en olives mûres. À cette fin, la page de couverture du questionnaire, qui donnait des explications sur les prescriptions en matière de déclaration, demandait auxdites sociétés "des renseignements sur [leurs] sources d'approvisionnement en olives brutes qui étaient transformées en olives mûres". Selon l'UE, malgré le libellé de la page de couverture, la question n° 6 et le modèle de présentation correspondant "mentionn[ai]ent uniquement les "olives brutes" et ne cont[enaient] aucune limitation aux seules olives brutes qui [étaient] transformées en la marchandise visée (olives mûres) ...", de sorte qu'ils *pouvaient* être interprétés comme donnant à penser que les sociétés interrogées devaient en fait indiquer *tous* les achats d'olives brutes. Le texte du questionnaire réfute l'argument de l'UE d'au moins deux manières.

60. Premièrement, la lettre de couverture donnait des indications claires concernant le questionnaire. Spécifiquement, elle établissait les paramètres des questions qui suivaient: obtenir des "renseignements sur les sources d'approvisionnement de votre société en olives brutes qui étaient transformées en olives mûres".

61. Deuxièmement, la question pertinente (c'est-à-dire la question n° 6) enjoignait aux sociétés tenues de répondre de déclarer les achats d'olives brutes utilisées pour produire des olives mûres. Selon ses termes exprès, la question visait à obtenir des renseignements sur les fournisseurs d'olives brutes des transformateurs d'olives mûres. De même, le modèle correspondant à remplir devait "inclure **tous** ces fournisseurs". Les données des fournisseurs d'olives brutes d'un transformateur d'olives mûres font référence par définition à l'achat d'olives brutes destinées à être transformées en olives mûres.

62. L'UE fait valoir que des lettres ultérieures présentées par les sociétés tenues de répondre (18 septembre 2017) et les pouvoirs publics espagnols (25 septembre 2017) montrent que les parties avaient compris que le champ des renseignements demandés dans la lettre du 4 août 2017 de l'USDOC ne se limitait pas aux olives brutes transformées en olives mûres. Toutefois, dans un premier temps, ni les sociétés tenues de répondre ni l'Espagne n'ont prétendu s'exprimer au nom de l'USDOC et elles ne pouvaient pas le faire, de sorte qu'elles ne pouvaient pas préciser le champ du questionnaire de l'USDOC à la place de ce dernier. Deuxièmement, aucune des deux lettres ne se rapportait au questionnaire du 4 août 2017 de l'USDOC dans lequel il était demandé aux sociétés tenues de répondre de fournir des renseignements sur les achats d'olives brutes transformées en olives mûres. Troisièmement, la lettre distincte envoyée par l'USDOC aux sociétés tenues de répondre le 27 septembre 2017 ne modifiait pas (ou ne prétendait pas modifier) le sens de la demande du 4 août 2017 de l'USDOC.

63. Par ailleurs, conformément aux questions effectivement posées par l'USDOC, les deux autres sociétés tenues de répondre, Agro Sevilla et Angel Camacho, ont compris que les lettres du 4 août 2017 et du 27 septembre 2017 de l'USDOC demandaient collectivement deux éléments d'information: i) le volume des achats d'olives brutes transformées en olives mûres et ii) le volume total des achats d'olives brutes, indépendamment du produit final.

B. Les allégations de l'UE sont sans fondement parce que l'USDOC a appliqué la même méthode de calcul à chaque société tenue de répondre et a utilisé les renseignements communiqués par chaque société tenue de répondre

64. Comme pour son allégation au titre de l'article 12.1 de l'Accord SMC, l'UE fonde ses arguments sur une présentation incomplète du dossier de l'enquête – en particulier les questions posées par l'USDOC et les réponses données par la société tenue de répondre à ces questions. Comme l'indiquent les renseignements pertinents figurant dans le dossier, n'importe quelle autorité chargée de l'enquête impartiale et objective aurait pu déterminer, comme l'a fait l'USDOC, que les renseignements communiqués par Guadalquivir représentaient ses achats d'olives brutes qui étaient transformés en olives mûres.

65. Dans sa détermination finale, l'USDOC a mesuré l'avantage conféré par les subventions accordées aux producteurs d'olives crues "en multipliant l'avantage moyen pondéré par kilogramme par le volume des achats par chaque société interrogée d'olives crues utilisées pour produire la marchandise visée [c'est-à-dire des olives mûres] et en divisant l'avantage obtenu par les ventes de la marchandise visée [c'est-à-dire des olives mûres]. L'USDOC a appliqué cette méthode à chacune des trois sociétés tenues de répondre. En conséquence, pour le numérateur de Guadalquivir, l'USDOC s'est fondé sur le volume d'achat que la société avait indiqué en réponse à sa lettre du 4 août 2017 parce que les "renseignements initialement communiqués [par Guadalquivir] [étaient] représentatifs de ses achats d'olives brutes utilisées pour produire la marchandise visée".

C. Conformément à l'article 12.8 de l'Accord SMC, l'USDOC a informé toutes les parties des faits essentiels examinés

66. L'USDOC a divulgué les faits essentiels examinés des mois avant la détermination finale pour ainsi permettre aux parties de défendre leurs intérêts, ce qu'elles ont effectivement fait. À au moins trois reprises avant la détermination finale, l'USDOC a informé les parties intéressées (y compris Guadalquivir) que les faits essentiels examinés comprenaient le volume des olives brutes transformées en olives mûres.

67. Premièrement, comme il a été expliqué plus haut, au moyen de ses questionnaires du 4 août 2017 et du 27 septembre 2017, l'USDOC a demandé le volume des achats à la fois i) d'olives brutes transformées en olives mûres et ii) de toutes les olives brutes, qu'elles soient ou non utilisées pour produire des olives mûres. Deuxièmement, en février 2018, l'USDOC a notifié à chaque société tenue de répondre le programme de la vérification sur place des réponses au questionnaire qu'il effectuerait, y compris tous les renseignements qu'il prévoyait d'utiliser comme base pour la détermination finale. Le programme de la vérification révélait que les volumes d'achat d'olives brutes étaient des faits essentiels examinés. Troisièmement, le rapport de vérification de Guadalquivir, publié le 22 mars 2018, montre que l'USDOC a examiné les achats d'olives brutes de la société et, plus spécifiquement, les achats d'olives brutes qui étaient transformées en olives mûres. De ce fait, le rapport de vérification constituait un autre moyen d'aviser les parties que le volume des achats d'olives brutes qui étaient transformées en olives mûres était un fait essentiel examiné.

68. En outre, comme l'UE n'a pas démontré l'incompatibilité du taux de subventionnement final de Guadalquivir au regard des dispositions susmentionnées, ses allégations concernant le taux résiduel global sont également dénuées de fondement. Comme il a été expliqué plus haut, le taux de droit compensateur calculé pour Guadalquivir n'est pas erroné.

RÉPONSES DU 10 JUIN AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL

Résumé de la réponse des États-Unis à la question n° 2 du Groupe spécial

69. La prescription selon laquelle l'autorité qui accorde la subvention ou la législation pertinente "limite expressément ... la possibilité de bénéficier de la subvention" n'impose pas à l'autorité chargée de l'enquête de s'en tenir à l'un ou l'autre des critères susmentionnés. Selon les termes mêmes de l'article 2.1, la spécificité est un concept général et le sens du membre de phrase "possibilité de bénéficier" figurant à l'article 2.1 a) ne se limite à un type particulier de droit de bénéficier d'une subvention. L'article 2.1 a) qualifie l'expression "possibilité de bénéficier" de deux façons: i) cette possibilité doit se limiter "à certaines entreprises" et (ii) elle doit être exprimée "expressément" par l'autorité qui accorde la subvention ou la législation pertinente. Toutefois, le texte ne prescrit pas que la limitation de la "possibilité de bénéficier" prenne une forme particulière – qu'il s'agisse des critères qui déterminent le droit de bénéficier de la subvention ou de ceux qui déterminent le droit de bénéficier de certains montants de subvention.

70. L'emploi de l'expression "possibilité de bénéficier" à l'article 2.1 a) n'impose pas non plus à l'autorité chargée de l'enquête d'évaluer les conditions d'un programme de subventions d'une manière particulière. Cette expression s'entend du "droit ou [de la] possibilité de bénéficier d'un système ou d'un service ou d'utiliser ce système ou ce service". Le "droit ou [la] possibilité de bénéficier [d'une subvention] ou d'utiliser" une subvention pourrait être déterminé par le droit de bénéficier ("eligibility") de cette subvention. Toutefois, la limitation du droit de bénéficier de subventions dans le cadre d'un programme n'est pas nécessairement le seul moyen par lequel le "droit ou [la] possibilité de bénéficier [de subventions] ... ou d'utiliser" des subventions peut être

limité. Une limitation fondée sur des distinctions qui différencient le montant des subventions que certaines entreprises peuvent recevoir par rapport à d'autres entreprises pourrait de la même façon différencier le droit ou la possibilité de bénéficier d'une subvention ou d'utiliser une subvention.

71. Pris conjointement, les alinéas a) et b) de l'article 2.1 énoncent les conditions permettant de distinguer les cas dans lesquels, en droit, l'autorité qui accorde la subvention établit une distinction en faveur de certaines entreprises des cas dans lesquels des subventions sont généralement disponibles. De toute évidence, l'autorité qui accorde la subvention ou la législation pertinente peut imposer des limitations qui établissent une distinction en faveur de certaines entreprises au moyen de critères qui déterminent le droit de recevoir certains montants de subvention dans le cadre du programme en question. De même, l'article 2.1 b) fait état de "critères ou conditions objectifs" – c'est-à-dire des "critères ou conditions qui sont neutres, qui ne favorisent pas certaines entreprises par rapport à d'autres ...". Des critères qui limitent la possibilité de bénéficier d'une subvention à l'admissibilité de seuil au bénéfice du programme de subventions lui-même ou à certains montants de subvention dans le cadre de ce programme ne seraient pas neutres et favoriseraient certaines entreprises par rapport à d'autres.

RÉPONSES DU 8 SEPTEMBRE DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL

Résumé de la réponse des États-Unis à la question 1.c du Groupe spécial

72. Les "certaines entreprises" aux fins de l'article 2.1 a) étaient les détenteurs de droits au paiement dont la valeur découlait du programme relatif aux matières grasses. Cette constatation ressort clairement des déterminations préliminaire et finale de l'USDOC et elle est compatible avec la constatation selon laquelle le programme relatif au RPU et les programmes relatifs au RPB sont spécifiques aux oléiculteurs. L'USDOC a indiqué i) que le programme relatif aux matières grasses accordait des subventions sur la base de la production antérieure d'olives et ii) que le programme relatif au RPU et les programmes relatifs au RPB maintenaient les conditions qui limitaient la possibilité de bénéficier de ces subventions en tant qu'élément distinct des droits au paiement, que les détenteurs de ces droits aient continué de produire des olives ou remplacé cette production.

73. Dans sa détermination finale, l'USDOC a récapitulé sa constatation de spécificité *de jure* comme suit: "les montants de subvention annuels accordés au titre [des programmes relatifs au RPB] sont directement liés aux montants accordés aux oléiculteurs dans le cadre [du programme relatif aux matières grasses] et conservent la spécificité *de jure* de ces subventions". Dans ses explications précédentes, l'USDOC a précisé comment les programmes relatifs au RPB "[étaient] directement liés" aux subventions spécifiques aux olives accordées dans le cadre du programme relatif aux matières grasses et "conserv[aient] la spécificité *de jure* de" ces subventions. Spécifiquement, il a expliqué comment les valeurs des droits avaient été établies au moyen de renseignements antérieurs (c'est-à-dire relatifs à la période de référence 1999-2002). Les données régionales utilisées pour établir le "droit au paiement de base" dans le cadre des programmes relatifs au RPB incluaient "la superficie exprimée en hectares, les types de cultures et le volume de la production pendant la période 1999-2002 ou 2000-2002 et le montant accordé dans le cadre du programme annuel d'aide aux agriculteurs pour ces mêmes périodes". De la même façon, dans le cadre du programme relatif au RPU, "le montant versé à chaque agriculteur était calculé en tant que pourcentage des paiements de subvention annuels moyens effectués auparavant pendant une période de référence" (c'est-à-dire 1999-2002 pour les subventions spécifiques aux olives dans le cadre du programme relatif aux matières grasses).

74. Par conséquent, dans le cadre du programme relatif au RPU et des programmes relatifs au RPB, un agriculteur pouvait détenir un droit au paiement avec un élément fondé sur la production antérieure d'olives indépendamment de la question de savoir si les terres avaient ultérieurement subi un changement d'usage. L'USDOC a été clair sur ce point: "le montant du paiement dépend de l'activation annuelle du droit au paiement, et non du type de culture ou du volume produit".

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS**I. LA DÉTERMINATION DE SPÉCIFICITÉ DE JURE DE L'USDOC ÉTAIT COMPATIBLE AVEC L'ACCORD SMC****A. L'UE n'a pas démontré que certaines conditions ne figurant pas dans le texte modifiaient l'article 2.1 a) de l'Accord SMC**

75. Dans leurs communications antérieures, les États-Unis ont expliqué pourquoi, contrairement à ce que l'UE avait affirmé, le membre de phrase "limite ... la possibilité de bénéficiaire" ne signifiait pas seulement *limite l'admissibilité de seuil au bénéfice d'un quelconque montant de subvention dans le cadre du programme*. Nous traitons ci-après les points soulevés par l'UE dans ses déclarations pendant la séance virtuelle et dans ses réponses écrites après cette séance.

76. Premièrement, le Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner les arguments de l'UE selon lesquels "la continuité et la cohérence" obligent le Groupe spécial à adopter l'interprétation de l'UE, parce que la supposée "jurisprudence constante" sur cette question n'existe pas. La question de savoir si le sens du membre de phrase "limite ... la possibilité de bénéficiaire" figurant à l'article 2.1 a) est restreint de la manière avancée par l'UE n'est pas traitée dans des rapports antérieurs concernant le règlement des différends. L'UE s'appuie sur le fait que c'est l'expression "droit de bénéficiaire" qui a été employée dans des rapports antérieurs pour désigner la limite décrite à l'article 2.1 a). Dans l'affaire *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2^{ème} plainte)*, le Groupe spécial de la mise en conformité a employé et mis en évidence l'expression "droit de bénéficiaire" pour faire la distinction entre le point de savoir si certaines entreprises ont la "possibilité de bénéficiaire" de subventions et le point de savoir si "elles reçoivent en fait [des subventions]". Dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, le Groupe spécial a fait observer que "la spécificité [était] un concept général, et [que] la portée large ou étroite de la spécificité ne [pouvait] pas faire l'objet d'une définition quantitative stricte". L'argument de l'UE fait ressortir les complications conceptuelles inutiles que son interprétation créerait. Selon l'interprétation de l'UE, les autorités chargées de l'enquête (et les groupes spéciaux d'examen) devraient déterminer s'il vaut mieux considérer que les limites concernant la possibilité de bénéficiaire en question relèvent du droit de bénéficiaire ou du montant, et s'il vaut mieux considérer qu'elles constituent le seuil du programme ou sont dans les limites du programme.

77. Deuxièmement, dans ses réponses postérieures à la séance virtuelle, l'UE propose une autre prescription ne figurant pas dans le texte pour l'article 2.1 a), à savoir que "[l]es sociétés qui ne font pas partie de la catégorie des bénéficiaires (d'un avantage)" en conséquence "ne peuvent pas être incluses dans l'analyse de l'avantage". La question pertinente au titre de l'article 2.1 a) est de savoir si la possibilité de bénéficiaire d'une subvention est expressément limitée en droit à certaines entreprises. Cette évaluation ne comporte pas d'analyse des montants effectivement reçus et par qui, ce qui est en fait pertinent pour les demandes de renseignements concernant la spécificité *de facto* et le calcul de l'avantage.

78. Troisièmement, l'UE a présenté une réponse incohérente aux arguments fondés sur le texte concernant l'article 2.1 a). Elle a indiqué que l'article 2.1 a) "ne fai[sait] pas référence au montant" et "fai[sait] référence à la limitation de la possibilité de bénéficiaire, un point c'est tout". C'est exactement cela. L'article 2.1 a) ne fait pas référence au "montant" ni au "droit de bénéficiaire" – à la différence de l'article 2.1 b) –, de sorte que limiter l'article 2.1 a) à l'un ou l'autre terme irait à l'encontre du texte. Pour que l'UE établisse que le membre de phrase "limite ... la possibilité de bénéficiaire" figurant à l'article 2.1 a) est modifié par un libellé qui ne figure pas dans la disposition, elle doit faire plus que se référer à un autre libellé qui ne figure pas dans la disposition.

B. L'UE n'a pas démontré que la détermination de l'USDOC s'appuyait sur une production "couplée" et contrevenait de ce fait à l'article 2.1, 2.1 a) ou 2.4 de l'Accord SMC

79. Dans sa déclaration liminaire, l'UE fait machine arrière par rapport à ses allégations antérieures et propose un "argument beaucoup plus modeste", à savoir que "si l'autorité chargée de l'enquête constate qu'une subvention est liée ou couplée à la production", elle ne peut pas "constater au même moment que la subvention n'est pas couplée à la production de cette culture". Dans un premier temps, elle reprend ses arguments selon lesquels l'USDOC n'a pas établi de lien entre les subventions basées sur la production d'olives dans le cadre du programme relatif aux matières grasses et la limitation de la possibilité de bénéficiaire identifiée dans le cadre du programme relatif

au RPB. Toutefois, il n'est pas contesté que seuls certains détenteurs de droits pouvaient avoir accès à l'élément droit au paiement qui était basé sur les subventions accordées dans le cadre du programme relatif aux matières grasses (c'est-à-dire les certaines entreprises aux fins de l'article 2.1 a)). L'USDOC n'a pas fondé ses constatations de spécificité *de jure* sur la question de savoir si les subventions accordées dans le cadre du programme relatif au RPB étaient ou non couplées à la production d'olives, et il n'avait pas non plus besoin de le faire. L'UE fait valoir que son allégation est "étayée par une interprétation contextuelle" selon laquelle les programmes relatifs au RPB seraient considérés comme étant un "soutien du revenu découplé" au titre de l'Accord sur l'agriculture. Comme les États-Unis l'ont expliqué, le concept de "découplage" ne figure nulle part dans l'Accord SMC et n'est pas pertinent pour l'analyse au titre de l'article 2.1 a). L'UE n'a pas expliqué en quoi le concept de "découplage", qui était dénué de pertinence au regard de l'article 2.1 a), constituait néanmoins un contexte pertinent pour cet article.

80. L'UE formule l'argument analogue d'un point de vue conceptuel selon lequel la capacité de transférer un droit au paiement fondé sur le programme relatif aux matières grasses "rompt" le lien entre ce droit et le programme relatif aux matières grasses. Toutefois, comme les États-Unis l'ont expliqué, même dans les cas où certains droits ont pu être hérités ou transférés, cela ne romprait pas le lien avec la limitation concernant la possibilité de bénéficier identifiée par l'USDOC dans sa détermination. Aux termes de la loi, seuls les détenteurs de droits pouvaient demander et recevoir les montants de subvention réservés aux certaines entreprises identifiées. Le fait que les détenteurs de droits pourraient eux-mêmes transférer ces droits ne modifie pas le champ de la possibilité de bénéficier, et la spécificité qui en résulte, en droit.

C. L'USDOC a fondé son analyse de la spécificité sur la législation qui, dans le cadre des programmes relatifs au RPB, limitait à certaines entreprises la possibilité de bénéficier, conformément à l'article 2.1 a) de l'Accord SMC

81. Pour évaluer la législation en vertu de laquelle l'autorité qui accorde la subvention administrait les programmes relatifs au RPB, l'USDOC a examiné la façon dont ces programmes incorporaient par renvoi les critères régissant le droit de bénéficier d'une subvention des deux programmes antérieurs du premier pilier de la PAC, à savoir le programme relatif aux matières grasses et le programme relatif au RPU. L'UE a présenté plusieurs arguments supplémentaires, que les États-Unis examinent ci-après.

82. Premièrement, l'UE fait valoir que la "corrélation directe alléguée" entre le programme relatif aux matières grasses et les programmes relatifs au RPB se concilie mal avec la déclaration selon laquelle les "programmes relatifs au RPB reposent au moins en partie sur les subventions accordées dans le cadre du programme relatif aux matières grasses". Tout d'abord, le point important est que les programmes relatifs au RPB ont continué d'accorder des subventions sur la base de renseignements provenant de la période de référence pendant laquelle le programme relatif aux matières grasses s'appliquait, lequel établissait l'aide en fonction de la production d'olives et limitait nécessairement la possibilité de bénéficier d'une subvention à certains détenteurs de droits, comme l'USDOC l'a indiqué. Cette limitation ne dépend pas du point de savoir si les programmes relatifs au RPB ont ou n'ont pris en compte d'autres facteurs. En tout état de cause, la tentative de l'UE pour identifier une incompatibilité, quoique dénuée de pertinence, est vaine.

83. Deuxièmement, dans ses réponses aux questions du Groupe spécial, l'UE qualifie d'"autre explication" les descriptions faites par les États-Unis de la constatation de spécificité de l'USDOC. En substance, elle s'attache à un aspect de "la législation" identifiée par l'USDOC, à savoir les subventions basées sur la production d'olives au titre du programme relatif aux matières grasses, à l'exclusion de la manière dont ce programme interagissait avec le programme relatif au RPU et les programmes relatifs au RPB qui lui ont succédé. Les États-Unis ont expliqué comment l'USDOC avait identifié que la possibilité de bénéficier d'un élément distinct des programmes relatifs au RPB – les valeurs des droits au paiement découlant des subventions basées sur la production d'olives – était limitée aux agriculteurs exploitant des terres qui leur permettaient de bénéficier de ces droits. Les États-Unis ont indiqué où cette évaluation était manifeste. Dans la mesure où les arguments de l'UE sont axés sur un membre de phrase à l'exclusion de l'intégralité des constatations de l'USDOC, ceux-ci ne sont pas pertinents pour le différend et devraient être rejetés.

II. L'UE N'A PAS ÉTABLI LE BIEN-FONDÉ DE SA CONTESTATION EN TANT QUE TEL DE L'ARTICLE 771B DE LA LOI DOUANIÈRE DE 1930 NI ÉTABLI QUE L'USDOC ÉTAIT TENU D'EFFECTUER UNE ANALYSE DE LA DIFFÉRENCIATION DES PRIX AU TITRE DES DISPOSITIONS DE L'OMC QU'ELLE CITE

A. L'EU affirme qu'elle ne fait pas valoir que l'USDOC était tenu d'appliquer une méthode spécifique pour déterminer si un avantage avait été transmis, mais ses propres déclarations contredisent cette assertion

84. L'UE affirme avec insistance dans sa deuxième communication écrite qu'elle "n'allègue ou ne fait valoir nulle part que les dispositions du GATT de 1994 et de l'Accord SMC auxquelles les États-Unis font référence prescriraient une méthode spécifique de différenciation des prix dans le contexte d'une analyse de la transmission". Elle souligne en outre qu'aucun de ses arguments concernant les comparaisons de prix ne repose sur une interprétation des dispositions au titre desquelles elle a formulé des allégations dans le présent différend.

85. En fait, l'UE enjoint au Groupe spécial de soupeser ses arguments selon lesquels l'article 771B ne contient pas une analyse de la transmission parce que les deux conditions qui y sont énoncées sont "inappropriées" pour déterminer l'existence et l'importance de l'avantage conféré aux transformateurs d'olives mûres en aval. De l'avis de l'UE, la seule condition appropriée serait que le prix du produit utilisé comme intrant soit inférieur au prix du marché en conséquence de la subvention, et, pour citer ses paroles, aucune "méthode autre qu'une comparaison des prix" n'est appropriée pour déterminer si et dans quelle mesure un avantage est conféré aux transformateurs en aval. Les dispositions juridiques citées par l'UE n'appuient pas la position de l'UE et chacune des allégations de l'UE doit donc être jugée sans fondement.

B. L'UE n'a pas montré qu'une comparaison des prix, par opposition aux conditions énoncées à l'article 771B, était la seule méthode d'analyse appropriée pour déterminer si et dans quelle mesure un avantage était conféré à des produits transformés d'aval

86. Bien que l'UE semble reconnaître que le GATT de 1994 et l'Accord SMC ne créent pas de prescriptions ni de conditions spécifiques, et que de nombreuses conditions peuvent entrer en ligne de compte pour faire une détermination relative à la transmission, elle allègue néanmoins que l'application des conditions énoncées à l'article 771B contrevient nécessairement et dans chaque cas à ces mêmes dispositions. Les États-Unis ne voient pas comment ces déclarations peuvent être conciliées avec la position claire de l'UE selon laquelle aucune "méthode autre qu'une comparaison des prix" n'est appropriée pour déterminer si et dans quelle mesure un avantage est conféré aux transformateurs en aval.

87. Au lieu de tenter de renforcer ses allégations au moyen d'une analyse des obligations énoncées dans l'Accord SMC, l'UE présente des scénarios hypothétiques dans lesquels une comparaison des prix pourrait être pertinente. Or, l'analyse de l'autorité chargée de l'enquête devrait être fondée sur les circonstances factuelles et économiques distinctes auxquelles la branche de production en cause fait face. L'UE fait erreur en affirmant que, du fait qu'une comparaison des prix pourrait être pertinente dans certaines circonstances, elle doit être exigée en toutes circonstances. Le recours à cette affirmation est mal inspiré et ne reflète pas les flexibilités qui existent dans l'Accord SMC.

88. Les marchés des produits agricoles bruts sont caractérisés par une "concurrence parfaite". Il y a une concurrence parfaite sur les marchés où de nombreux producteurs fabriquent des produits presque identiques pour lesquels les vendeurs et les acheteurs possèdent tous les renseignements pertinents dont ils ont besoin pour faire un achat, et où l'entrée et la sortie ne sont pas restreintes. Les producteurs sur des marchés parfaitement concurrentiels sont appelés "preneurs de prix". Cette particularité du marché est une caractéristique systématique des marchés dans le secteur agricole et affecte donc la relation entre les producteurs et les transformateurs de produits agricoles bruts. Compte tenu de ces conditions du marché sous-jacentes, aux termes de l'article 771B, lorsqu'un marché de produits agricoles présente aussi certaines caractéristiques additionnelles – c'est-à-dire lorsque, outre une concurrence parfaite, il y a aussi une dépendance substantielle et une valeur ajoutée limitée –, il sera déterminé que l'avantage conféré par une subvention accordée à un producteur agricole est transmis à un produit agricole transformé.

III. L'ANALYSE DU DOMMAGE FAITE PAR L'USITC ÉTAIT COMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 15 DE L'ACCORD SMC ET L'ARTICLE 3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING**A. L'USITC a procédé à un examen objectif de la branche de production dans son ensemble**

89. La contestation par l'UE de la détermination de l'existence d'un dommage repose sur l'hypothèse centrale que l'USITC a procédé à des analyses "segmentées" sélectives. C'est tout simplement inexact. Une lecture attentive de l'avis de l'USITC confirme qu'il n'y a pas d'élément factuel à l'appui de la tentative de l'UE pour présenter cet avis comme étant une succession d'analyses globales et d'analyses segmentées. L'USITC a fondé ses analyses du dommage sur des données relatives au marché dans son ensemble. Parmi ces analyses de l'USITC figuraient l'analyse du volume, l'analyse des effets sur les prix et l'analyse de l'incidence. Dans le cadre de ses analyses du volume et des effets sur les prix, l'USITC a fourni des renseignements concernant les tendances dans le circuit de distribution relatif à la vente au détail, qui est le circuit du marché où la concurrence entre les olives mûres transformées dans le pays et les olives mûres visées s'est effectivement exercée pendant la période couverte par l'enquête, et le circuit sur lequel toutes les parties aux enquêtes correspondantes ont axé leurs arguments concernant le volume et les effets sur les prix.

90. Même si le Groupe spécial détermine que l'USITC a effectué une analyse qui pourrait être qualifiée d'analyse par "segment de marché" (expression qui n'apparaît pas dans les Accords pertinents), l'UE n'a pas démontré que l'examen et les constatations de l'USITC concernant l'enquête n'étaient pas compatibles avec les prescriptions de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC. À cet égard, les États-Unis notent que la propre définition donnée par l'UE de la supposée analyse par "segment de marché" et des prescriptions s'est modifiée tout au long de la présente procédure.

91. L'UE a d'abord fait valoir, dans sa première communication écrite, que les analyses "segmentées" étaient incompatibles en soi avec l'article 3 de l'Accord antidumping et l'article 15 de l'Accord SMC. Cette position n'a aucun fondement dans le texte des Accords. L'UE a ensuite affirmé qu'une analyse segmentée était incompatible en soi avec les Accords "dans une situation où un seul produit uniforme et homogène (sans aucune différenciation plus poussée des produits) était jugé "très substituable" et vendu de façon interchangeable dans tous les circuits de distribution".

92. L'UE a par la suite admis qu'une analyse segmentée de produits homogènes ne serait pas exclue, à condition qu'"il subsiste des conditions de concurrence différentes par segment pour qu'une segmentation puisse constituer un fondement valable pour l'analyse du dommage". Elle a présenté des hypothèses de ce qui, selon ce qu'elle a prétendu, constituerait des circonstances appropriées pour une analyse segmentée, y compris lorsque des distinctions existent entre des produits nationaux et des produits importés, comme dans le cas d'une comparaison par l'autorité chargée de l'enquête entre des produits de haut de gamme importés et un produit bas de gamme national. Toutefois, l'UE ne fournit toujours pas de fondement textuel à l'appui de cette obligation.

93. L'examen attentif des tendances effectué par l'USITC dans chaque circuit de distribution, où les olives mûres visées étaient en concurrence avec des olives mûres transformées dans le pays dont la taille et l'aspect étaient équivalents, était pleinement conforme à la détermination de l'existence d'un produit similaire établie par l'USITC et à son obligation de fonder ses analyses du dommage sur des éléments de preuve positifs à la suite d'un examen objectif du dossier.

B. L'USITC a procédé à une analyse appropriée du volume

94. Bien que la plupart des contestations par l'UE de l'analyse du volume de l'USITC soient liées à son argument général concernant la segmentation du marché, l'UE soulève deux arguments distincts. Premièrement, elle soutient que l'USITC a fait erreur en constatant que le volume des importations faisant l'objet d'un commerce déloyal était important alors qu'il avait diminué en termes absolus et relatifs pendant la période couverte par l'enquête. De plus, elle soutient que l'USITC n'a pas procédé à un "examen objectif "de la force explicative des importations visées pour la situation de la branche de production nationale dans son ensemble"" en partant du principe que le volume des importations visées vendues au circuit de vente au détail représentait une faible proportion de toutes les expéditions des importations visées. Toutefois, dans son avis, l'USITC s'est pleinement acquittée de l'obligation d'examiner l'"importance" du volume des importations visées.

95. L'USITC a directement examiné l'évolution du volume des importations visées pendant la période couverte par l'enquête et a reconnu que ce volume n'avait pas augmenté en termes absolus ou relatifs. En plus d'évaluer les données relatives au volume pour l'ensemble du marché, elle a également examiné les tendances du volume des importations visées dans les trois circuits de distribution. Elle a observé que les importations visées pénétraient de plus en plus le circuit de vente au détail, qui était le circuit prédominant pour la branche de production nationale. Elle a également constaté que les importations visées avaient pris une part de marché à la branche de production nationale dans le circuit de vente au détail, y compris les sous-circuits de vente au détail de produits sous marque privée et de produits de marque. Après avoir soupesé les éléments de preuve versés au dossier et examiné les arguments des parties, l'USITC a raisonnablement conclu sur la base d'éléments de preuve positifs et sans favoriser les intérêts d'aucune partie particulière à la procédure, que le volume des importations visées était important.

C. L'USITC a procédé à une analyse appropriée des effets sur les prix

96. Outre ses contestations liées à son argument général concernant la segmentation du marché, l'UE soulève d'autres arguments au moyen desquels elle conteste la conclusion de l'USITC que les importations faisant l'objet d'un commerce déloyal s'étaient vendues à des prix inférieurs à ceux du produit national dans une mesure notable.

97. D'après son examen des données relatives aux prix pour 4 produits spécifiques pris en compte dans l'analyse des prix, l'USITC a constaté que les importations visées s'étaient systématiquement vendues à des prix inférieurs à ceux du produit national similaire dans 37 des 48 comparaisons de prix trimestrielles disponibles, y compris dans le circuit de vente au détail, où les importations visées avaient pris une part de marché à la branche de production nationale. Elle a également examiné des renseignements qui figuraient dans le dossier concernant des pertes de ventes, qui indiquaient que 12 des 25 acheteurs interrogés avaient signalé que les prix des importations visées étaient inférieurs à ceux des olives mûres transformées dans le pays. Après avoir soupesé les éléments de preuve versés au dossier et examiné les arguments des parties, l'USITC a raisonnablement conclu, sur la base d'éléments de preuve positifs et sans favoriser les intérêts d'aucune partie particulière à la procédure, que les importations visées s'étaient vendues à des prix inférieurs dans une mesure notable.

D. L'USITC a procédé à une analyse appropriée de l'incidence

98. L'UE fait valoir que, d'un point de vue conceptuel, l'"intensification" de la concurrence dans le circuit de vente au détail est incompatible avec les principes de la concurrence sur un marché ouvert. L'affirmation de l'UE selon laquelle les transformateurs nationaux auraient simplement pu orienter les ventes vers le circuit de distribution ou réintégrer le circuit institutionnel/de l'alimentation dont ils avaient été évincés par les importations visées avant la période couverte par l'enquête ne correspond pas à ce qui s'est réellement produit pendant la période couverte par la présente enquête et ne tient pas compte des constatations étayées par le dossier de l'USITC concernant les conditions de concurrence sur le marché. Spécifiquement, l'USITC a constaté qu'il existait des circuits de commercialisation distincts et que chaque circuit avait des clients spécifiques qui achetaient des olives mûres préparées pour répondre à des besoins propres à chaque circuit. Sur la base de ces conditions, l'USITC a déterminé que les ventes et la part de marché que la branche de production nationale avait perdues au profit des importations visées avaient entraîné une augmentation de ses stocks, qui étaient constitués en grande partie d'olives mûres préparées pour la vente à des acheteurs au détail.

IV. LE TAUX DE DROIT COMPENSATEUR FINAL ÉTABLI PAR L'USDOC POUR GUADALQUIVIR N'ÉTAIT PAS INCOMPATIBLE AVEC LE GATT DE 1994 OU L'ACCORD SMC

A. L'UE n'a pas démontré que l'USDOC n'avait pas demandé de renseignements concernant les achats d'olives brutes utilisées pour produire des olives mûres

99. L'UE a reconnu que la lettre du 4 août 2017 de l'USDOC était "le document central" concernant la question de savoir si l'USDOC avait demandé à Guadalquivir de fournir des renseignements d'achat pour les olives brutes utilisées pour produire des olives mûres. Elle a toutefois tenté d'attirer l'attention sur une lettre distincte que l'USDOC avait publiée le 27 septembre. Dans ses réponses postérieures à la séance virtuelle, l'UE a présenté deux arguments additionnels viciés concernant les

lettres du 4 août et du 27 septembre de l'USDOC. Premièrement, concernant la divulgation des "faits essentiels" au titre de l'article 12.8, elle a fait valoir que "le fait que des renseignements [avaient] été demandés dans un questionnaire initial n'[était] [pas] suffisant pour établir que les renseignements constitu[aient] un fait essentiel ...". Comme les États-Unis l'ont expliqué, l'USDOC a divulgué que les achats d'olives brutes transformées en olives mûres constituaient un fait essentiel examiné; elle l'a fait au moyen de son questionnaire initial et, en tout état de cause, à deux autres occasions (c'est-à-dire le programme de vérification et le rapport de vérification).

100. Deuxièmement, l'UE fait valoir que l'"interprétation naturelle de la chronologie" des lettres du 4 août et du 27 septembre démontre que la lettre du 4 août "se limitait clairement à demander des renseignements sur le volume de toutes les olives brutes". Lorsque l'USDOC a publié sa lettre du 4 août, il ne prévoyait pas que le sens de celle-ci serait interprété dans le contexte d'une lettre adressée ultérieurement. De la même manière, lorsque Guadalquivir et les autres sociétés tenues de répondre ont répondu à la lettre du 4 août, elles ne l'ont pas fait dans le contexte de la lettre du 27 septembre. Si la lettre du 4 août était un avis indiquant que l'USDOC avait besoin de renseignements sur les achats s'agissant des olives brutes transformées en olives mûres, la lettre du 27 septembre ne contredisait pas cet avis d'une façon ou d'une autre. L'UE se réfère au fait que la lettre du 27 septembre "constitue une réponse à une question spécifique du conseil de la société interrogée". En clair, Guadalquivir n'a pas cherché à obtenir des éclaircissements ou des indications additionnelles de l'USDOC.

B. L'UE n'a pas dûment contesté le calcul du montant de l'avantage

101. Plusieurs des allégations de l'UE concernant Guadalquivir se rapportent au calcul du montant de l'avantage. Or, l'UE n'a pas formulé d'allégation au titre de l'article 14 de l'Accord SMC. Interrogée au sujet de son omission, l'UE a fait valoir qu'elle n'avait pas besoin de formuler d'allégation au titre de l'article 14 parce qu'"une détermination de l'existence d'un avantage conféré [pouvait] être conforme à ces disciplines spécifiques [énoncées] à l'article 14 de l'Accord SMC et être malgré tout contraire à d'autres disciplines ...". Le calcul du montant de l'avantage est au cœur des allégations de l'UE. Cette dernière a indiqué en résumé dans sa première communication écrite qu'"[e]n conclusion, le calcul du taux de subventionnement de Guadalquivir (et donc de son taux de droit compensateur) contrev[enait] à l'article VI:3 du GATT de 1994 et aux articles 10, 19.1, 19.3, 19.4 et 32.1 de l'Accord SMC". Toutefois, c'est l'article 14 qui concerne directement le calcul du montant de l'avantage du point de vue de l'avantage conféré au bénéficiaire.

ANNEXE C**ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES**

Table des matières		Page
Annexe C-1	Résumé analytique intégré des arguments du Brésil	89
Annexe C-2	Résumé analytique intégré des arguments du Canada	92
Annexe C-3	Résumé analytique intégré des arguments du Japon	96
Annexe C-4	Résumé analytique intégré des arguments du Mexique	100
Annexe C-5	Résumé analytique intégré des arguments de la Turquie	104

ANNEXE C-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DE LA COMMUNICATION DU BRÉSIL

1. Le Brésil se félicite de l'occasion qui lui est donnée d'exposer ses vues en tant que tierce partie au présent différend. Dans la présente communication, il se concentrera sur certains aspects de l'allégation de l'Union européenne selon laquelle les États-Unis ont violé l'article 2.1 et 2.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (l'"Accord SMC") parce que le Département du commerce des États-Unis (l'"USDOC") n'a pas démontré que les subventions en cause étaient spécifiques.

2. Il apparaît que deux éléments sont pertinents pour une évaluation de la spécificité des subventions en cause dans le présent différend. Le premier élément se rapporte au *droit de bénéficiaire de la subvention*, c'est-à-dire au point de savoir si les programmes limitent la possibilité de bénéficier des subventions à "une entreprise ou à une branche de production ou à un groupe d'entreprises ou de branches de production", ou si les critères ou conditions auxquels le droit de bénéficier de la subvention est subordonné sont "objectifs" au sens de la note de bas de page n° 2 de l'Accord SMC. Le second élément se rapporte au *montant* de la subvention, et se rapporte, entre autres choses, à une évaluation du point de savoir si les critères ou conditions auxquels le montant de la subvention est subordonné sont également "objectifs" au sens de la note de bas de page n° 2 de l'Accord SMC.

3. Dans la présente communication, le Brésil se concentre sur la question du *droit de bénéficiaire de la subvention*. L'Union européenne (l'"UE") fait valoir que, dans le cas du programme relatif au régime de paiement unique (RPU), quatre conditions cumulatives déterminent quelles entités peuvent bénéficier du régime: i) être un agriculteur; ii) détenir un droit à paiement; iii) déclarer un hectare admissible au bénéfice de l'aide; et iv) activer le droit à paiement.¹ En ce qui concerne le programme relatif au régime de paiements de base (RPB), elle explique que "les critères d'admissibilité au bénéfice du RPB s'apparentent à ceux du RPU".² Elle fait valoir que ces prescriptions "montrent clairement que la production de quelque produit agricole que ce soit (pour ne rien dire des olives) n'est pas une condition d'admissibilité au bénéfice du RPU". Elle formule un argument semblable en ce qui concerne le RPB.³

4. Toutefois, cet argument n'est pas directement pertinent pour un examen de la spécificité au titre de l'article 2 de l'Accord SMC s'agissant de l'admissibilité au bénéfice des avantages. La question n'est pas de savoir si les paiements sont "couplés à" la production courante ou "découplés de" celle-ci. Il s'agit en fait de savoir si l'avantage est généralement disponible, ou si la possibilité de bénéficier de la subvention se limite à "une entreprise ou à une branche de production ou à un groupe d'entreprises ou de branches de production".

5. Il convient donc de déterminer si une ou plusieurs des quatre conditions susmentionnées fonctionnent de manière à limiter la possibilité de bénéficier de la subvention à "une entreprise ou à une branche de production ou à un groupe d'entreprises ou de branches de production". En particulier, la condition ii) – détenir un droit à paiement – semble introduire une limitation étroite. La raison en est que le détenteur d'un droit à paiement doit avoir reçu un paiement au cours d'une période de référence au titre d'au moins un des régimes de soutien antérieurs.⁴ D'après ce que le Brésil comprend, dans le cas du programme relatif au RPU, par exemple, ces régimes de soutien sont énumérés de manière exhaustive à l'annexe VI du Règlement n° 1782/2003.

6. La condition ii) fonctionne donc comme un "filtre". Une question pertinente est donc de savoir si les entités qui ont reçu des paiements au titre d'au moins un des régimes de soutien énumérés – et qui satisfont par conséquent à la condition ii) susmentionnée – constituent un groupe qui peut être considéré comme "une entreprise ou ... une branche de production ou ... un groupe d'entreprises ou de branches de production" au sens de l'article 2 de l'Accord SMC. Une autre question pertinente serait de savoir si le critère qu'est le fait de "détenir un droit à paiement" satisfait aux conditions

¹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 70.

² Union européenne, première communication écrite, paragraphe 115.

³ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 71 et 115.

⁴ L'UE explique qu'une entité peut aussi avoir reçu tout ou partie de l'exploitation à titre d'héritage ou d'héritage anticipé de la part d'un agriculteur qui répondait à la condition susmentionnée, ou peut avoir reçu un droit à paiement au titre de la réserve nationale ou par transfert (Union européenne, première communication écrite, paragraphe 70). Ces possibilités ne semblent pas modifier de façon notable la définition des bénéficiaires des programmes.

énoncées à l'article 2.1 b) de l'Accord SMC. Par exemple, le critère "favorise-t-il certaines entreprises par rapport à d'autres"? Est-il "de caractère économique et d'application horizontale"?

7. S'agissant du programme relatif au RPU, par exemple, l'UE note que, "[en] 2004, de plus en plus de régimes de soutien couplé à la production ont été intégrés dans le RPU à la faveur de réformes successives d'une organisation particulière du marché. Dès 2004, conformément au Règlement n° 864/2004, les paiements pour les olives, les grandes cultures, le riz, les légumineuses à grains, le riz, les semences, les fourrages séchés, le lait et les produits laitiers, ainsi que certains paiements pour la viande bovine ont été remplacés par le RPU".⁵ Pour le Brésil, cela n'indique pas clairement que les avantages conférés par les programmes relatifs au RPU et au RPB étaient ou sont largement disponibles dans toute l'économie de l'UE de manière à leur conférer un caractère non "spécifique" au sens de l'article 2 de l'Accord SMC.

8. À cet égard, le Groupe spécial peut trouver des indications dans les constatations du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*. Dans ce différend, la question se posait de savoir si les subventions au titre de l'assurance-récolte étaient spécifiques au sens de l'article 2 de l'Accord SMC. Ce groupe spécial a noté ce qui suit:

"À un moment qui n'est pas précisé dans le texte de l'Accord, et qui peut varier en fonction des circonstances propres à une affaire donnée, une subvention cesserait d'être spécifique parce qu'elle est assez largement disponible dans toute une économie pour ne pas apporter des avantages à tel ou tel groupe limité de producteurs de certains produits. Les termes mêmes de l'article 2.1 indiquent que la spécificité est un concept général, et la portée large ou étroite de la spécificité ne peut pas faire l'objet d'une définition quantitative stricte. La question de savoir si une subvention est spécifique ne peut être traitée qu'au cas par cas."⁶

"Les subventions au titre de l'assurance-récolte sont généralement disponibles pour la plupart des cultures, mais elles ne sont pas généralement disponibles pour l'ensemble du secteur agricole dans tous les domaines. Chaque plan d'assurance est disponible pour une liste définie de cultures auxquelles la FCIC détermine que ce plan est adapté. La partie de la prime prise en charge par la FCIC est indiquée dans chaque plan. Le principal type de plan (production antérieure effective) est disponible pour une centaine de produits de base agricoles, et mentionne le coton upland comme étant l'un de ces produits. Les quatre autres types de plans (risques collectifs, garantie du revenu des récoltes, protection du revenu et assurance-revenu) sont disponibles uniquement pour un nombre limité de huit produits de base ou moins, et chacun mentionne le coton upland comme étant l'un des produits en question. Certaines dispositions types des polices mentionnent le "coton". D'après le dossier, il n'y a pas de polices d'assurance-récolte subventionnées disponibles pour tous les producteurs agricoles. Par conséquent, ces polices ne sont, en fait, même pas généralement disponibles pour la branche de production qui peut être définie comme la branche de production agricole."⁷

"À notre avis, la branche de production représentée par une partie de la production agricole des États-Unis qui cultive et produit certaines cultures agricoles (et certains animaux d'élevage dans certaines régions sous certaines conditions) constitue un segment suffisamment distinct de l'économie des États-Unis pour être considérée comme "spécifique" au sens de l'article 2 de l'Accord SMC."⁸

9. Selon le raisonnement de ce groupe spécial, dans le cas du programme relatif au RPU, une question pertinente est donc de savoir si les entités qui ont reçu des paiements au titre d'au moins un des régimes de soutien énumérés à l'annexe VI du Règlement n° 1382/2003 – et qui répondaient donc à la condition ii) indiquée plus haut au paragraphe 3 – formaient un groupe qui constituait "un segment suffisamment distinct de l'économie [de l'UE] pour être considéré[] comme" spécifique "au sens de l'Article 2 de l'Accord SMC".

10. L'UE ne semble pas répondre à cette question. À propos du programme relatif au RPU, elle affirme que ce programme "n'octroie pas de paiements aux oléiculteurs spécifiquement, mais aux agriculteurs qui peuvent s'être consacrés à l'oléiculture dans le passé et peuvent avoir cessé de

⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 60.

⁶ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1142.

⁷ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1150.

⁸ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1151.

cultiver ce produit au titre du RPU".⁹ Elle affirme ensuite que "[la] constatation de l'USDOC aurait des chances d'être considérée comme correcte si les agriculteurs qui cultivaient des olives dans le cadre du programme de marché commun avaient été légalement tenus de cultiver des olives également dans le cadre du RPU, puis légalement tenus de poursuivre cette culture dans le cadre du RPB pour pouvoir bénéficier d'un soutien au titre de ces programmes. Dans ce cas de figure, les montants de l'aide reçus par les oléiculteurs au titre du RPB en 2016 pourraient être considérés comme étant directement liés au montant de l'aide qu'ils avaient reçu dans le cadre du programme de marché commun [note de bas de page omise] et liés à la production d'olives".¹⁰

11. Une fois de plus, la question pertinente n'est pas de savoir si les montants de l'aide sont "liés" à la poursuite d'une culture spécifique. Le fait que le programme relatif au RPU "n'octroie pas de paiements aux oléiculteurs spécifiquement, mais aux agriculteurs qui peuvent s'être consacrés à l'oléiculture dans le passé et peuvent avoir cessé de cultiver ce produit au titre du RPU" ne rend pas en soi le programme non spécifique. Dans la mesure où les agriculteurs détenaient des droits au titre du programme relatif au RPU parce qu'ils cultivaient des olives dans le cadre du programme de marché commun, ils peuvent constituer "certaines entreprises" au sens de l'article 2.1 de l'Accord SMC aux fins du programme relatif au RPB, qu'ils continuent ou non de cultiver des olives dans le cadre de ce programme.

12. De l'avis du Brésil, l'UE semble souvent amalgamer les concepts définis dans l'Accord sur l'agriculture et le concept de "spécificité" tel qu'il est défini dans l'Accord SMC. Par exemple, elle fait valoir que "[l']approche [de la spécificité] de l'USDOC est en contradiction avec le concept même de soutien du revenu découplé en droit de l'OMC".¹¹ Selon l'UE, l'Accord sur l'agriculture "adopte une approche raisonnable et reconnaît l'évidence: les paiements directs octroyés aux agriculteurs ne viennent pas de nulle part. Ils reposent forcément sur des critères objectifs".¹² Pour l'UE, "malgré [le fait que le RPU, le RPB et le programme d'écologisation] seraient considérés comme une mesure de soutien du revenu découplé au titre de [l'Accord sur l'agriculture], selon les États-Unis, ils conservent l'élément de spécificité *de jure* inhérent au programme de marché commun, c'est-à-dire le fait d'être couplé à la production d'olives. Pour dire les choses simplement, la logique des États-Unis est absurde".¹³

13. Le Brésil ne prend pas position sur le point de savoir si les programmes en cause constitueraient un "soutien du revenu découplé" au titre de l'Accord sur l'agriculture. Quoi qu'il en soit, dans la mesure où l'UE laisse entendre que les "paiements directs octroyés aux agriculteurs" ou le "soutien du revenu découplé" sont *ipso facto* non "spécifiques" au sens de l'Accord SMC, le Brésil ne partage pas cet avis. Rien dans l'article 2 de l'Accord SMC ne prescrit que les subventions agricoles soient "liées" ou "couplées" à la production pour que ces subventions soient spécifiques. En particulier, les rédacteurs de l'Accord sur l'agriculture ont reconnu, à l'article 13, que les subventions qui étaient pleinement conformes aux dispositions de l'Annexe 2 (et étaient donc "exemptées des engagements de réduction") pouvaient "donner lieu à une action aux fins de l'application de droits compensateurs" après la fin de la période de mise en œuvre de neuf ans qui avait commencé en 1995, et étaient donc spécifiques au sens de l'article 2 de l'Accord SMC.

⁹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 323.

¹⁰ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 327.

¹¹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 228.

¹² Union européenne, première communication écrite, paragraphe 232.

¹³ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 234.

ANNEXE C-2**RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES
ARGUMENTS DU CANADA****I. L'ARTICLE VI:3 DU GATT DE 1994 ET LES ARTICLES 1^{er}, 10 ET 19 DE L'ACCORD SMC PRESCRIVENT QUE L'AUTORITÉ CHARGÉE DE L'ENQUÊTE DÉTERMINE L'EXISTENCE ET LE MONTANT D'UNE SUBVENTION INDIRECTE AVANT D'IMPOSER DES DROITS COMPENSATEURS**

1. L'obligation de déterminer l'existence et le montant d'une subvention accordée au bénéficiaire est un élément fondamental du GATT de 1994 et de l'Accord SMC. Pour qu'il existe une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire au titre de l'article 1.1 de l'Accord SMC, il doit y avoir une contribution financière des pouvoirs publics qui confère un avantage à un bénéficiaire. Si l'autorité chargée de l'enquête n'a pas déterminé l'existence et le montant de la subvention accordée au bénéficiaire, il n'y a pas de subvention à neutraliser et aucun droit compensateur ne peut être imposé au titre de l'article VI:3 du GATT de 1994 et des articles 10 et 19 de l'Accord SMC.

2. Lorsqu'une subvention est accordée à un producteur en amont d'un produit servant de matière première – qui n'est pas visé par l'enquête – et que ce producteur en amont vend la matière première à un producteur en aval non lié du produit visé par l'enquête, la logique économique veut que le producteur en amont rationnel cherche à conserver une partie, sinon la totalité, de l'avantage associé à la contribution financière. Dans ces circonstances, pour respecter ses obligations au titre du GATT de 1994 et de l'Accord SMC, l'autorité chargée de l'enquête doit s'assurer que le bénéficiaire, le producteur en aval, a effectivement reçu une subvention avant d'imposer un droit compensateur.

3. L'Accord SMC dispose, et l'Organe d'appel a constaté, qu'un "avantage" conféré par une subvention, tel qu'il est défini à l'article 1.1 b), n'existe pas dans l'abstrait et doit être conféré au bénéficiaire. Les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'établir que les éléments essentiels de la définition d'une subvention figurant à l'article premier de l'Accord SMC sont présents avant d'imposer des droits compensateurs. Sur cette base, l'Organe d'appel a constaté dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* que, en l'absence d'éléments de preuve indiquant le contraire, l'autorité chargée de l'enquête ne pouvait pas considérer qu'un producteur en aval, qui n'avait pas reçu directement une contribution financière, avait néanmoins reçu la totalité de l'avantage conféré à un transformateur en amont non lié.

4. L'obligation de déterminer l'existence et le montant d'une subvention est énoncée à l'article VI:3 du GATT, qui ne permet pas à l'autorité chargée de l'enquête de percevoir sur le produit visé par l'enquête des droits compensateurs dépassant un "montant" égal à la subvention "que l'on sait" ("determined" dans le texte anglais) avoir été accordée. Le terme anglais "determine[]" (savoir) indique que l'autorité chargée de l'enquête est tenue d'examiner tous les faits pertinents pour déterminer l'existence et le montant d'une subvention accordée au produit visé par l'enquête avant d'imposer des droits compensateurs. Le terme "montant" exige que l'autorité chargée de l'enquête quantifie, du point de vue de sa valeur financière, la subvention accordée pour le produit visé par l'enquête. L'article VI:3 du GATT indique clairement que ce principe s'applique à la fois aux subventions indirectes et aux subventions directes.

5. Par conséquent, comme l'Organe d'appel l'a expliqué dans son analyse de l'article VI:3 dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, l'autorité chargée de l'enquête doit établir "si, et à hauteur de quel montant, les subventions accordées au producteur de la matière première ont été transmises, en aval, au producteur du produit transformé à partir de cette matière première" parce que "les Membres ne doivent pas imposer de droits pour neutraliser un montant de la subvention pour la matière première qui n'a pas été transmise aux produits transformés assujettis à des droits compensateurs".¹

6. L'article 10 de l'Accord SMC incorpore l'article VI:3 du GATT dans l'Accord SMC et dispose que l'autorité chargée de l'enquête doit "prendre[e] toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte

¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 141.

que l'imposition d'un droit compensateur à l'égard de tout produit [...] soit conforme aux dispositions de l'article VI du GATT de 1994 et aux conditions énoncées dans le présent accord". Dès lors, l'autorité chargée de l'enquête doit prendre l'initiative de déterminer l'existence et le montant d'une subvention accordée au bénéficiaire.

7. L'article 19.1 et l'article 19.4 de l'Accord SMC confirment séparément le "lien clair" qui existe entre la détermination par l'autorité chargée de l'enquête de l'existence et du montant d'une subvention accordée au bénéficiaire et l'imposition de droits compensateurs.² L'article 19.1 dispose que si un "Membre, dans une détermination finale, établit l'existence et le montant d'une subvention", il peut "imposer un droit compensateur conformément aux dispositions [de l'article 19]". L'article 19.4 reprend le libellé de l'article VI:3 du GATT et dispose qu'"[i]l ne sera perçu, sur un produit importé, aucun droit compensateur dépassant le montant de la subvention dont l'existence aura été constatée, calculé en termes de subventionnement par unité du produit subventionné et exporté". Cet article indique donc que l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas présumer, mais doit "calculer", la subvention par unité du produit visé par l'enquête. Si l'autorité chargée de l'enquête n'a pas déterminé l'existence et le montant d'une subvention indirecte reçue par le producteur en aval et n'a pas calculé le montant de la subvention imputé au produit visé par l'enquête, elle ne peut pas percevoir de droit compensateur conformément à l'article 19.1 et 19.4.

8. Les principes énoncés plus haut sont confirmés par le contexte de ces dispositions, qui indique que l'autorité chargée de l'enquête est tenue de calculer le montant de la subvention accordée au bénéficiaire. L'article 14 de l'Accord SMC fournit un contexte pertinent pour le sens de l'expression "avantage" figurant à l'article 1.1 b) et indique clairement que l'autorité chargée de l'enquête doit "calculer" le montant de l'avantage conféré au bénéficiaire. Il ne suffit pas de simplement présumer ou considérer qu'un bénéficiaire est "mieux loti" lorsqu'une contribution financière est accordée à un producteur non lié d'un produit servant de matière première.

9. Les États-Unis allèguent que le GATT de 1994 et l'Accord SMC ne prescrivent pas de méthode particulière pour le calcul de l'avantage. Le Canada partage l'avis selon lequel que ces dispositions ne prescrivent pas de méthode particulière. Toutefois, elles imposent des limitations importantes quant à la méthode que l'autorité chargée de l'enquête peut utiliser. Cette dernière ne peut pas satisfaire à ses obligations au titre du GATT de 1994 et de l'Accord SMC en affirmant simplement que son droit compensateur est une approximation raisonnable de la subvention; elle doit calculer le droit compensateur sur la base des éléments de preuve versés au dossier qui se rapportent spécifiquement au montant de la subvention.

10. Dans les cas où l'autorité chargée de l'enquête évalue si une subvention a été "transmise" lorsqu'un producteur en aval du produit visé par l'enquête achète à un producteur en amont non lié un produit servant de matière première subventionné, l'élément de preuve versé au dossier qui se rapporte spécifiquement au montant de la subvention est le prix du produit servant de matière première. Conformément à l'article VI:3 du GATT et aux articles 10 et 19 de l'Accord SMC, l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer, ou calculer, si et dans quelle mesure le prix payé par le producteur en aval pour le produit servant de matière première inclut une subvention. Cette détermination concerne nécessairement le prix du produit servant de matière première.

11. De même, le prix du produit servant de matière première dont il est allégué qu'il est subventionné est nécessaire pour déterminer si l'achat de cette matière première a conféré un "avantage" au sens de l'article 1:1 b) de l'Accord SMC. Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, le mot "avantage", tel qu'il est employé à l'article 1:1 b), comporte une forme de comparaison. Dans une transaction entre un producteur en aval et un producteur en amont non lié, l'"avantage" transparaît dans ce que le producteur en aval a payé pour la matière première subventionnée, par rapport à ce qu'il aurait payé autrement. Si le prix d'une matière première ne confère pas un avantage, aucun avantage n'est "transmis" du bénéficiaire de la subvention en amont au producteur en aval non lié du produit visé par l'enquête.

12. Enfin, le Canada partage l'avis de l'Union européenne selon lequel, dans le cas de transactions multiples entre des parties non liées dans une chaîne d'approvisionnement, l'autorité chargée de l'enquête doit examiner si un avantage a été conféré à chaque niveau de la chaîne

² Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Plomb et bismuth II*, paragraphe 6.52.

d'approvisionnement dans son analyse de l'existence et du montant de la subvention accordée pour le produit visé par l'enquête.

II. L'ARTICLE 771B NE PERMET PAS UNE ANALYSE CONFORME AU GATT DE 1994 ET À L'ACCORD SMC

13. Le différend entre l'Union européenne et les États-Unis est centré sur la question de savoir si l'article 771B de la *Loi douanière de 1930* des États-Unis (l'"article 771B") permet d'établir qu'une subvention accordée au producteur d'un produit servant de matière première a été "transmise" à l'avantage de l'acheteur de ce produit servant de matière première. Lorsqu'une subvention est accordée à un produit agricole brut, l'article 771B considère que la subvention est "transmise" au produit agricole transformé en aval qui fait l'objet de l'enquête lorsque deux conditions sont réunies: 1) la demande du produit d'amont dépend substantiellement de celle du produit d'aval et 2) l'opération de transformation n'ajoute qu'une valeur limitée au produit brut. Vu la prescription selon laquelle le Département du commerce des États-Unis (le "Département du commerce") "considérera" ("shall" deem) qu'il existe une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire lorsque ces deux conditions sont réunies, il apparaît au Canada que le Département du commerce n'a pas toute latitude au titre de l'article 771B pour effectuer d'autres analyses ou prendre d'autres mesures nécessaires pour déterminer l'existence et le montant des subventions.

14. Afin de "déterminer" l'existence de la subvention accordée au bénéficiaire et de "calculer" celle-ci, il est nécessaire que l'autorité chargée de l'enquête examine ce que le bénéficiaire a effectivement reçu. Par conséquent, au moment de déterminer si l'achat d'un produit servant de matière première a accordé une subvention et de calculer le montant de la subvention, il est nécessaire que l'autorité chargée de l'enquête évalue le prix payé pour le produit servant de matière première. L'article 771B empêche cette évaluation parce que les deux conditions énoncées à l'article 771B n'évaluent pas le prix payé pour le produit servant de matière première. De ce fait, l'article 771B ne permet pas au Département du commerce de déterminer si l'achat du produit servant de matière première a conféré un avantage à l'acheteur ou de calculer le montant de la subvention accordée en raison du prix du produit servant de matière première.

15. Les conclusions du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Viande de porc canadienne* en ce qui concerne l'article 771B s'appliquent également en l'espèce. Ce groupe spécial a constaté qu'une analyse prescrite par l'article 771B empêchait le Département du commerce d'analyser la question de savoir si une subvention avait été accordée pour le produit visé par l'enquête et était donc incompatible avec l'article VI:3 du GATT.

16. Les États-Unis font valoir que l'article 771B est une méthode valable pour évaluer si un avantage a été reçu en raison des circonstances factuelles particulières associées aux produits agricoles. Le Canada ne partage pas l'avis selon lequel la logique économique de la transmission est fondamentalement différente pour les producteurs agricoles par rapport à n'importe quel autre producteur.

III. SPÉCIFICITÉ DE JURE AU TITRE DE L'ARTICLE 2.1 A) DE L'ACCORD SMC

17. L'article 2.1 a) dispose qu'une subvention est spécifique *de jure* dans les cas où "la possibilité de bénéficier" ("access" dans le texte anglais) de la subvention est expressément limitée à "certaines entreprises". Le terme "access" (la possibilité de bénéficier) figurant à l'article 2.1 a) désigne "[t]he right or opportunity to benefit from or use a system or service" (le droit ou la possibilité de bénéficier d'un système ou d'un service, ou de l'utiliser).

18. La question de savoir si une entreprise a le droit de bénéficier d'une subvention n'est pas une question ouverte. C'est une question à laquelle il est répondu par oui ou par non. Même si une entreprise reçoit une subvention moins importante en raison d'une distinction dans la législation pertinente, cette entreprise a quand même la possibilité de bénéficier de la subvention parce qu'elle a "le droit ou la possibilité de bénéficier" de celle-ci. Par conséquent, l'examen au titre de l'article 2.1 a) ne consiste pas à savoir s'il y a une limitation expresse qui "favorise" certaines entreprises. En fait, l'article 2.1 a) pose la question de savoir si la possibilité de bénéficier d'une subvention est expressément limitée à "certaines entreprises", ce qui signifie nécessairement que la subvention n'est accessible qu'à ce groupe défini de "certaines entreprises".

19. En outre, la "limitation expresse" de cette possibilité doit identifier "certaines entreprises". À partir des définitions des termes "explicit" (exprès) et "explicitly" (expressément), l'Organe d'appel a constaté que la limitation de la possibilité de bénéficier d'une subvention devait être "explicite, sans ambiguïté ou claire d'après la teneur de l'instrument pertinent, et non pas simplement "insinuée" ou "sous-entendue".³ Le mot "to" (à) qui précède l'expression "certain enterprises" (certaines entreprises) à l'article 2.1 a) montre que la limitation expresse de la possibilité de bénéficier d'une subvention doit identifier certaines entreprises ou branches de production. Si l'autorité qui accorde la subvention ou la législation qui la régit ne limite pas expressément la possibilité de bénéficier d'une subvention à "certaines entreprises", et exclut donc d'autres entreprises en ne leur ménageant pas cette possibilité, la subvention n'est pas spécifique *de jure* au sens de l'article 2.1 a).

20. Le sens ordinaire de l'article 2.1 a) ne permet pas aux gouvernements de se soustraire aux disciplines de l'Accord SMC en matière de subventions. Si une subvention ne contient pas de limitation expresse de la possibilité de bénéficier de la subvention, mais "favorise" certaines entreprises en leur accordant des montants de subvention disproportionnés, l'autorité chargée de l'enquête pourrait effectuer une analyse de la spécificité *de facto* au titre de l'article 2.1 c). Cet article dispose expressément que l'autorité chargée de l'enquête peut examiner "l'octroi à certaines entreprises de montants de subvention disproportionnés" en tant que facteur dans une analyse de la spécificité *de facto*. L'examen de ce facteur au titre de l'article 2.1 a) rendrait l'article 2.1 c) superflu et inutile.

IV. L'ARTICLE 12.1 ET 12.8 PRESCRIT QUE L'AUTORITÉ CHARGÉE DE L'ENQUÊTE AVISE LES PARTIES INTÉRESSÉES DES RENSEIGNEMENTS QU'ELLE EXIGE ET LES INFORME DES FAITS ESSENTIELS EXAMINÉS

21. L'article 12.1 et 12.8 de l'Accord SMC dispose que l'autorité chargée de l'enquête donne aux sociétés interrogées un avis approprié des renseignements qu'elle exige et leur ménage d'amples possibilités de présenter tous les éléments de preuve pertinents, et qu'elle les informe des faits essentiels examinés.

22. L'article 12.1 prescrit que l'autorité chargée de l'enquête avise une partie intéressée des renseignements qu'elle exige et lui ménage d'amples possibilités de présenter les renseignements pertinents. Le Groupe spécial *Chine – Produits à base de poulet de chair (article 21:5 – États-Unis)* a constaté que cette obligation supposait de prendre contact avec toutes les parties intéressées et de les informer des renseignements en question. Bien que cette prescription soit évaluée au cas par cas, pour qu'un "avis" au titre de l'article 12.1 ait un sens, les renseignements exigés doivent ressortir de la demande de renseignements de l'autorité chargée de l'enquête.

23. L'article 12.8 prévoit la divulgation des "faits essentiels" examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer des mesures définitives. La divulgation de ces faits essentiels est capitale pour permettre aux parties intéressées de défendre leurs intérêts avant que l'autorité chargée de l'enquête n'établisse sa détermination finale. De l'avis du Canada, les éléments de preuve qui constituent le fondement du calcul du subventionnement par l'autorité chargée de l'enquête sont un "fait essentiel" qui doit être divulgué avant la détermination finale.

24. Le moment choisi par l'autorité chargée de l'enquête pour divulguer les faits essentiels est capital pour déterminer si cette divulgation satisfait aux prescriptions de l'article 12.8. Cet article prévoit que la divulgation des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives "devrait avoir lieu suffisamment tôt pour que les parties puissent défendre leurs intérêts". Si une partie n'a pas la possibilité de réagir à la divulgation des faits essentiels au moyen d'éléments de preuve, la divulgation n'a pas eu lieu suffisamment tôt pour que cette partie puisse défendre ses intérêts.

³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 372.

ANNEXE C-3**RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES
ARGUMENTS DU JAPON****I. PRESCRIPTION RELATIVE À UNE ANALYSE DE LA TRANSMISSION**

1. Le Japon partage de manière générale à l'avis de l'Union européenne selon lequel l'analyse de la transmission dans une affaire en matière de droits compensateurs consiste essentiellement à "déterminer si et dans quelle mesure les subventions accordées pour le produit (brut) servant de matière première ont fait baisser les prix du produit servant de matière première payés par les transformateurs au-dessous de ceux qu'ils devraient payer pour le produit servant de matière première qu'ils se procurent à des conditions commerciales auprès d'autres sources d'approvisionnement".¹ Il ne souscrit pas à l'argument des États-Unis selon lequel l'article VI:3 du GATT de 1994 présuppose que la détermination de l'existence d'un avantage a déjà été faite² et qu'il n'est pas nécessaire d'évaluer le prix de la matière première en l'absence de la subvention dans la situation de transmission.³

2. Contrairement à un différend concernant des subventions prohibées/pouvant donner lieu à une action au titre de l'article XVI du GATT de 1994, dans une affaire en matière de droits compensateurs, une analyse de la transmission et une quantification estimée du montant de la transmission sont nécessaires du fait de l'article VI:3 du GATT de 1994, qui dispose qu'un droit compensateur "dépassant" le montant "estimé" de la subvention ne devrait pas être imposé. Étant donné que l'avantage résultant de subventions en amont ne serait conféré à des producteurs en aval que par le biais du prix moins élevé de la matière première, une quantification estimée de la mesure dans laquelle la subvention en amont fait baisser le prix du produit servant de matière première est en toute logique nécessaire pour évaluer l'avantage conféré aux producteurs en aval, afin que ces derniers puissent abaisser le prix de leurs produits en utilisant cet avantage.

3. Cela étant, comme aucune méthode de transmission particulière s'agissant du calcul de l'avantage n'est prescrite par une quelconque disposition du GATT de 1994 ou de l'Accord SMC, le calcul rigide du montant effectif d'une subvention qui est transmis ne devrait pas être requis. La quantification de la transmission, qui peut comprendre la confirmation de l'existence d'une transmission, dans les enquêtes en matière de droits compensateurs peut s'appuyer sur des inférences raisonnables ou des présomptions étayées par tous les faits pertinents dans une affaire donnée.⁴

4. À cet égard, le Japon considère que certains éléments peuvent indiquer l'existence d'une transmission ou d'une transmission importante. En fonction des faits particuliers de la cause, dans certaines circonstances il peut également être présumé que la *totalité* de l'avantage reçu par le fournisseur en amont d'une matière première est transmis au producteur en aval. Un exemple exceptionnel de ce type pourrait être celui d'un producteur en amont et d'un producteur en aval considérés comme étant une entité unique en raison de leur structure financière ou d'une autre relation.

5. En outre, la structure, la nature ou l'objectif de la subvention peuvent être très pertinents. Les subventions en amont conférées dans le cadre de politiques industrielles visant à promouvoir certaines industries manufacturières sont généralement structurées de façon à faire baisser le prix de la matière première (et/ou à augmenter la production de la matière première) et non de façon à permettre aux producteurs en amont de s'approprier l'avantage. D'autres facteurs peuvent aussi

¹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 407 (*citant* le rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Viande de porc canadienne*, paragraphe 4.9).

² États-Unis, première communication écrite, paragraphe 111.

³ États-Unis, première communication écrite, paragraphes 131 et 132; et États-Unis, réponses aux questions du Groupe spécial le 10 juin 2020, paragraphe 45 (Q12 b)).

⁴ Voir le rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Viande de porc canadienne*, paragraphe 4.8 ("les mots utilisés à l'article VI:3, "que l'on sait" et "estimé", ainsi que les pratiques suivies par les parties contractantes pour appliquer cette disposition, telles qu'elles apparaissent dans la partie I du Code des subventions, indiquent que la décision concernant l'existence d'une subvention doit résulter d'un examen de tous les faits pertinents").

étayer l'inférence ou la présomption de transmission, comme ceux-ci: a) les producteurs en amont et en aval sont-ils affiliés⁵; b) les producteurs en amont subventionnés sont-ils des fournisseurs dominants sur le marché de la matière première; c) les matières premières subventionnées sont-elles des produits de base; et/ou d) les produits subventionnés sont-ils des matières premières brutes dont la transformation servirait exclusivement à obtenir les produits en aval visés.

6. Cela étant, ces facteurs ne sont pas déterminants en eux-mêmes. Par exemple, même lorsque les matières premières subventionnées sont des produits de base, en fonction de la façon dont le prix de ces produits de base est établi sur le marché, il se peut que la transmission de l'avantage ne soit pas facile à inférer. Ainsi, si des producteurs en aval ont accès à des importations à bas prix qui peuvent se substituer à la matière première nationale produite par des producteurs en amont subventionnés, il se peut qu'une subvention en amont ne modifie pas le prix de la matière première que doivent payer les producteurs en aval concernés. Dans ce cas, l'avantage de la subvention en amont ne serait pas transmis aux producteurs en aval.

II. ANALYSE DU DOMMAGE

7. Nous examinons maintenant l'analyse appropriée du dommage conformément à l'article 15 de l'Accord SMC et à l'article 3 de l'Accord antidumping. Nous ferons référence à ces dispositions de façon interchangeable et nous nous appuyerons sur la jurisprudence relative à l'un ou l'autre ensemble de dispositions, au besoin.

1. Analyse segmentée

8. En ce qui concerne la nature de l'analyse du dommage prescrite dans toute enquête en matière de droits antidumping ou compensateurs, l'analyse du volume, du prix, de l'incidence et du lien de causalité doit suivre une "progression logique" qui aboutit en définitive à une conclusion concernant le point de savoir si les importations visées causent un dommage à la branche de production nationale dans son ensemble.⁶ Compte tenu de ce principe et du fait qu'aucune disposition de l'article 15 de l'Accord SMC ou de l'article 3 de l'Accord antidumping n'empêche une analyse segmentée de quelque nature que ce soit, le Japon considère que, même dans le cas d'un produit similaire unique, il est permis de faire une analyse segmentée pour autant que l'autorité chargée de l'enquête i) arrive en définitive à une conclusion concernant l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale *dans son ensemble*⁷; et ii) démontre de manière adéquate pourquoi son analyse segmentée est appropriée dans les circonstances d'une affaire donnée. En particulier, dans le cas d'un produit similaire unique, un groupe spécial devrait examiner si l'autorité chargée de l'enquête a raisonnablement expliqué l'existence véritable de chaque segment utilisé dans l'analyse du dommage (par exemple, en confirmant différents modes d'achat distinguables), de façon à raisonnablement justifier son analyse segmentée.

9. Par ailleurs, une fois que l'autorité chargée de l'enquête a décidé de procéder à une analyse segmentée des éléments relatifs au dommage, elle doit effectuer cette analyse tout au long de son examen de l'existence d'un dommage d'une manière qui suit une "progression logique" et aboutit à une conclusion quant à l'existence d'un dommage pour la branche de production nationale dans son ensemble. Par exemple, l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas choisir à sa convenance d'effectuer une analyse segmentée du volume et une analyse globale du prix et de l'incidence. En fait, elle doit effectuer ses analyses ultérieures sur la base de la même segmentation du marché et intégrer ses analyses à la fin pour déterminer si les importations visées sont une cause de dommage important pour la branche de production nationale *dans son ensemble*.

2. Analyse du volume et analyse du prix au titre de l'article 15.2 de l'Accord SMC et de l'article 3.2 de l'Accord antidumping

10. Le Japon considère que l'analyse du volume au titre de l'article 15.2 de l'Accord SMC et de l'article 3.2 de l'Accord antidumping doit porter sur la question de savoir s'il y a eu augmentation

⁵ Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 146; et le rapport du Groupe spécial *Mexique – Huile d'olive*, paragraphe 7.142.

⁶ Voir le rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 128.

⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – HP-SSST (Japon) / Chine – HP-SSST (UE)*, paragraphe 5.204 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 195) (mise en relief dans l'original).

notable des importations visées et non pas simplement présence des importations visées, ce qui comprend deux examens: premièrement, le point de savoir si les importations visées ont augmenté; et deuxièmement, le point de savoir si les importations visées ont remplacé des produits similaires nationaux. Le résultat des deux examens doit être positif pour qu'il soit conclu qu'il y a eu "*augmentation notable*" du volume des importations visées.

11. De même, l'analyse des effets sur les prix au titre des mêmes dispositions exige un examen du rapport de concurrence entre les importations visées et les produits similaires nationaux, y compris un examen de la question de savoir si les prix des importations visées peuvent entraîner une baisse des prix ou une diminution des ventes de produits similaires nationaux, pour établir le caractère *notable* de quelconques effets sur les prix.

12. Pour résumer, la raison en est qu'aux termes de l'article 15.2 de l'Accord SMC et de l'article 3.2 de l'Accord antidumping, il doit y avoir une augmentation "*notable*" du volume et un effet "*notable*" sur les prix dans le contexte de la "*progression logique*" au moyen d'une série d'examens portant aussi bien sur le volume et les effets sur les prix que sur l'incidence et le lien de causalité.⁸ Cette prescription oblige l'autorité chargée de l'enquête à examiner objectivement: les interactions sur le marché entre le volume/le prix des importations visées et ceux des produits similaires nationaux, selon qu'il sera approprié dans le contexte de chaque cas spécifique et comme l'indiquent les tendances de chacun; et tout autre élément de preuve positif concernant le degré du rapport de concurrence entre les importations visées et les produits similaires nationaux.

13. Ce faisant, l'autorité chargée de l'enquête peut déterminer si les importations visées ont *remplacé* les produits similaires nationaux pendant la période couverte par l'enquête, de sorte que toute augmentation du volume peut être considérée comme "*notable*". Cela permet aussi à l'autorité chargée de l'enquête de déterminer si la sous-cotation des prix peut avoir sur le prix du produit similaire national un "effet" "*notable*", qui peut être i) une diminution effective des prix d'un produit similaire national ou un empêchement effectif de hausses de ces prix, ou ii) en l'absence de ces phénomènes de prix intérieur, des pertes de ventes ou une diminution du volume ou de la part de marché d'un produit similaire national causées par les importations meilleur marché.

14. Sans une constatation positive de l'existence de cette augmentation "*notable*" du volume ou de ces effets "*notables*" sur les prix en raison des subventions ou du dumping, une constatation finale selon laquelle les importations visées ont eu une incidence défavorable sur la branche de production nationale au titre de l'article 15.4 de l'Accord SMC ou de l'article 3.4 de l'Accord antidumping n'aurait pas la "*progression logique*" susmentionnée s'agissant de l'évaluation du volume et des prix, et ne serait donc pas motivée et adéquate.

III. CRITÈRE D'EXAMEN

15. En dernier lieu, le Japon souhaite formuler quelques observations concernant le critère d'examen aux fins de l'examen par un groupe spécial des mesures compensatoires, dont les parties traitent dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial.

16. Premièrement, le Japon considère que le critère d'examen est en substance le même, indépendamment du point de savoir si un groupe spécial examine des mesures compensatoires ou des mesures antidumping. L'article 17.6 i) de l'Accord antidumping n'est pas en contradiction avec l'article 11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, qui énonce le critère d'examen au titre de l'un quelconque des accords visés. La première disposition reflète fidèlement l'obligation relative à une "*évaluation objective*" qui est imposée au titre de la seconde disposition, et le texte des deux dispositions impose aux groupes spéciaux d'examiner activement les faits pertinents.⁹ De plus, la structure d'examen d'une mesure corrective commerciale (qu'il s'agisse d'une mesure compensatoire, d'une mesure antidumping ou d'une mesure de sauvegarde) est en substance la même – c'est-à-dire que lorsqu'un groupe spécial examine la compatibilité avec les règles de l'OMC d'une mesure corrective commerciale d'un Membre, il doit examiner la détermination de l'autorité chargée de l'enquête qui constitue le fondement de la mesure prise. En outre, lorsqu'un groupe spécial examine une détermination unique de l'existence d'un dommage concernant à la fois des importations subventionnées et des importations faisant l'objet d'un dumping et des allégations

⁸ Voir le rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphes 128 et 138; le rapport du Groupe spécial *Chine – Appareils à rayons X*, paragraphe 7.49.

⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 55.

portant sur des dispositions identiques ou presque identiques de l'Accord SMC et de l'Accord antidumping, il devrait s'efforcer de ne pas arriver à des conclusions incohérentes.¹⁰

17. Deuxièmement, si un examen *de novo* est prohibé, un groupe spécial doit néanmoins procéder à une évaluation objective au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord et de l'article 17:6 i) de l'Accord antidumping. À cet égard, le Japon rappelle les constatations pertinentes suivantes de l'Organe d'appel:

*[L]e groupe spécial procède à une "évaluation objective" de la question de savoir si l'autorité chargée de l'enquête a fourni une explication motivée et adéquate: i) de la façon dont les éléments de preuve versés au dossier étayaient ses constatations factuelles; et ii) de la façon dont ces constatations factuelles étayaient la détermination globale de l'existence d'une subvention. ... Les groupes spéciaux doivent donc examiner la question de savoir si l'explication fournie par les autorités compétentes tient pleinement compte de la nature et, notamment, de la complexité des données et si elle tient compte d'autres interprétations plausibles de ces données. En particulier, un groupe spécial doit constater qu'une explication n'est pas motivée ou qu'elle n'est pas adéquate si une autre explication des faits est plausible et que l'explication donnée par les autorités compétentes ne lui semble pas adéquate au vu de cette autre explication.*¹¹

18. Comme un groupe spécial ne doit pas procéder à un examen *de novo* des éléments de preuve dont disposait l'autorité compétente dont la détermination fait l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC¹², il ne peut pas formuler une autre constatation lorsque la constatation de l'autorité chargée de l'enquête et cette autre constatation font partie de constatations motivées et adéquates concurrentes, et il ne peut pas réexaminer la détermination de l'autorité chargée de l'enquête sur la base de faits ou d'éléments de preuve nouveaux. Cependant, un groupe spécial ne peut pas non plus s'en remettre complètement à l'autorité chargée de l'enquête.¹³ En fait, il est possible et en outre prescrit par l'article 11 du Mémoire d'Accord que les groupes spéciaux examinent de manière critique si la constatation de l'autorité chargée de l'enquête est motivée et adéquate. En d'autres termes, conformément au critère d'examen applicable, un groupe spécial doit quand même examiner si la constatation de l'autorité chargée de l'enquête ne comporte pas de faille logique importante, sur la base des explications et des faits sous-jacents.

¹⁰ Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux VI*, paragraphe 7.18.

¹¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires (Chine)* (article 21.5 – Chine), paragraphe 5.164.

¹² *Ibid.* (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI* (article 21:5 – Canada), paragraphe 93; *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphes 183 et 186 à 188; *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 106.

¹³ Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Crevettes II (Viet Nam)*, paragraphe 7.8.

ANNEXE C-4**RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES
ARGUMENTS DU MEXIQUE**

*Réponses du Mexique à certaines questions posées par le Groupe spécial
aux parties avant la première réunion de fond*

3 ALLÉGATIONS CONCERNANT LA SPÉCIFICITÉ

Question 2: À l'article 2.1 a) de l'Accord SMC, il est question de la législation qui "limite expressément ... la possibilité de bénéficier" de la subvention. Selon une interprétation correcte de l'article 2.1 a), le membre de phrase "la possibilité de bénéficier" fait-il référence:

- a. aux critères qui déterminent le droit de bénéficier de la subvention (c'est-à-dire le point de savoir si certaines entreprises peuvent ou ne peuvent pas recevoir la subvention);
- b. aux critères qui déterminent le montant de la subvention (c'est-à-dire les distinctions qui influent sur les montants de subvention que ces entreprises recevront).

Veuillez indiquer votre position et expliquer pourquoi.

Réponse:

À notre avis, le membre de phrase "limite expressément à certaines entreprises la possibilité de bénéficier de la subvention" devrait être compris comme désignant l'existence de mécanismes ou de directives au moyen desquels la subvention ne s'adresse qu'aux "certaines entreprises" (l'entreprise, la branche de production, les entreprises ou les branches de production) dont il est allégué qu'elles reçoivent la subvention; c'est quelque chose qui a nécessairement trait aux critères régissant le droit de bénéficier de la subvention. En d'autres termes, ce membre de phrase signifie que seules certaines entreprises qui satisfont aux critères peuvent recevoir la subvention. Selon nous, il n'y a rien dans le texte de la disposition qui indique que la subvention est spécifique quand la possibilité de bénéficier de celle-ci est généralisée mais que des distinctions existent en ce qui concerne le montant accordé.

Question 3: L'article 2.1 a) de l'Accord SMC énonce-t-il une prescription juridique imposant à l'autorité chargée de l'enquête d'examiner les critères régissant le droit de bénéficier d'un programme de subventions donné pour établir que la possibilité de bénéficier de la subvention est expressément limitée au sens de cette disposition? L'USDOC a-t-il procédé à cet examen et s'est-il fondé sur les critères régissant ce droit pour formuler sa constatation de spécificité?

Réponse:

L'article 2.1 a) dispose que pour qu'il y ait spécificité, l'autorité qui accorde la subvention, ou la législation en vertu de laquelle ladite autorité agit, doit limiter expressément à certaines entreprises la possibilité de bénéficier de la subvention. Cela signifie que, pour que l'autorité chargée de l'enquête puisse déterminer objectivement que la limitation est effectivement expresse et que la subvention est donc spécifique, ladite autorité est obligée d'analyser les conditions régissant le droit de bénéficier d'une subvention donnée. Selon nous, il n'y a pas d'autre moyen de conclure que la limitation applicable à une subvention est expresse que celui d'analyser les conditions régissant l'octroi de la subvention.

Question 4: Le fait qu'un programme de subventions antérieur a été mis en place en vertu d'un instrument juridique qui n'est plus en vigueur signifie-t-il que ce programme antérieur ne peut pas constituer le fondement d'une détermination de spécificité *de jure*? Veuillez expliquer en tenant compte du fait que l'article 2.1 a) de l'Accord SMC dispose que "la législation en vertu de laquelle ladite autorité agit, limite expressément à certaines entreprises la possibilité de bénéficier de la subvention".

Réponse:

Le Mexique observe que, en principe, pour qu'une subvention soit considérée comme *de jure*, il est essentiel qu'elle soit établie en vertu d'un instrument juridique. Cet instrument juridique peut être une loi, un règlement ou même un décret administratif pris par l'autorité administrative habilitée à le faire. Dans ce contexte, nous ne pensons pas que l'article 2.1 a), en mentionnant le terme "législation", fait exclusivement référence aux règles qui émanent strictement d'un ensemble de textes législatifs; en fait, cet article fait référence à toute règle qui peut constituer un fondement juridique permettant de prendre valablement des mesures. Nous considérons donc que, bien qu'une subvention *de jure* puisse être établie sur n'importe quel type de fondement juridique pertinent, il est absolument nécessaire qu'elle soit établie sur ce fondement juridique et que celui-ci soit en vigueur pour que la subvention soit considérée comme étant *de jure*.

Question 8: Une constatation selon laquelle un programme de subventions est spécifique *de jure* à "certaines entreprises" au sens de l'article 2.1 de l'Accord SMC (c'est-à-dire les oléiculteurs selon la détermination de l'USDOC dans le présent différend) pourrait-elle être compatible avec l'article 2.1 a) de l'Accord SMC si les éléments de preuve montrent que d'autres entreprises (c'est-à-dire pas seulement les oléiculteurs) étaient admissibles au bénéfice des paiements dans le cadre du même programme de subventions?

Réponse:

L'article 2.2 de l'Accord SMC dispose clairement que, pour déterminer si une subvention est spécifique à certaines entreprises, divers aspects doivent être pris en considération. L'un de ces aspects est énoncé à l'article 2.1 a), qui prescrit que l'autorité ou la législation limite expressément la possibilité de bénéficier de la subvention. Par conséquent, pour que la subvention soit spécifique *de jure* conformément à l'article 2.1 a) de l'Accord SMC, il doit y avoir des limitations claires et expresses en ce qui concerne les critères régissant le droit de bénéficier de la subvention qui déterminent les "certaines entreprises" qui ont la possibilité de bénéficier de la subvention; ainsi, si les éléments de preuve montrent que d'autres entreprises ont le droit de bénéficier du programme, les limitations expresses prévues à l'article 2.1 a) de l'Accord SMC ne peuvent pas exister en même temps. La détermination selon laquelle la subvention est *de jure* serait donc incompatible avec cet article.

À cet égard, dans l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires (Chine)*, l'Organe d'appel a dit ce qui suit:

"Dans les cas où un examen de la nature et de la teneur de la mesure contestée indique que la possibilité de bénéficier d'une subvention est *expressément* limitée à certaines entreprises [...] qui sont énoncés dans *la législation, la réglementation ou autre document officiel*, l'autorité chargée de l'enquête commencera normalement par examiner ces éléments de preuve à la lumière des alinéas a) et b) afin de déterminer si la subvention est spécifique *de jure*. Cette analyse au titre des alinéas a) et b) peut amener l'autorité chargée de l'enquête à conclure qu'une subvention est spécifique *de jure* au sens de l'article 2.1 a), ou qu'une subvention n'est pas spécifique *de jure* parce qu'il existe des critères ou conditions objectifs qui sont clairement énoncés dans la législation, la réglementation ou autre document officiel."¹

De plus, dans l'affaire *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, le Groupe spécial a déterminé ce qui suit:

"Le principe de la spécificité énoncé à l'article 2.1 a) est axé sur la question de savoir si l'autorité qui accorde la subvention, ou la législation en vertu de laquelle ladite autorité agit, limite expressément à certaines entreprises la possibilité de bénéficier d'une subvention. Il [s'ensuit] que ce n'est pas la limitation à certaines entreprises de la possibilité de bénéficier d'une subvention qui la rendra spécifique au sens de l'article 2.1 a), mais seulement une limitation qui "{d}istinctly express{es} all that is meant; leaving nothing merely implied or suggested"

¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires (Chine)* (DS437), paragraphe 4.120.

(exprime distinctement tout ce qui est signifié; en ne laissant rien de simplement sous-entendu ou suggéré); une limitation qui est "unambiguous" (sans ambiguïté) et "clear" (claire)."²

En d'autres termes, si l'instrument juridique correspondant n'établit pas clairement que la possibilité de bénéficier de la subvention est limitée à certaines entreprises, ou s'il est ambigu ou donne à d'autres entreprises la possibilité de bénéficier des programmes, la subvention ne peut pas être considérée comme étant spécifique *de jure* conformément à l'article 2.1 a) de l'Accord SMC.

Il est donc évident qu'une subvention qui est *de jure* spécifique à "certaines entreprises" doit être expresse, avec des limitations quant à la possibilité de bénéficier du programme qui sont clairement définies dans les instruments juridiques correspondants, et que si l'analyse du droit de bénéficier de la subvention démontrait, au moyen d'éléments de preuve, que d'autres entreprises avaient également ce droit, la constatation de spécificité *de jure* serait incompatible avec l'article 2.1 a) parce que les limitations n'existaient pas ou n'étaient pas claires et sans ambiguïté.

4 ALLÉGATIONS CONCERNANT LA "TRANSMISSION" DE L'AVANTAGE

Question 14: Aux paragraphes 124 à 127 de leur première communication écrite, les États-Unis font valoir que l'historique de la négociation de l'article VI:3 du GATT de 1994 et de l'Accord SMC appuie une constatation selon laquelle aucune méthode spécifique n'est prescrite en ce qui concerne la question de la transmission.

- a) Veuillez formuler des observations sur l'historique de la négociation auquel les États-Unis font référence.
- b) Comment l'article VI:3 du GATT de 1994 et les dispositions pertinentes de l'Accord SMC devraient-ils être interprétés en ce qui concerne le point de savoir si une quelconque méthode est prescrite (et dans l'affirmative, laquelle) en ce qui concerne la question de la transmission?

Réponse:

À notre avis, ni l'article VI:3 du GATT de 1994, ni les dispositions de l'Accord SMC, ni la jurisprudence de l'OMC n'établissent une méthode particulière que devrait utiliser l'autorité chargée de l'enquête pour corroborer la transmission d'avantages; ils indiquent simplement qu'il incombe à cette dernière de procéder à l'analyse pertinente pour démontrer l'existence de cette transmission. Ce qui a été établi, toutefois, c'est qu'il ne suffit pas de présumer l'existence de cette transmission, et qu'une analyse doit être effectuée pour confirmer la transmission et, donc, l'incidence sur le prix du produit final, à moins que les bénéficiaires de la subvention ne soient intégrés verticalement avec les producteurs du produit visé par le droit compensateur, comme en l'espèce il y a un lien direct dans la transmission de la subvention et de ses avantages, ce qui n'arrive pas lorsque les producteurs (de la matière première et du produit final) ne sont pas liés, auquel cas il est nécessaire d'analyser et de déterminer si la subvention pour les matières premières influe réellement (et dans quelle mesure) sur le produit final qui fait l'objet de la détermination en matière de droits compensateurs.³

5 ALLÉGATIONS CONCERNANT LE DOMMAGE

Question 23: Serait-il possible de déroger à une prescription imposant d'examiner d'autres segments de la branche de production nationale, ainsi que la branche de production dans son ensemble, si l'autorité chargée de l'enquête explique pourquoi cet examen n'est pas nécessaire, comme il est indiqué au paragraphe 204 du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*?

² Rapport du Groupe spécial *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs* (DS316), paragraphe 7.919.

³ Rapport du Groupe spécial *Mexique – Huile d'olive* (DS341), paragraphes 7.136 à 7.140.

Réponse:

De l'avis du Mexique, le fait que l'Organe d'appel, dans son rapport sur l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, a établi que, dans le cas d'un examen sectoriel de la branche de production nationale, "[une possibilité était que] les autorités chargées de l'enquête ... donne[nt] une explication satisfaisante indiquant pourquoi il n'[était] pas nécessaire d'examiner directement ou spécifiquement les autres parties de la branche de production nationale" ne signifie pas que l'autorité chargée de l'enquête peut simplement donner une explication, comme on pourrait en inférer de la question, mais signifie plutôt que l'explication doit être "satisfaisante". À notre avis, cela signifie que l'explication doit être suffisamment détaillée, structurée et étayée pour constituer une explication qui justifie dûment pourquoi l'autorité n'examinerait pas les autres segments de la branche de production nationale.

ANNEXE C-5**RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES
ARGUMENTS DE LA TURQUIE****I. INTRODUCTION**

1. Dans les paragraphes ci-après, la Turquie se référera aux dispositions pertinentes (articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5 et 4.1) de l'Accord antidumping et ne traitera pas des dispositions correspondantes (articles 15.1, 15.2, 15.4, 15.5 et 16.1) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires en raison du parallélisme entre les articles pertinents des deux accords.

II. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'ANALYSE DE LA TRANSMISSION

2. Les articles 10 et 32.1 de l'Accord SMC et l'article VI:3 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) prescrivent une analyse de la transmission. Compte tenu des articles susmentionnés, pour appliquer un droit compensateur approprié à des importations, un Membre doit mener une enquête sur tous les aspects pour comprendre si et dans quelle mesure une subvention a été transmise par un producteur d'un produit agricole à la marchandise exportée.

3. Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit¹:

"L'expression "subvention[s] accordée[s] ... indirectement", telle qu'elle est employée à l'article VI:3, signifie que les contributions financières des pouvoirs publics à la production des matières premières utilisées dans la fabrication des produits visés par une enquête ne sont pas, en principe, exclues du montant des subventions qui peuvent être neutralisées par l'imposition de droits compensateurs sur le produit transformé. Lorsque le producteur de la matière première n'est pas la même entité que le producteur du produit transformé, il n'est cependant pas possible de présumer que la subvention accordée pour la matière première est transmise au produit transformé. En pareil cas, il est nécessaire d'analyser dans quelle mesure les subventions pour les matières premières peuvent être incluses dans la détermination du montant total des subventions accordées pour les produits transformés. En effet, ce sont seulement les subventions dont il est déterminé qu'elles ont été accordées pour les produits transformés qui peuvent être neutralisées en imposant des droits compensateurs sur ces produits."

4. Pour effectuer une analyse de la transmission prescrite par les articles susmentionnés, l'autorité chargée de l'enquête devrait examiner si les transformateurs ont effectué des achats auprès des producteurs de la matière première dans le cadre d'une transaction effectuée dans des conditions de pleine concurrence. Un examen de la question de savoir si une transaction est effectuée dans des conditions de pleine concurrence nécessite un examen de la question de savoir s'il y a une différenciation des prix, ainsi qu'une analyse de la question de savoir si et dans quelle mesure une subvention accordée pour un produit servant de matière première abaisse le prix de ce produit et permet ainsi de transmettre l'avantage aux transformateurs. Bien qu'il apparaisse que l'article 771B n'impose pas une application automatique de l'analyse de la transmission pour les produits agricoles et que ni le GATT ni l'Accord SMC ne prescrivent une méthode particulière pour cette analyse, nous pensons qu'aucune disposition de l'Accord SMC n'établit une distinction dans le cas des produits agricoles en ce qui concerne une méthode de remplacement limitée pour l'analyse de la transmission.

5. De plus, même si une subvention accordée à celui qui cultive un produit agricole peut être répercutée sur les marchandises exportées en abaissant les prix du produit brut, la question n'est pas aussi simple. L'autorité chargée de l'enquête doit déterminer quel montant de subvention reçu par le producteur peut être transmis aux transformateurs. Lorsqu'elle fait ce calcul, elle doit tenir compte de toutes les parties, y compris les producteurs et les distributeurs, pour établir le montant approprié.

¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 140.

III. ALLÉGATIONS AU TITRE DES ARTICLES 3.1 ET 4.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

6. L'article 4.1 de l'Accord antidumping définit l'expression "branche de production nationale" comme étant "l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires" ou "[les producteurs] dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits". D'après ce que la Turquie comprend, l'article 4.1 ne prévoit pas de méthode spécifique pour définir la branche de production nationale² et l'autorité chargée de l'enquête peut choisir de définir celle-ci de l'une ou l'autre façon. Cependant, d'après ce que la Turquie comprend, l'autorité chargée de l'enquête devrait identifier les producteurs nationaux aussi précisément que possible, démarche qui dépend elle-même de la structure du marché du produit similaire et du nombre de producteurs sur ce marché.

7. Dans le cas où la branche de production nationale ne correspond pas à "l'ensemble des producteurs nationaux", l'autorité chargée de l'enquête est tenue de la définir de façon à ce qu'elle soit "représentati[ve] de la production nationale totale"³ afin qu'une proportion majeure de la production totale du produit similaire se retrouve dans la définition de la branche de production nationale. De même, l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Éléments de fixation (Chine)* a dit ce qui suit:

"... il est probable qu'une branche de production nationale définie sur la base d'une proportion qui est faible, ou définie selon un processus qui implique l'exclusion active de certains producteurs nationaux, prêterait davantage à une constatation d'incompatibilité au titre de l'article 4.1 de l'Accord antidumping."⁴

8. Par contre, le Groupe spécial *Mexique – Sirop de maïs (États-Unis)* a souligné que "la branche de production nationale au sujet de laquelle la question du dommage [était] examinée et tranchée [devait] être la branche de production nationale définie conformément à l'article 4.1".⁵ D'après ce que la Turquie comprend, il est essentiel de déterminer de manière adéquate la "branche de production nationale" pour établir une détermination de l'existence d'un dommage objective sur la base d'éléments de preuve positifs.

9. La note de bas de page 9 relative à l'article 3 de l'Accord antidumping mentionne ce qui suit:

Pour les besoins du présent accord, le terme "dommage" s'entendra, sauf indication contraire, d'un dommage important causé à une *branche de production nationale*, d'une menace de dommage important pour une *branche de production nationale* ou d'un retard important dans la création d'une *branche de production nationale*; il sera interprété conformément aux dispositions de cet article. (*pas de mise en relief dans l'original*)

10. Le Groupe spécial *Russie – Véhicules utilitaires (UE)* a dit que "... les producteurs de produits nationaux similaires ne [pouvaient] pas être exclus de la définition de la branche de production nationale sur la base de considérations ou de méthodes de sélection qui, de par leur nature, [étaient] susceptibles de fausser la détermination de l'existence d'un dommage ultérieure".⁶ Dans le même ordre d'idées, l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud (Japon)* a souligné qu'"un examen ne portant que sur certaines parties d'une branche de production nationale n'assur[ait] pas une évaluation adéquate de la situation de la branche de production nationale dans son ensemble, et ne satisfai[sait] donc pas aux prescriptions en matière d'objectivité énoncées à l'article 3.1 de l'Accord antidumping".⁷

11. L'autorité chargée de l'enquête doit définir la branche de production nationale d'une manière qui n'engendre pas un risque important de distorsion et qui garantit l'exactitude d'une détermination de l'existence d'un dommage.⁸ Lorsque l'autorité chargée de l'enquête ne donne pas une explication satisfaisante et raisonnable de la définition de la branche de production nationale qui est déterminée

² Rapport du Groupe spécial *Chine – Automobiles (États-Unis)*, paragraphe 7.212.

³ Rapport de l'Organe d'appel *Russie – Véhicules utilitaires (UE)*, paragraphe 5.40.

⁴ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 419.

⁵ Rapport du Groupe spécial *Mexique – Sirop de maïs (États-Unis)*, paragraphe 7.147.

⁶ Rapport du Groupe spécial *Russie – Véhicules utilitaires (UE)*, paragraphe 7.11.

⁷ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud (Japon)*, paragraphe 206.

⁸ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 414.

sur la base d'une région, d'un sous-secteur, d'un groupe de clients, etc., la branche de production nationale en tant que telle semble être le fait d'un "choix parmi les producteurs nationaux fondé sur leurs données en vue de parvenir à un résultat particulier".⁹ D'après ce que la Turquie comprend, le risque de distorsion dans la détermination de l'existence d'un dommage serait probablement moins présent si l'ensemble des producteurs nationaux était défini de manière aussi adéquate que possible et englobait les producteurs dont les données permettent d'effectuer une analyse objective du dommage sur la base d'éléments de preuve positifs.¹⁰

IV. ALLÉGATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 3.1, 3.2, 3.4 ET 3.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

12. La Turquie estime qu'une évaluation objective du volume et des effets sur les prix et une analyse de l'incidence fondées sur des éléments de preuve positifs sont les grandes étapes de l'analyse du dommage dans le cadre juridique établi par l'article 3.1, 3.2 et 3.4 de l'Accord Antidumping. Comme il est clairement indiqué dans ces articles, les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'examiner de manière objective et en se fondant sur des éléments de preuve positifs "s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation du Membre importateur"¹¹ et "s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire du Membre importateur, ou si ces importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites"¹² et "l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits".¹³

13. D'après ce que la Turquie comprend aussi, il y a une grande interrelation entre l'article 3.1, 3.2 et 3.4 et l'article 4.1 car une évaluation objective du volume et des effets sur les prix et une analyse de l'incidence fondées sur des éléments de preuve positifs sont liées à une détermination adéquate et objective de la branche de production nationale. Comme il est souligné au paragraphe 9 de la présente communication, le Groupe spécial *Mexique – Sirop de maïs (États-Unis)* réitère ce point de vue en se référant à la note de bas de page 9 relative à l'article 3 pour interpréter l'article 4.1¹⁴; "La conclusion qui s'impose de manière incontournable à la lecture de ces deux dispositions est que la branche de production nationale au sujet de laquelle la question du dommage est examinée et tranchée doit être la branche de production nationale définie conformément à l'article 4.1."

14. À cet égard, l'interprétation sélective de la branche de production nationale sur la base de certains critères subjectifs et le fait d'évaluer le volume et les effets sur les prix et d'analyser l'incidence en se fondant uniquement sur cette définition limitée de la branche de production nationale risquent de fausser sensiblement l'analyse du dommage. L'Organe d'appel dans l'affaire *Russie – Véhicules utilitaires (UE)* énonce un argument semblable¹⁵:

"La non-inclusion de cette catégorie de producteurs pourrait ôter à la définition de la branche de production nationale son caractère représentatif de la production nationale totale, ce qui compromettrait l'exactitude de l'analyse du dommage."

15. Comme le Groupe spécial *Maroc – Acier laminé à chaud (Turquie)* l'a laissé entendre en signalant l'existence d'un possible risque de distorsion importante lorsque l'autorité chargée de l'enquête, en se fondant arbitrairement sur une certaine définition limitée de la branche de production nationale, pourrait bien augmenter la probabilité de l'existence d'un volume et d'effets sur les prix et leur incidence sur les producteurs nationaux, et de ce fait celle d'une conclusion non objective que la branche de production nationale subit un dommage.¹⁶

⁹ Rapport du Groupe spécial *Russie – Véhicules utilitaires (UE)*, paragraphe 7.15.

¹⁰ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 414; rapport du Groupe spécial *Chine – Produits à base de poulet de chair (États-Unis)*, paragraphe 7.413.

¹¹ Accord antidumping, article 3.2.

¹² Ibid.

¹³ Ibid., article 3.1.

¹⁴ Rapport du Groupe spécial *Mexique – Sirop de maïs (États-Unis)*, paragraphe 7.147.

¹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Russie – Véhicules utilitaires (UE)*, paragraphe 5.21.

¹⁶ Rapport du Groupe spécial *Maroc – Acier laminé à chaud (Turquie)*, paragraphe 7.272.

16. Cependant, cette approche ne devrait pas être interprétée comme signifiant que la Turquie ne tient pas compte du fait qu'il est possible d'évaluer le volume et les effets sur les prix et d'analyser l'incidence sur la base d'une définition spéciale de la branche de production nationale, c'est-à-dire la segmentation en sous-parties. Comme la possibilité d'une définition spéciale de la branche de production nationale fondée sur la segmentation est reconnue dans plusieurs différends soumis à l'OMC¹⁷, la Turquie reconnaît la validité de ces analyses en ce qui concerne une branche de production nationale segmentée, si l'une des deux mesures de rechange possibles qui sont expliquées par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud (Japon)* est prise¹⁸:

"... lorsque les autorités chargées de l'enquête entreprennent l'examen d'une partie d'une branche de production nationale, elles devraient, en principe, examiner, de la même manière, toutes les autres parties qui composent cette branche, et examiner aussi la branche de production dans son ensemble."

17. La Turquie tient également à souligner qu'étant donné que l'article 3.1, qui est la disposition de l'article 3 qui s'apparente à un texte introductif, énonce des obligations inclusives pour l'évaluation du volume et des effets sur les prix et l'analyse de l'incidence, une détermination incorrecte ou partielle concernant l'une quelconque de ces trois analyses peut également être contraire aux prescriptions générales relatives à un "examen objectif" fondé sur des "éléments de preuve positifs". Illustrant cet argument, le Groupe spécial *Mexique – Tubes et Tuyaux (Guatemala)* formule une conclusion semblable¹⁹:

"En bref, l'examen d'une partie seulement de la branche de production, telle que celle-ci a été définie par l'autorité chargée de l'enquête, n'est pas un *examen objectif des éléments de preuve positifs*, puisqu'il n'est pas représentatif de la situation générale de la branche de production nationale." (*pas de mise en relief dans l'original*)

18. L'article 3.5 dispose que l'autorité chargée de l'enquête établisse l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale. À cet égard, il impose deux conditions pour établir l'existence d'un lien de causalité entre les deux. Premièrement, l'autorité chargée de l'enquête est tenue de démontrer le lien entre les "importations faisant l'objet d'un dumping" et le "dommage" en évaluant le volume des importations faisant l'objet d'un dumping et leurs effets sur les prix ainsi que l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale. Deuxièmement, elle est tenue d'évaluer tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui contribuent au dommage et s'abstiendra d'imputer l'incidence d'autres facteurs aux importations faisant l'objet d'un dumping.

19. Le Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)* a dit que "[d]ans les cas où l'autorité chargée de l'enquête fait une détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité sur la base de renseignements ayant trait à une branche de production nationale incorrectement définie, elle agit d'une manière incompatible avec diverses dispositions de l'article 3".²⁰ La Turquie partage l'avis selon lequel une détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité devrait être fondée sur des éléments de preuve positifs se rapportant à une branche de production nationale définie de manière adéquate. Cependant, tant que l'autorité chargée de l'enquête s'abstient de fausser sensiblement la détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité, la Turquie ne sous-estime pas les circonstances spécifiques d'une affaire qui nécessitent une définition spéciale de la branche de production nationale.

V. CONCLUSION

20. Par ces observations, la Turquie espère contribuer au débat juridique en l'espèce, et elle tient à exprimer de nouveau ses remerciements pour l'occasion qui lui a été donnée de faire connaître ses vues.

¹⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – HP-SSST (Japon) / Chine – HP-SSST (UE)*, paragraphe 5.263; rapport du Groupe spécial *Chine – Appareils à rayons X*, paragraphe 7.88; rapport du Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 7.410.

¹⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud (Japon)*, paragraphe 204.

¹⁹ Rapport du Groupe spécial *Mexique – Tubes et tuyaux (Guatemala)*, paragraphe 7.328.

²⁰ Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.124.